

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais



**LE FIGARO SANTÉ**  
ANGINE, CYSTITTE : LES PHARMACIENS  
AUTORISÉS À DÉLIVRER DES  
ANTIBIOTIQUES DIRECTEMENT **PAGES 12**

**ENQUÊTE**  
POURQUOI LE VOTE RN  
N'EST PLUS TABOU  
CHEZ LES JEUNES **PAGE 6**

DÉCOUVREZ OUIGORAFI  
VOTRE SUPPLÉMENT  
IDÉES REÇUES



ÉTATS-UNIS

Les droits reproductifs vont-ils sauver la campagne présidentielle de Joe Biden ? **PAGE 7**

TERRORISME

Alertes en série avant les JO **PAGE 9**

LE RHÔNE

Notre série (1/3) : entre la France et la Suisse, les eaux du fleuve attisent les rivalités **PAGE 10**

FOOTBALL

Eduardo Camavinga : « J'ai toujours la rage de gagner » **PAGE 11**

TECH

Les « IA factories », la nouvelle obsession des entreprises pour infuser l'intelligence artificielle **PAGE 25**

MUSIQUE

Nougaro, l'heure de la revanche **PAGE 28**

CHAMPS LIBRES

- Le défi migratoire de Malte
- Les tribunes de Maurice Berger et de Thibault de Montbrial
- Les chroniques de Nicolas Baverez et de Samuel Fitoussi **PAGES 15 À 17**

FIGARO OUI  
FIGARO NON

Réponses à la question de samedi :

Législatives : êtes-vous inquiet pour votre épargne ?

**OUI 73%** **NON 27%**

VOTANTS : 150 923

Votez aujourd'hui sur lefigaro.fr

Législatives : si le Nouveau Front populaire l'emporte, Jean-Luc Mélenchon peut-il être le premier ministre d'Emmanuel Macron ?

BERNARD BODO - STOCK.ADOBE.COM ; GIUSEPPE ANELLO/BEPSPHOTO - STOCK.ADOBE.COM

# Emmanuel Macron face au spectre de la cohabitation

Alors que se profilent des législatives difficiles pour la majorité sortante, le président assure dans une lettre aux Français publiée dimanche soir dans la presse régionale qu'il agira « jusqu'en mai 2027 ». Pour autant, ses marges de manœuvre sont limitées. **PAGES 2 À 6 ET L'ÉDITORIAL**



ELIOT BLONDE/ABACA

## La laborieuse interdiction du portable à l'école

Malgré la loi en vigueur depuis 2018 dans les écoles et les collèges, et la diversité de ses modalités d'application, les établissements scolaires peinent à faire respecter l'interdiction des téléphones portables. Certains, qui ont mis en place des

casiers dans lesquels ceux-ci sont mis sous clé jusqu'à la fin des cours, sont débordés par la gestion du dispositif. En Île-de-France, la région met la main au portefeuille pour aider les lycées à adopter le « zéro portable ». **PAGE 8**



## Tourisme : le grand retour des promotions cet été

La fin de la crise du Covid avait fait exploser les envies de voyage et les prix des offres. Après deux années folles, la demande s'assagit et les tarifs aussi. Les prix des billets d'avion ont cessé de s'envoler, les tour-opé-

teurs prévoient une saison plutôt décevante, et, du côté des campings, les professionnels doivent déchanter. Ce contexte est favorable aux vacanciers : les promotions sont de retour, y compris pour cet été. **PAGES 20 ET 21**

## ÉDITORIAL par Yves Thérard

### La loi de la démocratie

On dit les Français très inquiets. Même Pierre Mazeaud, qui en a vu d'autres, du haut de ses 94 ans, juge la situation « grave, affligeante ». L'ancien président du Conseil constitutionnel estime qu'Emmanuel Macron devrait démissionner « pour sortir du chaos » si la majorité sortante était défaite aux législatives. Avec la dissolution, le président de la République a ouvert la boîte de Pandore. Depuis, chacun y va de son scénario. Le plus probable, à la lumière des sondages, reste celui d'une cohabitation au sommet de l'État. Y compris dans le cas d'une victoire du bloc central, si l'on en croit les déclarations fracassantes de certains de ses témoins contre l'Élysée. Édouard Philippe, Bruno Le Maire et Gabriel Attal rivalisent de commentaires peu amènes ! L'hypothèse la plus vraisemblable aujourd'hui verrait l'arrivée de Jordan Bardella à Matignon. Disposerait-il d'une majorité absolue ? L'intéressé pose cette condition. Quoi qu'il en soit, cette cohabitation serait très différente des trois précédentes qu'a connues la Ve République. Serait-elle pour autant impossible ? Inutile de rajouter une pincée d'angoisse au climat anxigène dans lequel baigne le pays.

Puisque les institutions l'autorisent, elle serait ni plus ni moins que la traduction du scrutin des 30 juin et 7 juillet prochains. Aux termes de la Constitution, le gouvernement conduit la politique de la nation pendant que le chef de l'État, garant de l'indépendance nationale et chef des armées, continue à représenter le pays sur la scène internationale. D'expérience, on sait que c'est un peu plus compliqué.

### Une cohabitation très différente

Les domaines dits réservés ne le sont pas autant que cela. On se souvient aussi des ordonnances sur les privatisations de Chirac que Mitterrand avait refusé de signer. Une cohabitation ne va certes pas de soi, et ceux qui ne la veulent pas peuvent toujours voter pour la majorité sortante. Mais si tel est le choix du peuple, pourquoi la refuser et ainsi commettre un déni de démocratie ? Le personnel politique a payé cher d'avoir contourné le résultat du référendum de 2005 sur le projet de Constitution européenne. Les Français ont eu le sentiment que leur parole n'avait pas été respectée. Depuis, la défiance s'est durablement installée. ■



MIDO MULTIFORT TV BIG DATE - À PARTIR DE 1170€ PRIX PUBLIC CONSEILLÉ



# Emmanuel Macron obligé d'envisager le scénario

Louis Hausalter

Le président a signifié à ses troupes qu'il ne resterait pas les bras ballants s'il devait nommer un premier ministre issu du

Sommet du G7 en Italie, le 13 juin. Quatre jours après avoir prononcé la dissolution de l'Assemblée nationale, Emmanuel Macron est interrogé par la presse : ses homologues étrangers considèrent-ils encore que ce qu'il dit engage la France, alors qu'il sera peut-être délesté de nombre de ses pouvoirs le 7 juillet, si le second tour des élections législatives ne lui accorde pas de majorité ? « *Ils connaissent notre Constitution et ils savent quels sont les compétences et le rôle d'un président en France, sur les sujets internationaux et de défense, donc il n'y a pas de doute* », ré-

torque-t-il. Et de marteler que dans les sommets internationaux « *la parole de la France est engagée par le président de la République* ». Le chef de l'État baliserait-il déjà ses domaines réservés en cas de cohabitation avec un premier ministre issu d'un autre camp ? Pas du tout, se récrie-t-on dans son entourage : « *Il ne se projette vraiment pas dans cette perspective*. » Officiellement, Emmanuel Macron espère même « *une majorité complète* » à l'issue des législatives, comme il l'a dit la semaine dernière. Ce n'est pas du tout ce que dessinent les sondages, mais ces derniers n'accordent pas non plus de majorité ab-

solue à un autre camp. Le Rassemblement national, en tête des intentions de vote (35,5 %) dans le dernier « rolling » Ifop-Fiducial pour *Le Figaro*, LCI et Sud Radio, ne récolterait pas suffisamment de sièges à l'Assemblée pour gouverner avec les coudées franches. Il n'empêche : la faiblesse du camp présidentiel (21 %) l'oblige à envisager sérieusement le scénario d'une cohabitation avec le RN et ses alliés. Dans une lettre aux Français publiée dimanche soir dans la presse régionale, Emmanuel Macron les encourage à choisir le « *bloc central* » aux législatives et souhaite que le futur gouvernement rassemble « les ré-

publicains de sensibilités diverses qui auront su par leur courage s'opposer aux extrêmes ». Mais il ajoute, à propos de son propre rôle : « *Vous pouvez me faire confiance pour agir jusqu'en mai 2027 comme votre président, protecteur à chaque instant de notre république, de nos valeurs, respectueux du pluralisme et de vos choix, à votre service et à celui de la nation*. »

**Un pré carré délimité par François Mitterrand**  
En cas de défaite, dans quelle mesure accepterait-il de prendre du champ face à un gouvernement qui « *détermine et*

*conduit la politique de la nation* », selon la Constitution ? Sans doute ferait-il sienne cette phrase de François Mitterrand quand, dans un message adressé au Parlement en avril 1986, à l'aube de la première cohabitation, le président socialiste a tenu à ne pas laisser tout l'espace à Jacques Chirac : « *La Constitution attribue au chef de l'État des pouvoirs que ne peut en rien affecter une consultation électorale où sa fonction n'est pas en cause*. » Ce pré carré délimité par Mitterrand a peu ou prou servi de clé de répartition des tâches lors des deux autres cohabitations qui ont suivi (Mitterrand-Balladur entre 1993 et 1995, Chirac-Jospin entre 1997 et 2002).

## Matignon, un tremplin vers 2027 pour Le Pen ?

Paul Laubacher

Jordan Bardella a déjà vu deux fois Emmanuel Macron, de près. La première fois, c'était le 30 août 2023, à la Maison de l'éducation de la Légion d'honneur, à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), là où le président du Rassemblement national (RN), qui n'a que 28 ans, a passé le bac. La seconde fois, au même endroit, le 17 novembre. Qui se souvient des Rencontres de Saint-Denis, censée inaugurer - déjà - une nouvelle ère politique, selon les vœux du président de la République ? C'était il y a presque un an, mais Jordan Bardella doit y repenser souvent, alors que les portes de Matignon pourraient s'ouvrir devant lui. Il avait été impressionné par Emmanuel Macron et sa capacité à connaître les sujets dans le détail. Le jeune nationaliste s'était aussi senti à l'aise lors de ce conclave à huis clos. Il avait aimé être assis presque en face du chef de l'État, à côté de la présidente de l'Assemblée nationale, Yaël Braun-Pivet, à la même table qu'Eric Ciotti, son futur allié, qu'Édouard Philippe, Stéphane Séjourné, François Bayrou, Gérard Larcher, etc. Pour l'héritier de Marine Le Pen, c'était l'heure de la grande institutionnalisation. Et s'il voit une troisième fois Emmanuel Macron, Jordan Bardella espère que ce sera en tête. Est-ce que le RN obtiendra le 7 juillet, au soir du second tour des élections législatives provoquées par la dissolution surprise de l'Assemblée nationale par le président de la République, la majorité absolue ?

C'est ce que souhaitent Marine Le Pen, son poulain et leurs proches respectifs. Ce n'est pas ce que dit, pour l'instant, notre sondage Ifop-Fiducial, qui estime que la percée nationaliste, mesurée à 35 % des voix, n'obtiendrait qu'entre 210 et 250 sièges. C'est assez pour une majorité relative, mais trop peu pour entraîner l'arrivée du jeune patron du RN à Matignon, et le début de la cohabitation. Pour autant, les lieutenants de Marine Le Pen et de Jordan Bardella trépigment. Le pouvoir, ils le veulent. Même si cela arrive trop tôt ? « *On ne refuse jamais le pouvoir* », expliquait Jordan Bardella, lors de la campagne des européennes, quelques jours seulement avant la fin. « *On aurait évidemment préféré que l'on arrive en 2027, plutôt qu'en 2024, mais ce sont les cartes que l'on nous donne* », concède un élu RN.

**Lever les derniers obstacles**  
L'arrivée de Jordan Bardella à Matignon avant celle de Marine Le Pen à l'Élysée est considérée comme une aubaine par l'état-major nationaliste. Une « *première marche* », avant le grand rendez-vous de l'élection présidentielle de 2027. « *Pour tout changer et appliquer tout notre programme, c'est à l'Élysée qu'il faut être* », résume un proche de Marine Le Pen. Il faut d'abord lever les derniers obstacles qui bloquent la route. Les stratégies de Marine Le Pen en avaient identifié deux lors de la présidentielle de 2022 : la crédibilité et la capacité à arriver au pouvoir sans provoquer une brusque montée de violence. Depuis, cela n'a pas changé. Marine Le Pen, elle, est persuadée que la malé-

diction de Matignon, qui a touché Édouard Balladur et Lionel Jospin, ne s'appliquera pas à elle. « *On est trop différent* », dit-elle en privé. Ce sera toute la stratégie de Jordan Bardella à Matignon, s'il arrive à obtenir une majorité absolue. Et c'est surtout celle qui sera au cœur de sa campagne législative éclair. « *Moi, je veux réconcilier les Français et être le premier ministre de tous les Français, sans aucune distinction* », affirme-t-il dans le *Journal du dimanche*. Le président du RN prévient qu'il n'a pas « *l'intention de brutaliser le débat démocratique* ». Reste une grande interrogation : le RN est-il prêt à gouverner ? C'est ce que Jordan Bardella tente de démontrer depuis deux semaines. Le président du RN doit présenter ce lundi sa feuille de route si jamais il s'installait à Matignon, et surtout mettre fin à dix jours d'incertitude sur le programme législatif nationaliste. Les stratèges marinistes ont divisé en deux temps l'application de leurs mesures. Celui de l'urgence ne doit durer que quelques mois, mais combien coûtera-t-il ? La baisse de la TVA sur l'énergie sera-t-elle compensée ? Le temps des réformes commencera par le premier budget, celui de 2025. Tout l'enjeu pour Marine Le Pen et Jordan Bardella sera de montrer qu'ils sont capables de produire une trajectoire financière sans aggraver le déficit. Pour cela, ils doivent placer le bon profil au ministère de l'Économie. Un stratège résume le casting : « *Un homme, ou une femme, qui connaît l'économie, qui vient de là, capable de rassurer les marchés mais ancré dans le bon sens populaire*. » Marine Le Pen l'a-t-elle trouvée ? ■



Emmanuel Macron, le 18 juin, lors d'une cérémonie au Mont-Valérien à Suresnes (92).

## La politique étrangère, un domaine pas si réservé que cela du président

Isabelle Lasserre

En théorie, les effets d'une cohabitation, qui serait la quatrième de la V<sup>e</sup> République, seraient limités par le traditionnel « domaine réservé » du président de la République, qui englobe à la fois la politique étrangère et la défense. Le chef de l'État est en effet le « garant de l'indépendance nationale et de l'intégrité du territoire national », ainsi que le « chef des armées ». C'est lui qui préside, même en cas de cohabitation, les Conseils de défense. Il possède les codes nucléaires, accrédite les ambassadeurs, ratifie les traités internationaux et dispose, en cas de circonstances exceptionnelles, des « pleins pouvoirs ». Les trois précédentes cohabitations ne se sont jamais vraiment enflammées sur les questions de politique internationale. Même les bombardements de l'Otan contre la Serbie en 1999 n'avaient pas fait l'objet de divergences entre le président RPR et son premier ministre socialiste. Les couples gauche-droite (François Mitterrand-Jacques Chirac de 1986 à 1988, François Mitterrand-Édouard Balladur de 1993 à 1995, Jacques Chirac-Lionel Jospin de 1997 à 2002), n'ont jamais remis en cause le traditionnel consensus entre le Parti socialiste et le RPR sur la politique internationale, bâti

autour de la vision « *gaullo-mitterrandienne* » de la politique étrangère. Ils ont réussi à maintenir un équilibre, notamment dans la relation aux États-Unis, dont la France a toujours voulu être l'« amie » et l'« alliée » sans être « alignée » sur les positions de Washington. À chaque cohabitation, le président et le premier ministre ont su se mettre d'accord pour placer, à la tête du Quai d'Orsay et de la Défense, des responsables acceptables pour chacun. Il est arrivé qu'un premier ministre, ce fût le cas de Jacques Chirac avec François Mitterrand, laisse naturellement au président la prééminence dans les affaires étrangères. Conclusion d'un diplomate : « *Ce sera pareil que sous les cohabitations précédentes. Tout fera l'objet de discussions et de compromis. Mais le dernier mot appartiendra au président*. » Certes, les théories sont réfutables, surtout en période de crise, quand elles se heurtent à des réalités nouvelles, comme celles qui se sont abattues sur la France. Si le « *domaine réservé* » du président est une pratique de la V<sup>e</sup> République, cet avantage doit être relativisé par l'ambiguïté de la Constitution, qui stipule aussi que le gouvernement « *dispose de l'administration et de la force armée* ». C'est un héritage des divergences de vues entre de Gaulle, qui voulait un président fort, et Michel Debret, qui voulait que le premier ministre

ait des pouvoirs réels, même dans les domaines régaliens. Mais la période plaide en faveur d'une poursuite, voire d'une consolidation du « *domaine réservé* ». « *L'évolution du monde, poursuit le diplomate, la multiplication des grands rendez-vous diplomatiques entre chefs d'État font que les affaires étrangères sont captées au plus haut niveau de l'État. Un ministre des Affaires étrangères RN risque d'être limité à la préparation des dossiers...* »

**« Ce sera pareil que sous les cohabitations précédentes. Tout fera l'objet de discussions et de compromis. Mais le dernier mot appartiendra au président »**

**Un diplomate**

Pourtant, alors que le consensus, en matière de politique étrangère, était presque naturel sous les trois cohabitations de la V<sup>e</sup> République, une troisième coexistence politique, si elle associe Emmanuel Macron et Jordan Bardella, serait sans doute beaucoup plus tendue. Parmi les sujets probables de friction, la Russie et l'Ukraine. Emmanuel Macron a fait du soutien à Kiev, au moins depuis un an, le marqueur de sa politique internationale. Les derniers mois ont

même été l'occasion d'un engagement supplémentaire, qu'il s'agisse d'envoyer des instructeurs sur le sol ukrainien ou de défendre l'envoi de nouvelles armes à Kiev. Le Rassemblement national, même s'il a mis en sourdine depuis le début de la guerre sa proximité avec la Russie, plaide au contraire pour davantage de retenue. Jordan Bardella a donné des gages au salon de défense Eurosatory en affirmant qu'il poursuivrait le soutien à l'Ukraine. Mais il a posé une « *ligne rouge* » : pas de frappes contre le territoire russe avec des armes françaises. Tout en voulant accompagner les positions pro-ukrainiennes qui dominent sur le continent, le RN n'est pas favorable à l'envoi de Mirage et d'instructeurs à Kiev. Il pourrait faire obstruction aux décisions de l'Élysée, car c'est le premier ministre qui tient les cordons de la bourse. Autres sujets de tension possibles : l'Otan et la politique européenne. Le Rassemblement national ne veut plus quitter le commandement intégré de l'Otan. Du moins tant que la guerre « *est toujours en cours* ». Mais il reste opposé à une adhésion de l'Ukraine à l'Alliance atlantique et à l'Union européenne. Il est resté très antiaméricain et souverainiste : il ne partage pas la vision plus intégrée de l'UE prônée par Emmanuel Macron. « *La post-populiste et chef du gouvernement italien Giorgia Meloni est en train*

*de normaliser son parti. Ce n'est pas encore le cas de Jordan Bardella et de Marine Le Pen avec le RN* », explique le politologue Thibault Muzergues, directeur des programmes de l'International Republican Institute pour l'Europe auteur d'un livre sur la question (*Post-populisme*, L'Observatoire). Mais il ajoute : « *Tout dépendra de l'ampleur de la victoire du RN. Pourra-t-il gouverner seul ou sera-t-il contraint à une coalition ? Et tout dépendra aussi du chemin que prendra le RN*. » Les contre-pouvoirs joueront aussi leur rôle, comme l'inertie des grandes administrations, comme celle du Quai d'Orsay. « *Si le RN accède au pouvoir, ce sera une gouvernance sous haute surveillance* », prévient Thibault Muzergues. Les contre-pouvoirs permettront peut-être aussi de diminuer l'hyperprésidence exercée par Emmanuel Macron à l'Élysée et de faire migrer le régime présidentiel. Mais, quel que soit le scénario choisi, une cohabitation, avec tous les difficiles compromis qu'elle engendrera, risque d'affaiblir la place de la France à l'international et au sein de l'Union européenne. Elle pourrait aussi rendre la politique russo-ukrainienne de la France, enfin claire depuis un an, à nouveau illisible. Or, la force des tensions internationales exige, au moins en France et en Allemagne, un leadership encore plus fort qu'avant. ■



# d'une cohabitation avec le RN

Rassemblement national. Mais ses marges de manœuvre seront limitées.

Mais le quinquennat est passé par là, synchronisant les élections présidentielle et législatives, et reléguant l'idée de cohabitation à un temps que l'on pensait révolu – jusqu'à ce 9 juin 2024. Surtout, le fonctionnement entre un président et un premier ministre de bords opposés est au moins autant affaire de tempéraments que d'institutions. « *La cohabitation, c'est un tandem imposé dont aucun des deux protagonistes n'a envie. La relation personnelle y est un élément déterminant* », estime le constitutionnaliste Didier Maus. « *Chirac et Jospin se connaissaient bien. Macron et Bardella, ce n'est pas la même histoire* », note un cadre de la majorité.

Devant ses troupes convoquées à l'Élysée, le soir de la dissolution, le chef de l'État a évoqué ce scénario d'une cohabitation avec le RN et signifié qu'il ne resterait pas les bras ballants. « *Le président a une marge de manœuvre pour s'opposer au premier ministre, sans aller trop loin* », soupèse Didier Maus. François Mitterrand refusait ainsi de signer des ordonnances, ou reportait des décrets et des nominations prévus en Conseil des ministres. Certains partisans de la dissolution décidée par Emmanuel Macron l'avaient d'ailleurs bien en tête au moment de pousser cette idée auprès du chef de l'État. L'un d'entre eux, l'ex-sé-

nateur de droite Pierre Charon, rappelait au printemps, en routier expérimenté des manœuvres de la V<sup>e</sup> République, les vertus supposées d'une cohabitation bien maîtrisée : « *Mitterrand était l'arbitre des élégances, tout le monde guettait le moindre rictus sur son visage !* » Mais que pèserait cette consolation, celle d'un refuge dans le surplomb présidentiel, face à la rancœur d'une macronie qui, si la défaite se confirme, s'estimera sacrifiée par son propre chef ? Signe du fossé creusé entre le président et son camp depuis la dissolution, un élu proche d'Édouard Philippe prévient, menaçant : « *Quoi qu'il arrive, ce sera une cohabitation.* » ■



LUDOVIC MARIN / VIA REUTERS



CONTRE-POINT  
PAR **GUILLAUME TABARD**

## Un président contraint en toute hypothèse

En route vers une quatrième cohabitation. Quelle que soit la composition de l'Assemblée nationale le 7 juillet. Ce scénario s'imposera en cas de victoire du Rassemblement national ou du Nouveau Front populaire. Emmanuel Macron devra alors travailler avec un gouvernement et un Parlement dominés par ceux qui sont dans une opposition franche avec lui depuis sept ans.

Mais ce sera également le cas avec une coalition nouvelle au sein de laquelle la majorité sortante garderait une place prépondérante. Même dans ce scénario, la politique mise en œuvre ne pourrait être plus être dictée de l'Élysée. C'est ce qu'ont dit le premier et le dernier premier ministre de Macron. Gabriel Attal fait campagne en prévenant qu'avoir été « *désigné* » par le président et être « *choisi* » par les Français ne revient pas au même. « *il y aura un avant et un après dans la pratique du pouvoir, dans l'équilibre des institutions* », a-t-il insisté, laissant comprendre que son maintien à Matignon annoncerait le déplacement du centre de décision de l'Élysée vers Matignon. Et quand Édouard Philippe, prenant acte que le chef de l'État a « *tué la majorité présidentielle* », propose de « *passer à autre chose* », avec une nouvelle majorité « *qui ne fonctionnera pas com-*

me l'ancienne », il associe aussi une reconduction de l'alliance Renaissance-MoDem-Horizons à un déplacement de centre de gravité du pouvoir.

Emmanuel Macron doit donc se préparer à un autre exercice de la fonction. Qu'elles aient duré deux ans (1986, 1993) ou cinq ans (1997), les cohabitations passées ont montré que le président ne pouvait pas s'opposer à la mise en œuvre de la quasi-totalité du programme gouvernemental ratifié aux législatives, mais que le premier ministre ne pouvait pas non plus faire comme si le chef de l'État n'existait pas.

Il y a la lettre des institutions, qui fait de la V<sup>e</sup> République un régime largement parlementaire en temps de cohabitation ; il y a leur esprit, qui maintient une forme de prééminence présidentielle, fût-elle symbolique. Il y a surtout la dimension personnelle et psychologique de la rela-

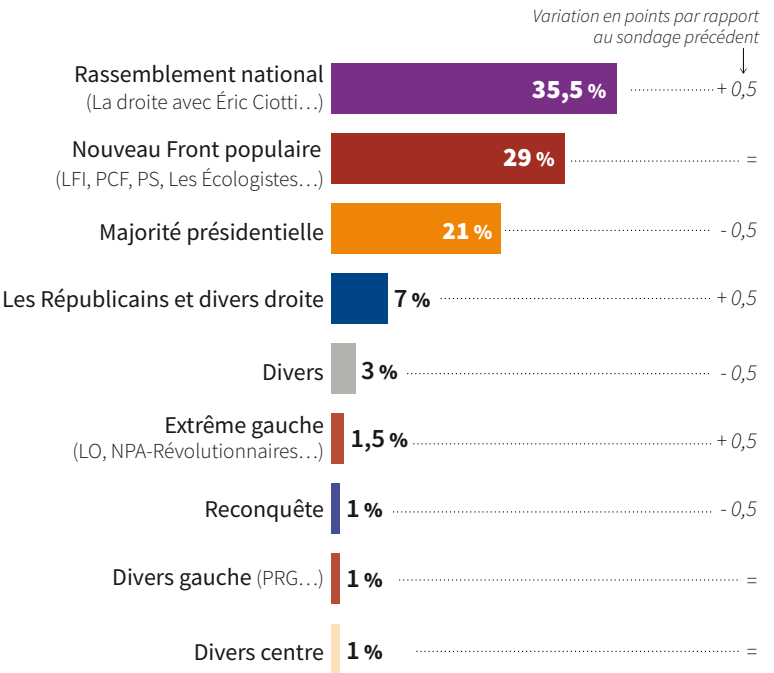
tion entre l'occupant de l'Élysée et celui de Matignon. Sans que la Constitution lui en donne explicitement le droit, Mitterrand avait ainsi imposé à Chirac en 1986 de renoncer à ses choix de ministres pour les Affaires étrangères et la Défense. C'est ainsi que s'était imposée l'idée d'un « *domaine réservé* » n'ayant pourtant aucun fondement institutionnel.

Qu'imposerait ou qu'empêcherait Emmanuel Macron à Jordan Bardella, à Jean-Luc Mélenchon ou même à un Gabriel Attal reconduit ? Comme dans tout rapport de force, l'avantage reviendra à celui qui se montrera le plus déterminé ou affichera le mieux son autorité. Un premier ministre peu expérimenté, comme le serait Bardella, consentirait-il par exemple à ne pas défier le chef de l'État sur les questions diplomatiques et militaires. Une majorité absolue ou relative pèsera aussi sur l'autorité politique du chef du gouvernement. Et si on a vu un Mitterrand en 1988 et un Chirac en 2002, tirer finalement profit des cohabitations qu'ils avaient subies, c'est parce qu'ils avaient leur réélection en perspective. Ils ont profité de l'usure du gouvernement en place. À la table du Conseil des ministres, le futur premier ministre sera cette fois assis en face d'un président qui ne pourra pas se représenter. Cela change tout. Psychologiquement et politiquement. ■

ÉCOUTEZ À 8H10  
**GUILLAUME TABARD**  
DANS LA MATINALE  
DE DAVID ABIKER  
avec **LE FIGARO**

## Quel Parlement après la dissolution ?

Intentions de vote au premier tour des élections législatives



Étude réalisée par Ifop-Fiducial pour LCI, Le Figaro et Sud Radio. L'enquête a été menée auprès d'un échantillon de 1 853 personnes inscrites sur les listes électorales, extrait d'un échantillon de 2 000 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. Questionnaire auto-administré en ligne du 19 au 22 juin 2024. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas au regard de critères : sociodémographiques (sexe, âge de l'individu) ; socioprofessionnels (profession de l'individu) ; géographiques (région, taille d'unité urbaine).



## Les militaires inquiets du flou des responsabilités

Nicolas Barotte

Les militaires ne font pas de politiques. « *Et heureusement, pour la loyauté aux institutions !* », commente un officier en s'étonnant des atermoiements des hauts fonctionnaires qui craignent une possible victoire de l'extrême droite ou de l'extrême gauche aux élections législatives des 30 juin et 7 juillet. Plus conservateurs que la moyenne des Français, les militaires pourraient accueillir sans crainte un glissement vers la droite du pouvoir. Mais dans le contexte actuel de tensions internationales croissantes, une possible cohabitation inquiète d'autant plus qu'elle génère de l'incertitude.

Personne ne sait comment fonctionnerait la cohabitation d'un nouveau genre qui pourrait se profiler. Dans le domaine militaire, il y a les règles institutionnelles et les pratiques. Le président est chef des armées. Mais le premier ministre et le ministre des Armées commandent l'administration et tiennent les cordons de la bourse. Durant les trois précédentes cohabitations, droite et gauche avaient su s'entendre globalement sur les orientations stratégiques, tout en connaissant des moments de tension. « *Entre 1997 et 2002, Bercy avait imposé des économies sur la loi de programmation militaire* », raconte un officier.

En matière de politique de défense, un abîme sépare Emmanuel Macron, l'Européen, du Rassemblement national, aux thèses souverainistes, anti-Otan et, dans le passé, empathique avec la Russie. La même fracture intellectuelle irréconciliable éloigne le chef de l'État de La France insoumise, dirigée par l'anti-atlantiste Jean-Luc Mélenchon, partisan de négociations de paix avec la Russie. Certes, les uns et les autres ont mis de l'eau dans leur vin. Jordan Bardella n'évoque plus une sortie immédiate du commandement intégré de l'Alliance atlantique. Certes, le Nouveau Front populaire tait ses divergences. Mais que se passera-t-il pour l'Ukraine en cas de désaccord entre le chef de l'État et un hypothétique premier ministre de cohabitation ?

« *En ce qui concerne le soutien à l'Ukraine, c'est le président qui décide. Mais c'est le ministre qui signe les actes de cession* » de matériel, a prévenu il y a quelques jours le ministre Sébastien Lecornu. En cas de désaccord, une majorité hostile pourrait bloquer toute décision de l'Élysée. Jordan Bardella a d'ores et déjà assuré qu'il ne serait pas question d'envoyer des instructeurs en Ukraine. La promesse d'envoyer des Mirage 2000 sera aussi suspendue au bon vouloir du futur premier ministre. Même les livraisons de munitions

pourront être rediscutées : les cessations sont organisées à un rythme bimensuel.

Dans le secteur de la défense, la possibilité d'une crise institutionnelle commence « *à inquiéter* », observe un acteur du secteur. Les industriels ont passé en revue les contrats en cours pour vérifier qu'aucune notification ne mériterait d'être signée avant le 7 juillet. « *Le secteur s'inquiète d'un changement de posture d'une nouvelle majorité en matière de coopération internationale et d'exportations* », estime un connaisseur du domaine. Le RN comme LFI affichent depuis toujours une hostilité ferme envers les coopérations européennes et notamment avec l'Allemagne. Or Paris et Berlin sont politiquement engagés en faveur de grands projets industriels. « *Le secteur s'inquiète aussi pour le financement de la loi de programmation militaire* », poursuit l'expert.

**« Le secteur s'inquiète d'un changement de posture d'une nouvelle majorité en matière de coopération internationale et d'exportations mais aussi pour le financement de la loi de programmation militaire »**

Un expert du domaine militaire

« *C'est l'insincérité de la LPM actuelle qui fait courir des risques, notamment pour le soutien à l'Ukraine* », accuse-t-on au sein du Rassemblement national, en prônant en matière de défense comme ailleurs un audit des comptes et des contrats. Les députés RN avaient voté le budget de la LPM « *avec des réserves* », ajoutent-on. Il n'est pas question, dit ce proche de Marine Le Pen, d'affaiblir les armées ni de diminuer le budget de la LPM.

Un gouvernement RN pourrait être tenté par quelques réorientations stratégiques. « *La nature de l'aide à l'Ukraine ne doit pas favoriser l'escalade* » avec la Russie, explique-t-on. Le modèle d'armée français est aussi mis en question. « *Le discours du général Burkhard* (chef d'état-major des armées) *n'est pas le bon* », ajoutent-on, en refusant un accroissement des forces conventionnelles.

La dissuasion nucléaire doit demeurer la clé de voûte de la défense, dit-on. Une dissuasion qu'il n'est pas question de partager avec les partenaires européens, promet le RN, pour s'opposer à la doctrine, formulée par Emmanuel Macron, d'assumer « *la dimension européenne* » des intérêts vitaux du pays. Le chef de l'État est pourtant le seul à pouvoir s'exprimer sur la doctrine nucléaire. ■



# Gérald Darmanin : « La France est à droite, il faudra reconstruire quelque chose »

**Tristan Quinault-Maupoil**  
Envoyé spécial à Tourcoing

Après quatre années à Beauvau, il anticipe un retour à l'Assemblée nationale pour recomposer la droite.

Derrière les façades en briques rouges de l'église de Neuville-en-Ferrain apparaissent soudain leurs têtes. Fête de la musique oblige, les géants du Nord sont de sortie au son d'un orchestre populaire. L'un d'eux est baptisé à la bière avant que le rigodon ne commence. Mais quand ces figures traditionnelles du Nord tournoient en ce vendredi soir, tous les téléphones ne sont pas braqués vers elles. Selfie après selfie, Gérald Darmanin leur vole un peu la vedette. À moins de dix jours du premier tour des élections législatives anticipées, le ministre de l'Intérieur quadrille sa circonscription. Dans son fief de Tourcoing, les partis populistes ont relégué le parti présidentiel à la dernière place du podium (11,77 %) lors des européennes. Comme au niveau national, le RN y a été plébiscité (30,42 % contre 25,38 % pour LFI).

Des résultats qui ne font pas tressaillir le numéro trois du gouvernement, en lice pour conserver son siège de député. « Je suis comme un médecin de campagne. Généralement quand on en a un, on n'en change pas », fanfaronne Gérald Darmanin lors d'une marche de deux heures à travers les quartiers de cette ville de 100 000 habitants. Ni tracts à distribuer ni militants pour l'encadrer, sa poignée de main pour seul support de campagne.

À 41 ans, Gérald Darmanin a fait siennes les méthodes des vieux briscards de la politique pour passer outre la tempête qui secoue le pays. « Les électeurs ne veulent pas que vous ne veniez les voir que pour les élections. Ils ne veulent pas du Parisien dominant et sûr de lui. Ce que l'on a un peu été dans la majorité. Moi, je n'ai pas fait sécession avec le peuple », proclame l'ancien édile de la ville. Comme si cette défaite de la majorité aux européennes ne le concernait pas. Et que les législatives viendront le prouver. « S'il y a un enseignement à tirer ici, c'est qu'on peut battre le RN sur ses terres. Il y a bien des méthodes pour y arriver, à commencer par considérer les gens modes-

tes. Le RN, c'est un vote de non-prise en considération », affirme-t-il avant même de connaître l'issue d'un scrutin.

S'il affiche son optimisme, Gérald Darmanin jure pourtant que cette dissolution percute son horizon politique. Sauf retournement de situation, la défaite prévisible de Renaissance entraînera son départ du gouvernement. « Ce serait forcément frustrant pour moi de ne pas présider à la réussite des Jeux olympiques pour lesquels j'ai tout donné pendant quatre ans », souffle celui qui rêvait d'une cérémonie d'ouverture sans encombre pour clore son passage à Beauvau d'une note plus reluisante que la loi immigration et les mauvais chiffres de la délinquance.

Mais chacun en macronie sait pourtant qu'il a été un fervent supporteur du coup de Trafalgar acté par Emmanuel Macron le 9 juin. Pour ne pas dire un des promoteurs. Ses camarades de la majorité sortante lui prêtent le projet d'avoir œuvré en coulisse pour inciter le président à dynamiter son dispositif politique... pour mieux s'installer sur les décombres. « Je n'ai pas été consulté, mais quand on est loyal, on garde pour soi ses états d'âme, s'il y en a », élude l'intéressé.

Gérald Darmanin ne partage pas la sinistrose qui s'empare de ses semblables. « L'usure du pouvoir n'est pas anormale,

mais les chefs de la majorité ne sont pas habitués aux vents contraires. C'est la première grosse tempête électorale qu'ils subissent. Quand on a un peu d'expérience, on relativise », badine le ministre. Lequel se fait même redresseur de torts : « Beaucoup sont soudainement très durs avec le président de la République. Je ne trouve pas ça très élégant. C'était moins le cas quand il avait des postes à distribuer. » La critique s'adresse-t-elle aussi à Édouard Philippe, dont il est proche, et qu'il a rencontré samedi en marge d'un déplacement dans le Nord de l'ancien premier ministre ? A minima à Bruno Le Maire et à tous ceux qui, au gouvernement, ont fait le choix de ne pas briguer un siège de député : « Pour les Français, un homme ou une femme politique, ça doit être élu pour être légitime. » Il feint de s'interroger sur leur volonté de poursuivre une vie politique, quand lui proclame qu'il est « candidat pour être député et siéger » car « il faut préparer la suite ».

« Il y a un espoir à reconstruire pour le peuple de droite et du centre. Cette France du milieu est majoritaire », dit-il dès à présent. Entre la droite qui a gouverné avec Emmanuel Macron et les LR qui ne suivent pas Éric Ciotti vers le RN, « il faudra discuter et reconstruire quelque chose ». « La France est à droite et il faut maintenant réconcilier les

familles. Il faudra le faire, se retrouver. Dans quelles conditions, je ne sais pas encore. Bien sûr, il y a une présidentielle qui se profile, mais c'est un peu prématuré, non ? », glisse Gérald Darmanin. Prématuré, mais déjà dans un coin de sa tête.

## Clin d'œil appuyé

Au Parlement, il aura probablement à côtoyer Gabriel Attal et Stéphane Séjourné, qui devraient être réélus sans mal dans les Hauts-de-Seine. Eux, les anciens socialistes, sauvés par les électeurs de droite, derniers fidèles du macronisme : l'image le pousse à ironiser. « Que n'ai-je entendu quand on me reprochait d'être trop ferme, trop à droite... Alors même qu'ici, cette terre socialement touchée me soutient », lâche-t-il, petit aperçu de la bataille qui se prépare pour prendre la tête du dernier carré d'élus Renaissance qui résisteront à la dissolution.

La balade tourquennoise prend fin dans une école populaire où se tient la fête de fin d'année. Une femme dit alors à son enfant : « C'est le premier ministre » (sic). « Je vous imagine déjà président, tout en haut. Je dis à mes enfants, M. Darmanin, c'est comme Monsieur Sarkozy... » Il sourit et fait mine de ne pas savourer : « On s'occupe déjà de Tourcoing. À Paris ils ont des chaussures trop vernies. » Dans la cour de récréation,

où beaucoup de familles sont issues de l'immigration, le ministre relève que ces probables électeurs de LFI aux européennes ne lui tiennent pas rigueur de son appartenance au gouvernement. « Vous en pensez quoi de tout ça ? Les autres, c'est le miroir aux alouettes et à la fin, c'est le peuple qui paye », lâche-t-il à un petit groupe de parents d'élèves.

En quittant les lieux on lui demande s'il s'est déjà préparé à une passation de pouvoirs avec Éric Ciotti. « Ça ne serait pas rassurant du tout. Policiers et gendarmes n'ont pas besoin d'un démagogue mais d'un chef qui les défende, les respecte et les aime sans céder aux postures extrêmes. Un chef, c'est quelqu'un qui ramène tout le monde à la maison et qui explique aussi pourquoi on ne fait pas certaines choses », tranche-t-il. « Les supplétifs, comme l'a été mon grand-père algérien engagé dans l'armée, eux, au moins ils ont eu de l'honneur. Dans ma famille, ces mots nous parlent. Ils ne correspondent pas à ceux qui ont pactisé avec l'extrême droite. Comme l'a dit Bruno Retailleau, ils se sont plutôt soumis », charge Gérald Darmanin. Le clin d'œil appuyé au patron du groupe LR au Sénat n'est pas désintéressé. Il l'a beaucoup rudoyé lors de la loi immigration, mais c'était avant que la tectonique des plaques politiques ne fasse son œuvre. ■



Gérald Darmanin en campagne, vendredi, dans une école de Tourcoing. LE FIGARO/TRISTAN QUINAULT-MAUPOIL

## Le Rassemblement national déjà aux prises avec une justice hostile

**Paule Gonzalès**

Les juges du Syndicat de la magistrature ont appelé à la résistance « contre l'extrême droite » si le RN venait à gouverner.

De la neutralité à la guerre ouverte, le Syndicat de la magistrature a franchi la ligne rouge sans hésitation. Mardi, les « juges rouges » sont sortis de leur devoir de réserve syndicale pour entrer de plain-pied dans la campagne législative : « Le Syndicat de la magistrature appelle l'ensemble des magistrats et magistrats, ainsi que toutes celles et ceux qui participent à l'activité judiciaire, à se mobiliser contre l'accès au pouvoir de l'extrême droite. » Car, soutient-il, « des pans entiers des programmes d'extrême droite sont, depuis plusieurs années, intégrés aux politiques publiques des gouvernements successifs (...) Les risques pour l'effectivité de l'Etat de droit se multiplient chaque fois que le Rassemblement national et ses affidés sont sur le point d'élargir encore leur assise au sein des pouvoirs législatif et exécutif. »

Le syndicat de magistrats, dont l'influence sur la vie des juridictions est souvent inversement proportionnelle à son poids syndical, a fait fi du statut auquel il est pourtant astreint par l'article 10 du 22 décembre 1958, qui impose que « toute délibération politique est interdite au corps judiciaire. Toute manifestation d'hostilité au principe ou à la forme du gouvernement de la République est interdite aux magistrats, de même que toute démonstration de nature politique incompatible avec la réserve que leur imposent leurs fonctions. Est également interdite toute action concertée de nature à arrêter ou entraver le fonctionnement des juridictions. »

### Séparation des pouvoirs

Ces manquements aux textes peuvent faire l'objet de poursuites disciplinaires, sur saisine du Conseil supérieur de la magistrature par le garde des Sceaux, des justiciables, voire des chefs de cour. En dehors de la triste affaire du « mur des cons », cela n'a jamais été le cas : ni lors de l'entre-deux-tours de la dernière présidentielle opposant Marine Le Pen à Emmanuel Macron, où les « juges rouges » ont parlé « de second tour de cauchemar », ni lorsqu'ils ont appelé les magistrats, en mai dernier, à désobéir aux circulaires ministérielles pendant les manifestations contre les retraites, ni encore quand le Syndicat de la magistrature, en septembre dernier, a tenu tribu-

ne politique à la Fête de l'humain. De quoi faire tempêter Éric Dupond-Moretti, qui a reproché au Syndicat de la magistrature d'« intervenir dans les choix démocratiques (des) concitoyens ».

Cette neutralité politique exigée des magistrats puise ses fondements dans la séparation des pouvoirs et le principe de l'apparence de neutralité et d'impartialité qui tient lieu de colonne vertébrale au corps des magistrats. Car, en passant, le juge judiciaire est aussi celui des élections. À chacune d'entre elles, un pool de magistrats du siège contrôle la totalité des bureaux de vote de chaque ressort pour s'assurer du bon fonctionnement des élections, et préside les commissions de recensement des votes qui se déroulent dans chaque préfecture. Une permanence est assurée dans chaque tribunal pour accorder les procurations et traiter en référé les contentieux individuels. Par ailleurs, cette neutralité est d'autant plus nécessaire que, à partir du 30 septembre prochain, Marine Le Pen sera jugée – ainsi que le Rassemblement national – pour détournements de subventions européennes. Dans des communiqués distincts, Unité magistrats et l'Union syndicale des magistrats ont affirmé leur respect absolu du devoir de réserve.

En cas de victoire du Rassemblement national et de la droite dure française, il y aura bien des frottements avec le courant majoritaire des magistrats, tant les

différends sont profonds. Beaucoup de juges, qu'ils soient auditeurs de justice ou hauts magistrats, évoquent la question des nominations, principalement au parquet, hiérarchisées et sous l'autorité du garde des Sceaux, même s'il est d'usage que ce dernier se range discrètement à l'avis du CSM. Voilà dix ans que les magistrats demandent une évolution constitutionnelle du statut du parquet, sans résultat. « À force de renoncer à cette réforme, le pouvoir politique nous a conduits à ce que nous redoutions le plus », soupire un haut magistrat, inquiet.

### Bras de fer

Par ailleurs, comme Éric Dupond-Moretti l'a prouvé à son arrivée Place Vendôme, le garde des Sceaux a dans sa main le pouvoir disciplinaire. Il n'avait pas hésité, un temps, à faire grimper le nombre d'affaires devant les sages du Boulevard Haussmann. Le nouveau CSM, qui est en début de mandat et penche à gauche, ne manquera pas de jouer le bras de fer avec Vendôme sur ces deux sujets.

Alors que les gouvernements successifs d'Emmanuel Macron se sont engagés sur des budgets en hausse et l'embauche d'effectifs massifs – 1 500 magistrats sur le quinquennat –, la chancellerie remaniée par le Rassemblement national aura aussi un œil sur l'École nationale de la magistrature. La dernière promotion d'auditeurs de justice n'a-t-elle pas pro-

posé, pour son nom de baptême, « Gaza ». De quoi faire tiquer tout ce qui se fait de plus libéral dans la magistrature bon teint.

L'éventuel futur garde des Sceaux RN devra surtout assumer la ligne directrice de son parti. Le Rassemblement national n'a jamais eu de mots assez dur pour dénoncer tour à tour la « République des juges » – qui met à mal la souveraineté nationale – et le « laxisme » des magistrats dans les affaires pénales. De quoi aggraver dangereusement le fossé entre le politique et la magistrature.

Parmi les mesures emblématiques d'un futur garde des Sceaux RN, sans nul doute une réforme de l'échelle des peines, qui a fait « de l'aménagement la règle et la prison l'exception », comme l'ont répété les derniers gardes des Sceaux. Au menu, peut-être, le rétablissement des courtes peines, la révocation automatique des sursis en cas de récidive, la fin de la liberté conditionnelle automatique à mi-peine et le rétablissement des peines plânières.

Tout cela participera forcément à la décision d'accélérer la construction – difficile et onéreuse – de nouvelles places de prison. À cela s'ajoutera forcément le durcissement de la justice des mineurs, avec au cœur du débat la question de l'abaissement de la majorité pénale. De quoi faire bondir la majorité des juges des enfants. ■







**Solutions d'épargne**

**On a tous  
un **patrimoine.**  
Alors pourquoi  
pas un conseiller  
en **patrimoine ?****

---

À la Matmut, quels que soient vos moyens et vos projets,  
vous pouvez accéder à un conseiller patrimonial.\*  
Et ça c'est plus juste pour tous.

---

**matmut.fr** Support non contractuel à caractère publicitaire. Matmut - Mutuelle assurance des travailleurs mutualistes, Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le Code des Assurances, 66 rue de Sotteville 76100 Rouen. Matmut Patrimoine - Société par actions simplifiée à associé unique au capital de 1550 000 € - Siège social : 66 rue de Sotteville 76100 Rouen - 532 932 290 RCS Rouen. ORIAS n° 12068550 ([www.orientas.fr](http://www.orientas.fr)) - Conseiller en Investissements Financiers, membre de la CNCEF, chambre agréée par l'AMF, Intermédiaire en Opérations de Banque et de Services de Paiement (mandataire exclusif et mandataire d'intermédiaire), Intermédiaire en assurances, Carte professionnelle n° CPI 75012018 000 036 147 activité de transaction sur immeubles et fonds de commerce - CCI de Rouen - Ne peut percevoir d'autres fonds, effets ou valeurs que ceux représentatifs de sa rémunération. \*Le conseiller patrimonial est susceptible de vous proposer des offres présentant un risque de perte partielle ou totale en capital dépendant de l'évolution des marchés financiers.



Stéphane Kovacs

En 2002, les jeunes Français avaient hurlé leur angoisse après l'accession de Jean-Marie Le Pen au second tour de la présidentielle. La génération suivante a fait sauter le tabou.

Vont-ils voter « contre les extrêmes », comme le leur demande le footballeur Kylian Mbappé ? Croire l'influenceur Squeezie, qui assure à ses quelque 9 millions d'abonnés sur Instagram que « le RN ne (les) aidera pas » ? Ou bien « faire (leurs) propres choix en accord avec (leurs) convictions », comme le leur suggère Tibo Inshape, le youtubeur aux 20 millions de fans ? Alors qu'en 2002, après l'accession de Jean-Marie Le Pen au second tour de la présidentielle, la jeunesse française, horrifiée, était descendue dans la rue pour « emmerder » le Front national, vingt-deux ans plus tard, la génération suivante a fait sauter le tabou : un quart des moins de 25 ans et 30 % des 25-34 ans ont voté pour le Rassemblement national lors des élections européennes. Pour les législatives, selon un sondage Ifop pour *Le Figaro*, si le Front populaire arrive en tête chez les 18-24 ans (46 % contre 24 % pour le RN), le RN repasse devant chez les 25-34 ans, atteignant 37 %.

Quarante ans après son lancement, « la jeunesse emmerde le Front national », ce cri de ralliement issu de la chanson *Porcherie* du groupe de punk rock les Bérurier Noir, n'est plus aussi fédérateur. Avec ses 28 ans, son « physique de gendre idéal », sa passion pour le jeu vidéo *Call of Duty* et son enfance dans une cité de Seine-Saint-Denis, Jordan Bardella a su séduire une partie de la jeunesse, pourtant défiante envers la politique : chez les moins de 34 ans, ils sont 32 % - avec une abstention dépassant les 50 % - à avoir voté pour sa liste le 9 juin, deux fois plus qu'en 2019.

À la question, posée en mai par l'Ifop, sur la « bonne ou mauvaise opinion » que les 18-25 ans auraient des différentes têtes de liste, Jordan Bardella arrivait en deuxième position, avec 45 %, juste derrière... Jean Lassalle. Alors que 29 % disent s'informer grâce aux réseaux sociaux - cités par seulement 10 % des jeunes en 2022 - la stratégie numérique de celui qui a remplacé Marine Le Pen à la tête du RN en 2021 a forcément joué un rôle. Avec ses 1,6 million d'abonnés, son compte TikTok semble être la meilleure arme pour « dédramatiser » l'ex-Front national auprès de la génération Z. Quoi de mieux que de se mettre en scène en « copain accessible », de publier des vidéos en pause goûter - « Des bonbons, de l'eau et c'est parti ! » -, des posts intitulés « Tu fais quoi demain ? » ou de penser à souhaiter « Bonne chance pour Parcoursup » pour toucher une génération accro aux smartphones ?

« De même qu'ils ne suivent plus un club de sport mais l'athlète qu'ils trouvent inspirant, les jeunes ne votent plus pour un parti, mais pour une personnalité, décrypte Élodie Gentina, professeur à l'Isseg School of Management et spécialiste de la génération Z. Jordan Bardella a réussi à aller les chercher en parlant le même discours qu'eux, à cibler une jeunesse populaire qui se sent un peu oubliée et déclassée. La forte abstention chez les jeunes, c'est parce qu'ils remettent en cause l'autorité des anciens, et toutes les institutions comme la famille, l'école, le gouvernement... même les journalistes : parce qu'ils vivent dans une société de l'instantané, ils vont plutôt croire ce qu'ils voient défiler sur leur fil TikTok ou Instagram. »

Les recommandations des influenceurs ? « Ça peut avoir un impact, mais ça ne suffira pas, car aujourd'hui les jeunes



Un quart des moins de 25 ans et 30 % des 25-34 ans ont voté pour le Rassemblement national lors des élections européennes.

## Cette jeunesse qui n'« emmerde » plus le Rassemblement national

sont assez déterminés, répond-elle. Ils sont désillusionnés par les politiques qu'ils ont connues jusqu'à présent et les promesses non tenues. Et contrairement à leurs parents, ils n'associent plus le RN au FN, donc il n'y a plus ce côté « vote hon-teux ». Après sa répartition - sur le même mode et avec humour - à Squeezie, Jordan Bardella a même gagné des abonnés.

**« Ce n'est pas l'extrême droite que mes grands-parents ont connue ! Si quelqu'un comme Serge Klarsfeld, qui a passé sa vie à pourchasser les nazis, est sur la même ligne, qui sommes-nous pour lui donner des leçons ? »**

Salomé 22 ans, étudiante en relations internationales

« Plutôt faiblement diplômés, vivant d'emplois précaires en milieu rural ou dans des zones périurbaines, poursuit l'enseignante, ils ne disposent pas forcément des armes nécessaires pour avoir une lecture critique du programme. Ils vont s'accrocher à quelques mesures phé-

res. Le climat, ce n'est pas leur principal souci ! Eux, ils ont des préoccupations très pragmatiques : ils veulent un boulot, une formation et un logement. »

Lors du dernier Salon de l'agriculture, Nicolas, 29 ans, a réussi à obtenir un selfie avec Jordan Bardella. « Chez les jeunes agriculteurs, c'est même devenu une fierté de voter RN ! s'exclame ce fils de viticulteurs, natif d'un village de l'Aude. On en est à se taquiner : "T'es plutôt Marine, Marion, Jordan ?" C'est dingue le décalage que l'on peut ressentir, par rapport aux bobos gauchos des villes qui mangent du tofu soyeux. Nous, si on veut faire des études, faut trouver un appart à Toulouse, ça revient très cher. On travaille pour quasiment rien. Et l'insécurité commence à gagner nos campagnes... »

Dans la ruralité, avec « une identité modelée par l'éloignement », une « mobilité quotidiennement difficile », les jeunes sont de plus en plus « nombreux à porter leur dévolu sur la droite radicale », constate l'Institut Terram, un groupe de réflexion dédié à l'étude des territoires, dans une récente analyse intitulée « Jeunesse et mobilité : la fracture rurale ». Au premier tour de l'élection présidentielle de 2022, 39,6 % des jeunes ruraux ont voté pour Marine Le Pen. C'est plus du double des jeunes urbains ! « Plus le temps passé en voiture est long, plus le vote pour la candidate du RN croît : 34 % pour ceux qui sont moins de trente minutes par jour dans leur automobile, 42 % entre une et deux heures et 49 % pour plus de deux heures, affirme l'étude. De même, l'isolement géographique perçu joue un rôle déterminant : ils sont 36 % à avoir voté Marine Le Pen lorsqu'ils habitent dans une petite ville, 41 % dans un village et 46 % dans un hameau. »

Si « le positionnement politique des jeunes ruraux ne paraît pas plus radical que celui de leurs homologues urbains, leur

protestation électorale est bien plus marquée, complète Victor Delage, fondateur de l'Institut Terram. Si 21 % d'entre eux se considèrent comme « très à droite », soit 2 points de plus que les jeunes urbains, au premier tour de la présidentielle de 2022, 48 % des jeunes ruraux ont voté pour un candidat de la droite populiste, contre 26 % des urbains. J'y vois les signes d'un vote de rupture : cette jeunesse rurale ne se sent ni entendue ni représentée dans l'espace public. » Jordan Bardella l'a bien compris : il « se déplace souvent sur ces territoires et parle de sujets qui les concernent, davantage qu'à la jeunesse urbaine qui réussit », souligne Victor Delage.

Ses parents sont « meurtris » et parlent de « déshonneur ». Mais Salomé\*, qui a « toujours voté LR et Macron comme eux », se dit « tout à fait prête » à glisser un bulletin RN dans l'urne. « Pour moi, ils vivent dans le passé, témoigne cette étudiante en relations internationales de 22 ans, de confession juive. Ce n'est pas l'extrême droite que mes grands-parents ont connue ! Si quelqu'un comme Serge Klarsfeld, qui a passé sa vie à pourchasser les nazis, est sur la même ligne, qui sommes-nous pour lui donner des leçons ? Je pense au contraire que ce vote nous protège. Je suis traumatisée de voir que personne à gauche ne se révolte après le viol barbare de cette fillette juive (à Courbevoie, samedi dernier). Même mes amis de gauche ont changé d'avis et barreront la route au Front populaire. Qui nous a défendus après le 7 octobre ? L'antisémitisme n'est plus à l'extrême droite. Le danger aujourd'hui pour les Juifs, c'est l'immigration arabo-musulmane massive. »

En deuxième année d'école de commerce, Juliette\*, 19 ans, s'informe sur TikTok et « avec des vidéos du youtubeur HugoDécrypte ». « Lycéenne, j'ai manifesté contre la réforme des retraites, contre

l'extrême droite et pour le climat avec Greta Thunberg (la militante suédoise, NDLR), se souvient-elle. Aujourd'hui, je vois des élèves harceler une amie qui porte une étoile de David au cou. Parfois, ils veulent nous entraîner dans des manif pour la Palestine, et critiquent ceux qui préfèrent travailler. Moi, j'ai arrêté de porter ma médaille de baptême, pas par crainte de remarques, mais parce que j'ai peur de me la faire arracher dans le métro. C'est pas mieux... À un moment, je me dis que la sécurité est plus importante que tout le reste ! Alors, même si je n'ose pas le dire à mes amis, je crois que je vais voter pour Bardella. En plus, il est très beau ! »

C'est à Sciences Po Paris que Manon\* s'est « radicalisée », explique-t-elle en rigolant. « Le wokisme, les drapeaux palestiniens, les Hijab Days, les discours en écriture inclusive, j'en ai vraiment marre ! s'irrite-t-elle. Quand j'ai osé émettre des critiques, j'ai perdu des amis. J'en ai assez de ne pas pouvoir dire ce que je pense sans être traitée de fachos ! Je veux bien accueillir des gens d'autres cultures, mais je veux qu'ils respectent la nôtre ! Les outrances de mes camarades, plus les pétitions d'acteurs ou les messages d'influenceurs, pour moi, ça a eu l'effet inverse : comme on a tout essayé, j'aimerais bien, maintenant, voir ce que le RN est capable de faire. Quant à son programme économique délirant, grâce à cette alliance avec les LR, j'imagine qu'il sera tempéré. »

**« À un moment, je me dis que la sécurité est plus importante que tout le reste ! Alors, même si je n'ose pas le dire à mes amis, je crois que je vais voter pour Bardella »**

Juliette 19 ans, en deuxième année d'école de commerce

« Le jeune qui n'est pas de gauche, il vote RN, aujourd'hui ! tranche Guilhem Ca-rayon, président des Jeunes Républicains, acteur, avec Éric Ciotti, de l'alliance avec le RN. Le vote macroniste n'existe plus du tout, et LR n'a pas su capter ces jeunes-là. Leur vote, c'est à la fois de la colère, un ras-le-bol général, et de l'espoir, car la France a mille atouts. Simple-ment, on a besoin de dirigeants qui soient connectés à nos réalités. » Entre les jeunes des différentes formations conservatrices et nationalistes, « il y a toujours eu cette complicité, cette camaraderie, sauf qu'avant, c'était parfaitement tabou, souligne celui qui est aujourd'hui candidat dans le Tarn, soutenu par le RN. Cette barrière morale a sauté : un jeune LR n'a plus aucun problème à se dire ami avec un RN. Le fait d'avoir défendu cette position, d'ailleurs, a permis à de nombreux Jeunes LR de prendre cette trajectoire. »

C'est le cas d'Hanane Mansouri, 23 ans. Ancienne présidente des Jeunes Républicains de l'Isère, elle se présente aux législatives comme candidate de l'Alliance des droites. Un choix qui a déclenché une avalanche d'insultes racistes sur les réseaux sociaux : « Arabe de service, beurette, sale pute de vendue... » « Pendant que la gauche m'insulte, je préfère me battre aux côtés des vrais universalistes patriotes, qui eux ne m'ont jamais rappelé mes origines maghrébines, rétorque-t-elle. Ces attaques ne m'impressionnent pas, au contraire, elles me confortent ! Le racisme vient aujourd'hui de l'extrême gauche : ce sont eux qui nous mettent dans des cases. À l'inverse, la droite LR-RN offre l'opportunité de se retrouver dans une histoire commune, qui permet de s'identifier comme français. »

Ayant grandi en territoire rural, la jeune femme a été confrontée aux « problèmes de manque d'infrastructures, de transports, de pouvoir d'achat ». Étudiante en droit à Grenoble, militante du syndicat étudiant l'UNI, elle a rencontré celles « de l'insécurité, de la violence et du burkini ». Il y a deux ans, une attaque, par des antifas, l'avait laissée le visage en sang. « C'est l'urgence qui m'a fait opter pour cette alliance avec le RN, indique-t-elle. Toutes ces thématiques liées à la montée de l'extrême gauche ultraviolente, sur lesquelles le président de la République n'a pas su se positionner. Aujourd'hui, il n'y a qu'une droite unie et forte qui puisse rendre la France plus prospère et libre. »

Délégué national de l'UNI, Yvenn Le Coz, 21 ans, rappelle que son syndicat a « toujours prôné l'union des droites ». « Aujourd'hui, l'énorme majorité de nos adhérents et des jeunes de droite que l'on peut connaître se fichent des dignes et des cordons sanitaires, conclut cet étudiant à Sciences Po Grenoble. Ce qui leur importe avant tout, c'est de faire valoir leurs idées et leurs valeurs. Une figure charismatique pour les représenter, c'est tout ce qu'ils attendaient. » ■

**Europe 1**

**7H-9H**  
**EUROPE 1 MATIN**  
**Dimitri Pavlenko**

Retrouvez l'Édito politique à 7h53 avec Alexis Brézet et Vincent Trémolet de Villers du Figaro



## Hélène Vissière Washington

Depuis la décision  
de la Cour suprême,  
chaque État a adopté  
sa propre législation,  
bien différente  
chez les républicains  
et les démocrates.

Dans l'Oklahoma, l'avortement est interdit en presque toute circonstance, même en cas de viol et d'inceste. La seule exception possible, c'est pour «*préserver la vie*» de la mère. En d'autres termes, il faut qu'elle soit à l'article de la mort pour en bénéficier. À quelques centaines de kilomètres de là, dans l'Illinois, la loi permet d'avorter sans aucune restriction jusqu'à la viabilité du fœtus, soit autour de 24 semaines de grossesse.

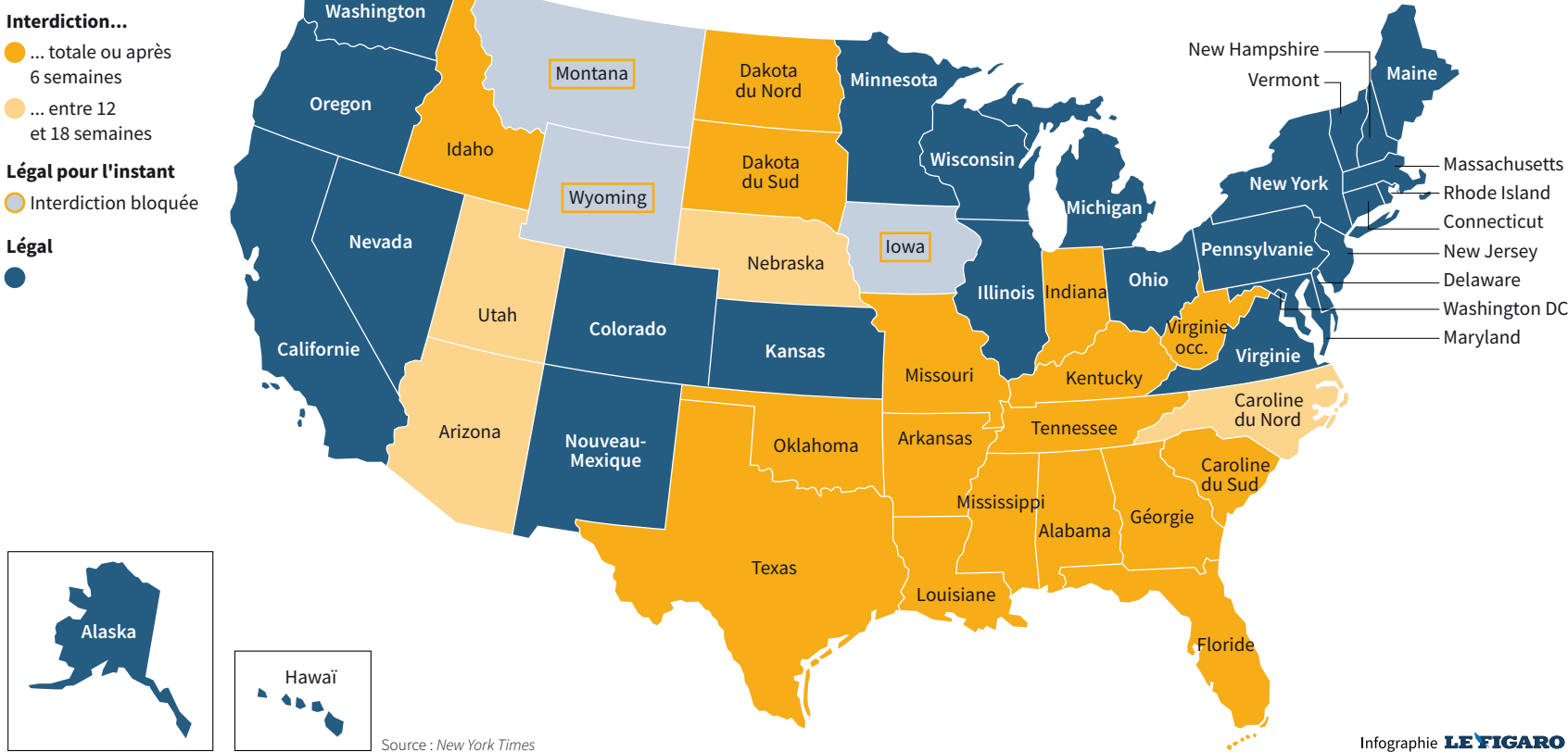
La décision de la Cour suprême, il y a deux ans, le 24 juin 2022, de supprimer le droit constitutionnel à l'IVG en vigueur depuis cinquante ans et de laisser à chaque État le soin d'établir sa propre législation a créé un patchwork de mesures très diverses. « Au lieu de calmer le débat et de simplifier la loi sur l'avortement, le contraire s'est produit. On se retrouve dans une situation chaotique avec un pays profondément divisé », résume Rachel Rebouché, professeur de droit à Temple University.

Aujourd'hui, dix-sept États ont instauré des réglementations très restrictives qui interdisent la procédure dans presque tous les cas, ou la bannissent après six semaines de grossesse, une période où les femmes ignorent souvent qu'elles sont enceintes. Six d'entre eux n'autorisent l'IVG que si la vie de la mère - pas sa santé - est en danger. Une dizaine n'admet aucune exception lors d'un inceste et d'un viol. Quant à ceux qui prévoient l'éventualité d'une urgence médicale, leurs consignes sont si vagues que les médecins terrifiés à l'idée d'être poursuivis en justice préfèrent ne pas intervenir. Comme pour Amanda Zurawski. Cette Texane, après avoir perdu les eaux à 18 semaines de grossesse, avait besoin d'un avortement d'urgence. L'hôpital refuse, estimant que sa vie n'est pas menacée et la renvoie chez elle. Trois jours plus tard, elle manque de mourir d'une septicémie.

Dans le même temps depuis 2022, les États contrôlés par les démocrates ont fait, eux, voter des lois très libérales pour protéger le droit à l'IVG. La plupart d'entre eux l'ont légalisé jusqu'à 24 ou 25 semaines. La Californie, le Vermont, le Michigan et l'Ohio ont adopté un amendement pour l'inscrire dans leur constitution. D'autres ont assoupli leurs réglementations et permis l'ouverture de nouvelles cliniques pour traiter les 171 000 femmes venues l'an dernier d'États où la procédure est interdite.

## 17 États ont déjà adopté une réglementation très restrictive sur l'avortement

## Législation État par État, en 2024



# États-Unis : deux ans après la fin du droit à l'avortement, le chaos règne

Beaucoup ont également mis en place des protections pour éviter aux médecins des poursuites judiciaires, y compris pour les prescripteurs par téléconsultation de la pilule abortive qu'ils envoient par la poste à des patientes résidant dans des régions où sa vente est proscrite. Ce qui augure de batailles juridiques homériques entre États. « *C'est*

**« Au lieu de calmer le débat et de simplifier la loi sur l'avortement, le contraire s'est produit. On se retrouve dans une situation chaotique avec un pays profondément divisé »**

**Rachel Rebouché**  
Professeur de droit à  
Temple University

une pagaille noire », poursuit Rachel Rebouché. « Comment le Texas (où l'avortement est illégal) va pouvoir imposer sa loi au Massachusetts (où il est légal) » ?

Quant aux Américains, ils semblent, selon les sondages, davantage favorables à des législations plus modérées. « Du côté des anti-IVG particulièrement,

il est frappant de voir que leurs positions ne sont pas vraiment en phase avec ce que semblent vouloir les électeurs », juge Mary Ziegler, spécialiste de l'avortement à l'université de Californie Davis. « Et c'est sans doute pareil, je pense, dans l'autre camp, même si c'est moins clair. Il paraît y avoir parfois un fossé entre les préférences de l'électorat et les buts du Parti (démocrate) ».

Les mesures instaurées par les États conservateurs en tout cas ont déjà des effets désastreux. Dans l'Ohio, une fillette de 10 ans enceinte après un viol s'est vue refuser une IVG et a dû se rendre dans l'Indiana. Selon un rapport, certains médecins en Louisiane ont forcé des femmes dont le fœtus n'était pas viable à subir une césarienne plutôt qu'un avortement pour éviter d'éventuelles poursuites. Sans parler de la multiplication des déserts médicaux, car de plus en plus d'obstétriciennes quittent les coins où les lois sont trop drastiques.

Les divisions entre États vont continuer à s'aggraver car la bataille sur les droits reproductifs est loin d'être terminée. Les anti-avortement ont lancé une offensive tous azimuts. Au Texas, par exemple, ils ont réussi à faire voter une loi qui permet à tout citoyen de lancer

des poursuites contre le mari, le chauffeur de taxi, bref quiconque a aidé une femme à avorter. Leur priorité est de faire interdire la pilule abortive qui représente 63 % des procédures actuelles.

La Cour suprême a refusé récemment d'imposer des restrictions sur l'accès à la mifepristone, l'un des deux médicaments de la pilule. Mais les opposants à l'IVG vont revenir à la charge avec un dossier mieux ficelé. Ils espèrent surtout, si Donald Trump est réélu, qu'il imposera à la FDA, l'Agence du médicament, de limiter sa distribution et remettra en vigueur une loi du XIX<sup>e</sup> siècle qui permettrait de bloquer son envoi par la poste.

Leur autre cheval de bataille, ce sont les traitements de fertilité. Ils militent pour que l'on accorde à l'embryon un statut de « *personne* ». En février, la Cour suprême de l'Alabama a statué en disant que les embryons congelés au cours d'une fécondation in vitro devaient être considérés comme des « *enfants extra-utérins* ». Les cliniques spécialisées ont arrêté aussitôt les traitements par peur d'être accusées de meurtre, en cas de destruction d'un embryon. La décision a déclenché un tollé que les républicains de l'État ont

fait voter en catastrophe une mesure pour protéger légalement les cliniques de fertilité. Mi-juin la convention des Southern Baptists, le plus grand groupe protestant du pays, a condamné à son tour la pratique des fécondations in vitro. Et la contraception est sans doute leur prochaine cible. Donald Trump a semblé approuver l'idée de restrictions sur la pilule contraceptive, avant de faire machine arrière.

En attendant, la Cour suprême pourrait donner une nouvelle victoire aux défenseurs de l'avortement. Les neuf sages doivent se prononcer d'ici à la fin du mois sur le devoir des médecins urgentistes : ont-ils le droit de refuser de pratiquer un avortement thérapeutique en cas de danger pour une femme enceinte dans des États, comme l'Idaho, où il est proscrit, alors pourtant que la loi fédérale oblige les hôpitaux à traiter tout malade ? Si la Cour statue en faveur de l'Idaho, « *c'est la destruction du système médical* », estime Sara Rosenbaum, professeur de droit à l'université George Washington. « *On savait que la fin du droit constitutionnel de l'IVG déclencherait des lois extrêmes. Mais c'est tout de même stupéfiant d'en arriver là.* » ■

# Les droits reproductifs vont-ils sauver la campagne présidentielle de Joe Biden ?

Elles s'appellent Kaitlyn, Anna, Amanda, Austin et racontent dans des pubs télé leur histoire poignante. Ces jeunes femmes ont dû subir, après des complications, un avortement thérapeutique. Mais l'IVG étant illégale dans leur État, elles ont été forcées de voyager ailleurs, parfois loin, pour pouvoir obtenir cette procédure.

Dans l'une des publicités, la Dr Austin Dennard, une gynécologue du Texas, explique qu'elle a découvert lors d'une échographie à la onzième semaine de grossesse que son fœtus n'avait « absolument aucune chance de survie ». Il souffrait d'anencéphalie, une malformation qui se traduit par l'absence d'une partie du cerveau. « Au Texas, vous êtes obligée de mener la grossesse à terme » parce que Donald Trump « a supprimé » l'avortement de la Constitution, déclare-t-elle, avant d'ajouter : « On a besoin de dirigeants pour protéger nos droits et ce sont Joe Biden et Kamala Harris. »

Deux ans après la décision de la Cour suprême de laisser aux États le soin de réglementer la pratique, l'IVG reste plus que jamais au centre de la campagne. Outre les pubs télé sur les expériences tragiques de femmes enceintes, les démocrates ne cessent de

dénoncer «l'extrémisme» des républicains. Ils militent également pour l'organisation de référendums sur la protection de l'avortement.

Le Maryland, le Dakota du Sud, la Floride, le Colorado et l'État de New York en ont déjà prévu un en mouvement et des efforts sont engagés dans six autres. Au Sénat récemment, les élus démocrates ont lancé deux projets de loi visant à défendre l'accès à la fécondation in vitro et à la contraception, que les conservateurs veulent limiter. Les sénateurs républicains les ont bloqués sans surprise, pour le plus grand bonheur de leurs adversaires qui les ont accusés aussitôt de soutenir des positions radicales et rétrogrades.

Ces derniers jours, à l'occasion de l'anniversaire de la décision de la Cour suprême, l'équipe de campagne de Joe Biden a organisé plus d'une trentaine de manifestations pour mobiliser les électeurs dans des États importants, comme la Pennsylvanie ou le Michigan. «*Nous allons rappeler aux Américains tout ce qui est en jeu en matière de droits reproductifs... chaque jour jusqu'aux élections*», a affirmé Julie Chavez Rodriguez, sa directrice de campagne.

S'ils font feu de tout bois sur ce thème, c'est parce que dans tous les scru-

tins depuis 2022 où l'avortement a fait l'objet d'un référendum, ou a été l'enjeu principal, les démocrates ont gagné. Deux tiers des Américains se disent opposés à la décision de la Cour suprême et 54 % s'identifient comme pro-IVG, un niveau record selon les sondages. Les lois très restrictives mises en place dans les États contrôlés par les républicains ont galvanisé une partie de l'opinion publique qui a manifesté son mécontentement dans les urnes.

Y compris dans des coins plutôt conservateurs, comme le Kentucky. Andy Beshear, le gouverneur, s'est fait réélire en 2022 en attaquant notamment les positions de son adversaire républicain partisan d'une interdiction totale de l'avortement, même en cas de viol ou d'inceste. Les défenseurs de l'interruption volontaire de grossesse ont enregistré jusqu'ici « *incontestablement* d'énormes succès dans les élections », observe Mary Ziegler, professeur à l'université de Californie Davis. « *Cette question peut aider à motiver les démocrates qui autrement ne seraient pas allés voter.* »

Conscients de l'impopularité de ces lois, beaucoup de candidats républicains cherchent à tout prix à éviter le sujet. Sans succès car l'aile religieuse continue à pousser à des mesures tou-

jours plus drastiques en matière de droits reproductifs. Tout cela crée des tensions croissantes au sein du parti.

Les élus conservateurs de l'Alabama, en février, ont voté en urgence une loi pour protéger les fécondations in vitro menacées après une décision de la Cour suprême locale. Leurs électeurs chrétiens qui cherchent à les faire interdire n'ont pas apprécié et les ont attaqués violemment.

**« Cette question de l'interruption volontaire de grossesse peut aider à motiver les démocrates qui autrement ne seraient pas allés voter »**

**Mary Ziegler**  
Professeur à l'université  
de Californie Davis

Quant à Donald Trump, il se livre à un grand écart difficile. D'un côté, il se vante d'avoir nommé les trois juges à la Cour suprême grâce auxquels le droit constitutionnel à l'avortement a pu être aboli. De l'autre, il a refusé de se prononcer sur une interdiction de la procédure au niveau fédéral à la grande déception de ses soutiens évangéliques,

grands piliers du parti. Début juin, il s'était engagé à venir parler devant le Danbury Institute, une organisation anti-IVG. Il s'est contenté au dernier moment de faire une très courte intervention par vidéo, sans mentionner le mot « avortement ». « *Vous ne pouvez pas voter démocrate, leur a-t-il dit. Ils sont contre votre religion.* » Pas tout à fait ce que les participants attendaient.

Les droits reproductifs peuvent-ils réellement faire basculer l'élection en faveur de Joe Biden, dont la cote de popularité est toujours en berne ? La Maison-Blanche l'espère. Mais tous les défenseurs de l'IVG ne vont pas nécessairement voter pour le président sortant. Selon un sondage CBS récent, 65 % des électeurs en Arizona, un État clé, sont favorables à un amendement qui protégerait l'avortement dans la constitution locale. Ils sont en revanche bien moins nombreux à soutenir Joe Biden, à la traine de cinq points derrière Donald Trump.

« Lorsque l'interruption de grossesse a été l'enjeu central d'un scrutin, elle a fait le jeu des démocrates », analyse Charlie Cook, un spécialiste électoral. Son impact s'est révélé plus « dilué » quand elle est « en concurrence » avec l'économie ou l'immigration comme ça va être le cas en novembre. ■ **H. V.**



« On a déjà du mal à gérer les portables dans les établissements pénitentiaires. Alors dans les collèges... Je ne peux pas vous garantir, à l'instant T, qu'aucun téléphone ne circule », lâche le chef d'un établissement dans lequel l'objet doit pourtant être déposé dans un casier en arrivant. Ce qui est certain en revanche, c'est que son interdiction est un enjeu majeur pour l'Éducation nationale. On ne va pas se mentir, derrière, il est question de cyberharcèlement et de suicides. »

Pour Emmanuel Macron, c'est un thème récurrent fort. Le 12 juin, peu après l'annonce de la dissolution de l'Assemblée, et à l'aube de législatives précipitées, le président de la République est largement revenu sur le sujet lors de sa conférence de presse. Au risque de paraître déconnecté. Mais, « l'addiction aux écrans est le terreau de toutes les difficultés : harcèlement, violence, décrochage scolaire », estime-t-il. Le chef de l'État explique vouloir interdire l'utilisation des portables « avant 11 ans » et celle des réseaux sociaux « avant 15 ans », comme l'a recommandé, fin avril, la commission écrans dans son rapport.

Comment ? Depuis juillet 2023, une loi interdit l'inscription des moins de 15 ans sur les réseaux sociaux, sauf si accord des parents. Mais les décrets d'application n'ont toujours pas été publiés. Car la question de la solution technique, pour vérifier l'âge, n'a pas été tranchée. En parallèle, les statistiques donnent le tournis. Selon une étude publiée en septembre 2023 par l'agence Heaven, 80 % des 11-12 ans ont un smartphone et 71 % utilisent au moins un réseau social. « Quand je fais la visite du collège aux élèves de CM2, je demande qui a un compte Snapchat, TikTok ou Instagram. Ils sont très nombreux à lever la main », rapporte un principal de collège.

### « L'addiction aux écrans est le terreau de toutes les difficultés : harcèlement, violence, décrochage scolaire »

**Emmanuel Macron**  
Déclaration du président de la République, le 12 juin

Début avril, après les violentes agressions de deux collégiens à Montpellier et à Viry-Châtillon, et la mort de l'un d'eux, la ministre de l'Éducation nationale, Nicole Belloubet, avait avancé l'idée d'une « pause numérique complète pendant les huit heures (quotidiennes) de collège ». Début mai, elle annonçait le lancement, pour septembre 2024, d'une expérimentation : l'installation de casiers pour que les collégiens y déposent leur smartphone.

Illusoire ? La solution des casiers s'est développée aux États-Unis et dans certaines régions d'Espagne. En France, la loi interdit, comme dans de nombreux pays d'Europe, « l'utilisation du téléphone portable et de tout autre équipement terminal de communications électroniques » dans l'enceinte des écoles et des collèges, et ce, depuis 2018. Une interdiction dont les établissements doivent « définir les modalités pratiques ». Et qui n'est pas forcément toujours respectée. « Les profs n'appliquent pas toujours la loi », affirme un père sur le groupe Facebook « Parents unis contre le smartphone avant 15 ans » qui, cinq ans après sa création, compte aujourd'hui 19 000 membres.

# La laborieuse interdiction du portable à l'école

Caroline Beyer

Malgré la loi en vigueur depuis 2018 dans les écoles et les collèges, et la diversité de ses modalités d'application, les établissements scolaires peinent à la faire respecter.



Selon une étude publiée en septembre 2023 par l'agence Heaven, 80 % des 11-12 ans ont un smartphone et 71 % utilisent au moins un réseau social. JEAN MICHEL MART / PHOTOPQR/LE MIDI LIBRE/MAXPPP

« Le collège où allait ma fille était interdit de portable (inscrit dans le règlement) mais ça n'empêchait pas les élèves de l'avoir dans le sac à dos », rapporte une mère. En miroir, les personnels de l'Éducation nationale observent les pratiques des familles. « Dans une affaire de harcèlement, j'ai demandé à une mère de déverrouiller le téléphone de son fils. Elle ne connaissait pas le code... », raconte un principal de collège. « Quand je confisque un portable pendant une semaine, certains parents en fournissent un autre à leur en-

fant », observe Thierry Wion, directeur de l'établissement privé sous contrat Bossuet Notre-Dame (Paris 10<sup>e</sup>), où l'utilisation est interdite au collège comme au lycée et où l'on recommande un téléphone « sans accès aux réseaux sociaux ».

À Lorient, dans le Morbihan, Grégory Charbonnier, principal du collège Auguste-Brizeux, a revu le règlement intérieur en juin 2022. Depuis, « les portables, jeux électroniques et baladeurs » doivent être laissés dans des « casiers personnels pour la journée ».

« Tous les matins, on stocke, résume-t-il. Il y a évidemment des exceptions, notamment à des fins pédagogiques, à la demande des professeurs. Car ici, nous sommes très "geek". Les enseignants sont équipés de tablettes. Nous avons le Wi-Fi d'un bout à l'autre du collège. » En cas d'entorse au règlement, l'objet est confisqué pour la journée. Les récidivistes s'exposent à une sanction durcie. Et les élèves considérés comme « addicts » doivent déposer leur portable à la vie scolaire. « Il y a forcément des défaillances. Changer le règlement

intérieur, ce n'est que le début du travail, poursuit-il. L'objectif final est d'améliorer le cadre de vie des élèves. » « Il faut communiquer sur la valeur ajoutée de cette interdiction », explique le principal, qui vient de lancer un groupe de travail « pause numérique », composé d'enseignants, de surveillants et de parents. Reste que, aujourd'hui, la question du portable « revient toujours autant dans les affaires de vie scolaire et de harcèlement ».

Cinq ans après la loi interdisant le portable, les collèges sont de plus en plus nombreux à mettre en place les conditions techniques de cette interdiction. « Dans le collège où j'enseigne, un délégué de chaque classe est chargé avant la sonnerie du matin de collecter tous les portables dans une caisse en plastique fermée (type rangement Ikea) et de l'apporter à la vie scolaire, où une armoire métallique est dédiée à ces boîtes libellées par classe. Ils sont sous clé jusqu'à l'heure de la sortie, où ils sont rendus aux élèves par la même personne », témoigne une professeure.

### « Quand je confisque un portable pendant une semaine, certains parents en fournissent un autre à leur enfant »

**Thierry Wion**  
Directeur de l'établissement privé sous contrat Bossuet Notre-Dame (Paris 10<sup>e</sup>)

Les lycées leur emboîtent le pas, alors même qu'ils ne sont pas concernés par la loi de 2018. Dans son règlement intérieur, le lycée Saint-Augustin de Saint-Germain-en-Laye, dans les Yvelines explique qu'« en raison des dégâts énormes causés par un mauvais usage d'internet chez les jeunes », il a décidé « d'interdire les smartphones et tous les appareils ayant une connexion à internet (...) Seuls les téléphones dit "9 touches" sont autorisés et doivent être déposés le matin dans le panier prévu à cet effet. » Le lycée privé sous contrat va même jusqu'à demander aux lycéens de « s'engager à ne pas avoir de comptes sur les réseaux sociaux ».

Le 6 juin, Valérie Pécresse, présidente de la région Île-de-France, est entrée dans la bataille. L'élue LR s'est engagée à financer les équipements nécessaires, tels que les casiers, dans les lycées qui souhaiteraient interdire le portable. « Les équipes qui voudront interdire les téléphones en classe, au CDI ou dans les cours de récréation seront aidées », a-t-elle affirmé.

Mais la solution des casiers, brandie par l'exécutif, ne fait pas l'unanimité. « Fausse bonne idée, estime Julien Giovacchini, du syndicat des personnels de direction ID-FO et principal d'un collège à Saint-Omer. Qui sera chargé de surveiller ces casiers contenant des appareils valant parfois plusieurs centaines d'euros ? », interroge-t-il. À la Peep, 2<sup>e</sup> fédération de parents d'élèves, on trouve « lunaire » d'entendre Nicole Belloubet proposer une solution que Jean-Michel Blanquer avait exclue en 2018, lors de l'écriture de la loi sur l'interdiction à l'école et au collège. « La Peep avait été moteur sur cette interdiction. Nos adhérents étaient favorables aux casiers. Le cabinet de Blanquer nous avait opposé le coût d'une telle mesure et le problème logistique lié au contrôle du dépôt des portables quand il y a 300 à 400 élèves en même temps », explique Laurent Zameczkowski, porte-parole de la Peep. Le vrai problème, c'est que les collèges comptent un surveillant pour 120 élèves et les lycées un pour 250. ■

## En Île-de-France, des aides financières pour encourager les établissements

Jeanne Paturaud et Emma Ferrand

Des portables interdits en classe ou dans la cour des lycées d'Île-de-France. C'est le projet que souhaite financer Valérie Pécresse auprès de « tous les établissements qui en font la demande », a-t-elle déclaré le 6 juin. La présidente de la région était en déplacement au lycée professionnel Beaugrenelle, dans le 15<sup>e</sup> arrondissement, où aucun élève ne dispose de son téléphone. « Dès que les élèves arrivent en classe, ils déposent leur portable ou leur montre connectée dans un casier prévu à cet effet. Ils ne les récupèrent qu'à la fin de l'heure », explique une enseignante.

Une mesure « particulièrement intéressante », selon Valérie Pécresse, qui a annoncé vouloir la favoriser : tous les proviseurs et établissements qui le souhaitent en Île-de-France pourront se voir financer des équipements néces-

### « Les équipes pédagogiques qui voudront interdire les téléphones en classe, au CDI ou dans les cours de récréation seront aidées »

**Valérie Pécresse**  
Présidente de la région Île-de-France

saires pour limiter le téléphone portable à l'école, comme des casiers, par exemple. « Jusqu'ici, il y avait une tolérance dans les lycées, mais on voit bien qu'il y a une dissipation des classes. Notamment des actes de violence ou d'impertinence », ajoute la présidente de la région. Avant de préciser : « Je ne suis pas là pour interférer dans les équipes pédagogiques. En revanche, je suis là pour aider celles qui ont un projet. Celles qui voudront interdire les téléphones en classe, au CDI ou dans les cours de récréation seront donc aidées. »

La présidente de la région a pu échanger avec un groupe de lycéens lors de sa visite au lycée Beaugrenelle. « Pour les entreprises, c'est un drame. Il y a de plus en plus de jeunes qui arrivent

en stage et qui sont accros à leur portable. C'est donc vous rendre service que de vous enlever vos téléphones. Il s'agit d'une vraie hygiène de vie », leur a expliqué Valérie Pécresse. Dans cet établissement, l'initiative a été mise en place depuis 2022, après que l'équipe pédagogique a pris conscience d'un phénomène qui touchait la totalité des élèves. « Après le confinement, on a constaté que les lycéens avaient beaucoup de mal à être attentifs et à se détacher des écrans pendant les cours. Ça devenait vraiment intenable pour enseigner correctement », poursuit la professeure du lycée.

Valérie Pécresse a par ailleurs annoncé un nouveau projet concernant les tenues au lycée. « Je voudrais de la cohé-

sion dans les établissements. Et pour cela, je vais financer un sweat ou un polo pour chaque lycée de la région. Il sera conçu et dessiné par les élèves et portera l'emblème ou la devise de l'établissement. Si ça vous intéresse, on fera ça à la rentrée prochaine », a-t-elle dit aux lycéens.

Une annonce symbolique dans cet établissement qui impose déjà une règle particulière en matière vestimentaire. Chaque mardi, tous les lycéens doivent se présenter en « tenue professionnelle », sous peine de ne pas être accepté en classe. « Les jeunes le vivent comme une contrainte mais il faut l'inculquer comme une forme de politesse et d'élégance. C'est surtout une façon de leur donner les codes », poursuit la présidente de la région. ■



# Terrorisme : alertes en série avant les JO

Jean Chichizola

Alors que deux projets d'attentat viennent d'être déjoués en France, la propagande djihadiste cherche plus que jamais à exploiter l'impact planétaire des Jeux olympiques ainsi que de l'Euro de football et de la guerre à Gaza.

L'Euro est lancé, les JO arrivent, la campagne électorale bat son plein. Et les djihadistes ne désarment pas. Les alertes et les interpellations se succèdent en France mais aussi en Allemagne. La propagande islamiste donne à plein sur le net et les réseaux sociaux en exploitant, notamment auprès des plus jeunes, ces grands événements médiatiques à l'impact planétaire. Mais aussi la guerre en cours à Gaza. L'actualité est d'ailleurs à l'image de cette double propagande.

Le 21 juin, un Francilien de 19 ans, qui visait notamment des cibles juives, a ainsi été placé en détention provisoire après sa mise en examen pour association de malfaiteurs terroriste criminelle et pour acquisition et détention d'armes à feu en relation avec une entreprise terroriste. Un complice, mineur, a été mis en examen et placé en détention provisoire le 13 juin. Les deux suspects étaient en contact sur les réseaux sociaux. Un mois plus tôt, le 22 mai, un suspect de 18 ans était interpellé dans la Loire. Mis en examen et placé en détention provisoire le 26 mai, il était soupçonné d'avoir préparé un attentat pendant les Jeux olympiques visant le stade Geoffroy-Guichard à Saint-Étienne. L'intéressé aurait voulu s'en prendre aux spectateurs, aux forces de l'ordre et mourir en martyr.

Ces deux projets d'attentat font écho à la propagande djihadiste. Depuis les attaques terroristes du 7 octobre 2023 en Israël et le déclenchement de la guerre à Gaza, l'État islamique mais aussi al-Qaïda, avec le récent appel de son chef, cherchent à exploiter la situation.

Concernant les grands événements sportifs, le projet de Saint-Étienne rappelle une récente opération, coordonnée par Eurojust et Europol, contre la propagande de Daech. Le 14 juin, les deux agences européennes annonçaient que des polices européennes et le FBI avaient



Des policiers patrouillent près de la tour Eiffel, qui arbore les anneaux olympiques, le 7 juin, à Paris.

démantelé des serveurs (aux États-Unis, en Allemagne, aux Pays-Bas et en Islande) hébergeant des moyens de communication liés à l'organisation État islamique et « incitant au terrorisme dans au moins trente langues » (espagnol, arabe, anglais, français, allemand, danois, turc, russe, indonésien, pachtou...).

Parmi d'autres sites, une station de radio en ligne et une agence de presse ont notamment été fermées. Sans oublier des comptes sur les réseaux sociaux dans plusieurs langues. La fondation l'Iam, l'un des organes médiatiques de l'État islamique qui diffuse une propagande « multilingue », était la cible de l'opération conjointe.

La Guardia Civil espagnole a été à l'origine de cette offensive antidjihadiste, son service de renseignement ayant commencé à remonter la piste dès 2022. Outre ce coup de filet numérique, neuf suspects, amateurs de propagande terroriste, ont été interpellés en Espagne (en Catalogne, en Andalousie et aux Canaries), deux d'entre eux étant placés en détention provisoire.

Les menaces disséminées par la fondation l'Iam visaient notamment le football et les JO. Côté ballon rond, outre les attaques contre l'Euro, les enquêteurs ont notamment retrouvé des incitations à attaquer les joueurs et les fans du Real Ma-

drid. En lien avec l'image d'un homme ouvrant le feu à la kalachnikov sur un bus, il était ainsi précisé : « Mon cher frère musulman, attend l'arrivée des joueurs et tire sur eux et leurs fans. »

## Publics à risque

Un autre message appelait les « chers frères d'al-Andalus » à pénétrer dans le stade du Real Madrid et à déclencher des explosions improvisées. Concernant les JO de Paris, les policiers sont également tombés sur un visuel diffusé par Daech : sur fond de tour Eiffel, cible fantasmée depuis trente ans par les islamistes, des mains actionnent les commandes d'un drone

allant délivrer « un cadeau » avec cette inscription : « Les Jeux olympiques des loups solitaires ont commencé, avec la volonté d'Allah... »

Cette propagande inquiète d'autant plus Paris qu'elle vise notamment deux publics à risque : les jeunes candidats au djihad et les radicalisés russophones. Sans bien sûr que puissent être écartées d'autres menaces (revenants de la zone syro-irakienne, sortants de prison, etc.). Un magistrat spécialisé constate en tout cas que « l'État islamique, et notamment l'État islamique au Khorasan, parvient dans ses vidéos à capter l'attention de très jeunes radicalisés, par des effets visuels, sonores, par une musique entraînante, la mise en scène de la violence. Et il faut y ajouter l'appel de l'EI-K, qui veut frapper en Europe, vers des relais, et notamment mais pas exclusivement vers des jeunes, au sein des communautés russophones de réfugiés caucasiens et d'Asie centrale. »

Dans les colonnes du Figaro, le directeur national du renseignement territorial, Bertrand Chamoulaud, soulignait récemment : « En ce qui concerne le djihadisme, nous adoptons un suivi particulier des individus originaires de l'ancienne zone d'influence soviétique : Tchétchénie, Asie centrale ou Afghanistan. »

De facto, les récentes alertes confirment la menace : le suspect de Saint-Étienne, âgé de 18 ans, était tchétchène, le terroriste qui a tué un policier en Allemagne fin mai était de nationalité afghane et plusieurs Tadjiks, soupçonnés de liens avec l'EI-K, ont été interpellés aux États-Unis début juin.

Dans un tel contexte, rien d'étonnant à ce que le préfet de police de Paris, Laurent Nuñez, souligne : « Nous sommes évidemment préoccupés par la menace terroriste, et en particulier le terrorisme islamiste » car « la propagande de l'État islamique et d'al-Qaïda cible toujours la France et les Jeux. » ■

SARAH MEYSSONNIER / REUTERS

## LE FIGARO Billetterie

THEATRE - SPECTACLE - OPERA - BALLET - EXPOS



Avantage  
abonnés Figaro  
-5% de réduction



Plus de  
3 000 spectacles



Assurance  
annulation incluse

Réservez vos billets sur [billetterie.lefigaro.fr](https://billetterie.lefigaro.fr)



Sandy Plas

Alors que le réchauffement climatique rend de plus en plus stratégique la réserve d'eau du Léman, la France tente aujourd'hui de renégocier un accord datant du XIX<sup>e</sup> siècle, qui octroie à la Suisse la gestion de la régulation du niveau du lac. Objectif : reprendre la main sur le débit du Rhône.

En se baladant le long des quais du Rhône, le barrage du Seujet passerait presque inaperçu. L'ouvrage ressemble à n'importe quelle retenue construite au fil de l'eau, avec ses passes, son écluse et sa centrale hydroélectrique, permettant de transformer les bouillonnements du fleuve en énergie. Au-dessus, une élégante passerelle suspendue voit défiler chaque jour passants et cyclistes, dont peu doivent se questionner sur ce qui se déroule sous leurs pieds. Pourtant, c'est ici, en plein cœur de Genève, que se joue un sujet hautement stratégique entre la France et la Suisse : celui de la régulation du débit du Rhône.

Grâce au robinet que constitue le barrage du Seujet, la Suisse régule le niveau du Léman et donc du fleuve. De l'autre côté de la frontière, la France, qui n'a pas la main sur le robinet, dépend en grande partie du débit accordé pour faire fonctionner ses installations nucléaires et ses ouvrages hydroélectriques, mais également pour son agriculture et pour l'approvisionnement en eau potable de 2,3 millions de personnes. Et si la question de la répartition des eaux entre les deux pays existe depuis des décennies, le changement climatique et la réduction du débit du fleuve sont venus accentuer les enjeux ces dernières années, rendant la position de la France plus vulnérable. Une situation qui a conduit à l'ouverture de négociations à l'automne dernier, pour revoir la gestion transfrontalière de la plus grande réserve d'eau douce d'Europe.

**« Une multitude d'instances franco-suisse existent aujourd'hui pour gérer les sujets de la pêche, de la navigation commerciale ou de la pollution des eaux du Léman, mais aucun texte ne pose clairement la question du volume du lac et du débit du Rhône entre les deux pays »**

**Christian Bréthaut** Professeur à l'université de Genève

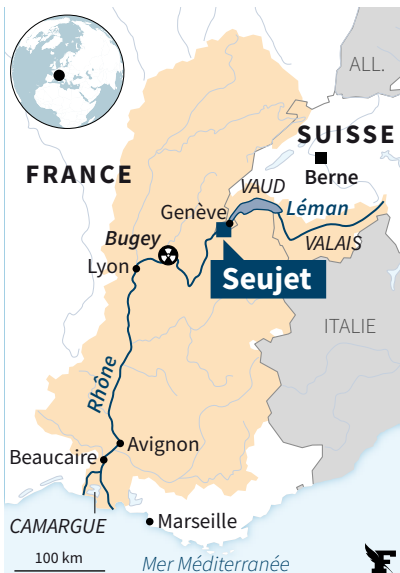
Il faut remonter à 1884 pour comprendre les origines de la gestion actuelle des eaux du lac Léman. À cette date, les trois cantons suisses de Genève, du Valais et de Vaud signent un accord pour réguler l'écoulement du lac Léman et ses variations de niveau. À cette époque, l'enjeu est avant tout de dompter les eaux, pour éviter les crues et les inondations. La France, qui possède pourtant 40 % de la superficie du lac, ne figure pas parmi les parties prenantes de l'accord. Elle est également absente, cent ans plus tard, lors de la signature en 1984 d'un nouvel accord entre les trois cantons, prévoyant notamment la construction du barrage du Seujet, qui laisse donc la Suisse seul maître à bord pour le pilotage du lac. « La France s'est longtemps accommodée de cette situation, car la Suisse payait les infrastructures et s'occupait de la gestion, observe Christian Bréthaut, professeur spécialisé sur les questions hydro-politiques, dans son bureau de l'université de Genève. Et en 1984, la Suisse, qui n'avait pas forcément envie de donner les clés de la gestion du lac, n'a pas non plus beaucoup poussé pour intégrer la France dans les négociations. »



Le barrage du Seujet, à Genève, régule le niveau du Léman qui influe sur le débit du Rhône.

MICHEL COMPAGNON/NAT URMAGES

## Entre la France et la Suisse, les eaux du Rhône attisent les rivalités



Une particularité en forme d'anomalie, à l'échelle des fleuves européens qui disposent pour la plupart d'organisations internationales chargées de leur gestion, à l'image du Rhin et du Danube, deux fleuves comparables en termes d'aménagements. « Une multitude d'instances franco-suisse existent aujourd'hui pour gérer les sujets de la pêche, de la navigation commerciale ou de la pollution des eaux du Léman, mais aucun texte ne pose clairement la question du volume du lac et du débit du Rhône entre les deux pays », poursuit Christian Bréthaut.

Si aucun accord franco-suisse n'existe aujourd'hui pour gérer le fleuve, les deux pays s'entendent de longue date sur la question de la production d'hydroélectricité, gérée par les Services industriels de Genève (SIG) et la Compagnie nationale du Rhône (CNR), les deux concessionnaires du fleuve. « La coopération transfrontalière sur le Rhône est articulée autour de ces deux acteurs, qui coopèrent très bien à l'heure actuelle mais qui portent une vision du fleuve fortement tournée vers la production d'énergie, avec une implication des États qui a longtemps été plutôt distante. Or, ces dernières années, l'eau a changé de statut et cette vision du fleuve profondément tournée vers la production est peu à peu remise en question », poursuit Christian Bréthaut.

Dans les faits, les SIG et la CNR pilotent les débits du fleuve dans le cadre de la réglementation sur l'eau en vigueur et en fonction des intérêts de chacun : respect des côtes minimales et maximales sur le Léman pour assurer la sécurité des rives et du fonctionnement des infrastructures pour la Suisse et débit suffisant pour faire tourner les installations hydroélectriques et certaines centrales nucléaires situées sur le Rhône,

**La France réclamait depuis 2015 l'ouverture de négociations avec la Suisse à propos de la gestion transfrontalière du lac Léman, plus grande réserve d'eau douce d'Europe.** SANDY PLAS



ne, côté français. Un accord spécifique conclu entre les deux pays attribue également à la France, et en particulier à EDF, un droit de tirage de 85 millions de mètres cubes d'eau dans le Léman, sur les 89 milliards de mètres cubes du lac, pour compenser un détournement des eaux françaises qui rejoignent le canton du Valais, après être passées par le barrage d'Émosson. « Pour nos usages de production hydroélectrique, la coordination avec les Suisses fonctionne très bien et depuis longtemps », explique Éric Divet, directeur de la ressource en eau au sein de la CNR, qui reconnaît malgré tout la nécessité de développer « une vision globale et un organe commun » pour piloter l'ensemble des sujets qui concernent le Rhône et le Léman.

**« Il est illusoire de penser qu'on pourra gérer le fleuve demain comme on le gèrait hier. Le Rhône n'est pas une ressource illimitée »**

**Éric Sauquet** Directeur de recherche en hydrologie à l'Inrae

Mais, au printemps 2011, une première alerte est venue remettre en question ce fonctionnement ancestral. À la sortie d'un hiver peu enneigé, et alors que la côte du Léman est inférieure à son seuil habituel, le canton de Genève décide sans consultation préalable de réduire le débit sortant côté français. La situation provoque une problématique de refroidissement sur la centrale nucléaire du Bugey, située à l'aval, forcée de réduire sa production. La question de la gestion transfrontalière est alors mise pour la première fois sur la table au niveau diplomatique. Elle sera ensuite évoquée par François Hollande, alors président de la République, lors d'une visite à Berne en 2015, puis par Emmanuel Macron, en novembre 2023, également dans le cadre d'une visite dans la capitale helvétique. « L'incident du Bugey a fait prendre conscience à la France qu'il y avait une nécessité à gérer différemment le Léman, explique Christian Bréthaut, qui a mené avec la professeure Géraldine Pflieger l'étude GouvRhône entre 2012 et 2015, sur la question de la gestion transfrontalière du fleuve. Il devient une réserve de plus en plus stratégique en raison du réchauffement climatique. »

Prenant sa source dans les entrailles du glacier du Rhône, sur les hauteurs du canton du Valais, le fleuve, comme le Léman, souffre de multiples égards des dérèglements du climat. Il fait déjà face à une baisse de son débit d'étiage

(niveau le plus bas du fleuve) depuis les années 1960, de 7 % à la sortie du Léman et de 13 % à Beaucaire, en Camargue, selon une étude de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse, parue en 2023. D'après les estimations, le débit d'étiage dans la partie sud du fleuve pourrait encore baisser de 20 % à l'horizon 2050. Et la disparition annoncée du glacier du Rhône d'ici 2100 ne devrait rien arranger. « La diminution de la contribution glaciaire dans le fleuve aura un impact sur le débit, du Léman à la Méditerranée, notamment pendant l'été », indique Éric Sauquet, directeur de recherche en hydrologie à l'Inrae. Moins d'eau et des besoins toujours en augmentation, notamment dans la vallée du Rhône, où les terres irriguées gagnent du terrain pour faire rempart à la sécheresse.

Qu'en sera-t-il demain du partage des eaux dans ce contexte, alors que la neige s'efface peu à peu des glaciers alpins et que les précipitations deviennent aléatoires ? « Il est illusoire de penser qu'on pourra gérer le fleuve demain comme on le gèrait hier, répond Éric Sauquet. Le Rhône n'est pas une ressource illimitée. » Et ce, malgré les images de puissance du fleuve héritées des années 1950, à l'époque de son aménagement par la CNR « au service de la nation », et qu'il véhicule encore aujourd'hui.

Réclamée par la France depuis 2015, l'ouverture de négociations entre les deux pays a été acceptée par la Suisse en août 2023, jusqu'ici réticente à mettre le sujet sur la table. Dans un communiqué, la Confédération helvétique s'est dite « prête » à négocier un accord qui « permettra de coopérer avec la France afin de réguler le niveau des eaux du lac, notamment lors de crues ou de sécheresses ». Les deux pays sont entrés en discussion il y a quelques mois pour trouver un terrain d'entente sur la création d'une commission franco-suisse, pour discuter du niveau des eaux du Léman. « L'idée serait d'avoir une instance qui permette d'échanger rapidement dans les situations de tensions, par exemple en cas de sécheresses ou de crues », explique Félix Wertli, l'ambassadeur suisse en charge des négociations avec le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères français, qui n'a pas donné suite aux sollicitations du Figaro sur le sujet. Mais pas question pour la Suisse de graver dans le marbre un débit minimum réservé à la France, élément clé des négociations, qui ressemble pour l'heure à une ligne rouge que ne veut pas franchir la Confédération helvétique. L'accord signé entre les deux pays, annoncé initialement pour la fin 2023, est toujours en cours de négociations. ■



Propos recueillis par  
**Christophe Remise**

## Ses ambitions en sélection, la culture de la gagne au Real Madrid, Kylian Mbappé... Le milieu des Bleus se confie.

«Aux âmes bien nées, la valeur n'attend point le nombre des années.» La célèbre réplique tirée du Cid s'applique parfaitement à Eduardo Camavinga, jeune homme précoce et pressé. Première apparition en Ligue 1 avec Rennes à 16 ans, première sélection en Bleu à 17, transfert au Real Madrid à 18. À 21 ans, le natif de Cabinda (Angola) dispute en Allemagne sa deuxième grande compétition internationale avec l'équipe de France (17 sélections, 1 but), après le Mondial 2022 au Qatar, lui qui vient de soulever sa deuxième Ligue des champions avec la Casa Blanca. Un sacre européen qui n'atténue en rien l'appétit de «Cama», qui s'est confié au *Figaro* avant le début de l'Euro 2024, où les Bleus joueront leur place en 8<sup>e</sup> de finale face à la Pologne mardi (18 heures).

**LE FIGARO. – Dans quel état d'esprit avez-vous rejoint le groupe France après votre deuxième sacre en Ligue des champions avec le Real ?**  
**EDUARDO CAMAVINGA. –** Certains de mes coéquipiers en ont gagné six ! Ça donne encore plus de rage pour aller en chercher d'autres. Ça reste un sentiment de ouf... En gagner deux à mon âge, ce n'est pas commun. On me disait après le match que j'étais le plus jeune Français à remporter la Cl à deux reprises, c'est un sentiment de plaisir, un honneur.

**Sentiment renforcé par la qualité de votre prestation en finale contre Dortmund...**  
Même si j'avais fait un mauvais match et qu'on avait gagné, le sentiment aurait été le même. Mais je suis très content d'avoir fait une bonne finale et d'avoir montré que je suis capable d'être présent dans les grands rendez-vous.

**Y-a-t-il un risque de décompression après un tel accomplissement ?**  
Non. À Madrid, il y a des joueurs qui ont gagné énormément de trophées. On ne reste pas sur nos acquis, parce qu'il y a toujours énormément de choses à aller chercher. Je veux gagner beaucoup plus de Ligue des champions et il y a des objectifs avec la sélection. Le plus important, c'est de gagner. Je serais venu ici avec la rage aussi si on avait perdu. Et encore plus.



**Eduardo Camavinga, le 7 juin, à Clairefontaine.**  
SÉBASTIEN SORIANO/LE FIGARO

# Eduardo Camavinga : «J'ai toujours la rage de gagner»

**Pour le Real, la victoire était totale, sur le terrain avec la Cl et en dehors avec la signature de Mbappé...**  
Le Real Madrid ne veut que de grands joueurs. Kylian en fait partie. La saison prochaine, ce sera un élément majeur de notre équipe, un élément qui va beaucoup nous aider, par ses buts et ses passes décisives. Ça nous fera du bien. Je le connais bien et ça fait un Français de plus dans l'équipe. Tu préfères avoir Kylian avec toi que contre toi...

**Ce sera facile pour lui de s'intégrer dans cette équipe qui a déjà tout gagné sans lui ?**  
Depuis que je suis arrivé, je n'ai vu personne avoir du mal à s'intégrer. On a un

bon groupe, qui vit bien, avec des joueurs qui rigolent beaucoup, les plus anciens ou les jeunes, l'osmose est phénoménale. Il va bien s'acclimater, ce sera rapide. En plus, il y a beaucoup de francophones et il parle très bien espagnol. Et c'est une bonne personne, il aime beaucoup rigoler. Il va ajouter une plus-value au groupe.

**Au-delà du talent de ses individualités, le Real Madrid enchaîne les trophées. Comment définiriez-vous la culture de la gagne qui anime ce club et cette équipe, qui apparaît insubmersible malgré les difficultés ?**  
À partir du moment où on met le maillot, on sait qu'on a des devoirs, dont celui de tout donner jusqu'à la fin. Comme on dit

là-bas, «Hasta el final» (jusqu'à la victoire). On a forcément à cœur de tout donner jusqu'au bout, même si on est mené. On l'a montré. Quand tu doutes, c'est là que les choses ne se passent pas forcément bien. Même quand le score n'est pas en notre faveur, on arrive à renverser les montagnes. Quand il n'y a pas de doutes, on est invincibles. Tous les joueurs qui évoluent au Real ont rejoint le club très jeune ou ils le regardaient petits, comme moi. Déjà, de l'extérieur, tu vois des joueurs qui se donnent toujours à fond. Automatiquement, il faut se mettre au niveau. On doit tout gagner, tout le temps. Même si on ne nous le dit pas en permanence, on le sait. Ce qui nous anime, ce sont les trophées, la gagne.

**Avez-vous des modèles, des sources d'inspiration ?**  
Zinédine Zidane, Ronaldinho que j'aimais beaucoup, Paul Pogba que j'aime énormément... Après, j'aimais beaucoup des «skilleurs», Riyad Mahrez, James Rodriguez, bref, des joueurs qui ne sont pas forcément en lien avec mon style de jeu. Après, avec mon style, je peux prendre un drible de l'un, un geste d'un autre... C'est ce qui fait ma force aussi.

**En quoi avez-vous changé depuis votre première sélection, en septembre 2020 ?**  
Je ne suis plus du tout le même Eduardo. J'ai un peu changé de style de jeu, j'ai pris en masse musculaire, je suis moins fougueux, j'ai un peu plus de concentration, même si je peux encore m'améliorer. Mon jeu a pris en maturité.

**«Le Real Madrid ne veut que de grands joueurs. Kylian en fait partie. La saison prochaine, ce sera un élément majeur de notre équipe. Tu préfères avoir Kylian avec toi que contre toi...»**

**Aviez-vous vécu la non-sélection pour l'Euro de 2021 comme un échec ?**  
Je ne dirais pas que c'était un échec, plutôt quelque chose qui m'a servi de leçon. À cette période-là, je ne méritais pas d'y aller avec le niveau de mes performances, il faut être honnête. Ça m'a fait une piqûre de rappel pour dire que tout ne vient pas forcément rapidement et que les bonnes choses prennent du temps. Ça m'a permis de prendre conscience que tout n'arrive pas comme ça et qu'il fallait continuer à bosser. Aujourd'hui, je suis très content d'être avec l'équipe de France.

**Votre objectif est de gagner vos galons de titulaire lors de l'Euro 2024 ?**  
Tout joueur de foot aime jouer, donc tout le monde veut être titulaire, c'est normal. Je veux toujours jouer un maximum, donc quand je ne suis pas titulaire, je ne suis pas content (*sourire*). Je vais tout faire pour l'être, c'est l'objectif.

**Et l'objectif à titre collectif ?**  
Gagner, tout simplement. C'est clair, net et précis. ■

1 <sup>ER</sup> TOUR EURO 2024			
GR. E	BELGIQUE	2-0	ROUMANIE
GR. F	GÉORGIE	1-1	REP. TCHÈQUE
GR. F	TURQUIE	0-3	PORTUGAL
GR. A	ÉCOSSE	dimanche	HONGRIE
GR. A	SUISSE	-	ALLEMAGNE
GR. B	CROATIE	lundi 21h TF1	ITALIE
GR. B	ALBANIE	21h beIN	ESPAGNE

## Top 14 : Bordeaux, grande année pour le nouveau millésime

**David Reyrat** Envoyé spécial à Bordeaux

L'UBB, qui a éliminé Paris en demi-finale, disputera vendredi prochain la première finale de sa jeune histoire face à l'ogre toulousain.

Le débat fait déjà rage. Querelle entre les anciens et les modernes. Quand Yannick Bru, le manager de l'UBB, a dit sa fierté d'emmener pour la première fois le club girondin en finale, quelques confrères ont tiqué. L'un d'entre eux lui a même demandé, sur un ton de reproche, ce qu'il faisait du passé, s'il connaissait l'histoire du rugby local. Rembobinage. Quand, en 2006, l'Union Bordeaux-Bègles est créée, elle est issue d'une fusion entre deux vénérables institutions : le Stade Bordelais Université Club (SBUC) et le Club Athlétique Bordeaux-Bègles. Lequel fut sacré champion de France en 1969 puis en 1991. La fameuse épopée des Rapetou, meute cornaquée par Bernard Laporte, avec des cheveux, et Vincent Moscato, sans micro, mais tous les deux sur le terrain. Alors, première finale ou non ? Le sujet va animer les discussions de comptoir toute la semaine dans les innombrables cafés de Bordeaux et de Bègles.

Il n'en reste pas moins que, sous cette appellation, c'est bel et bien une première pour ce club promu en Top 14 en 2011. Une belle récompense pour son président, Laurent Marti, qui devait commencer à désespérer. Maxime Lucu et ses partenaires disputaient en effet, samedi soir, au Matmut Atlantique de Bordeaux,



**Le capitaine girondin, Maxime Lucu, résiste au placage du deuxième ligne parisien Baptiste Pesenti, samedi à Bordeaux.** FEDERICO PESTELLINI / PANORAMIC

leur quatrième demi-finale consécutive. Les trois premières s'étaient soldées par trois échecs, respectivement face à Toulouse, Montpellier et La Rochelle. La quatrième tentative a donc été la bonne, non sans difficulté. Au prix d'une fin de match crispante et étouffante face au Stade Français, les Bordelo-Béglaï ont échappé à de périlleuses prolongations, sauvés par un raté de peu de Joris Segonds, le buteur parisien, sur la transformation de l'égalité. Victoire 22-20, gros

ouf de soulagement et intense explosion de joie des joueurs et d'un stade rempli de 40 000 supporters de l'équipe locale. Un engouement qui n'a rien d'étonnant. Depuis plusieurs saisons, l'UBB affiche la meilleure affluence du monde pour un club de rugby, avec une moyenne de près de 25 000 spectateurs. «C'est quelque chose de tellement grand pour la ville et le club !, a souligné Lucu peu après la qualification. On a eu tellement de déceptions et de tristesses

après les échecs de 2021, 2022 et 2023 ! On se sentait la risée du rugby français. On a beaucoup lu que Bordeaux ne passerait jamais le cap des demi-finales. Se retrouver en finale, ça prouve que le projet est en marche.» Un avis partagé par Yannick Bru, l'ancien talonneur du XV de France et... du Stade Toulousain. Des souvenirs et des retrouvailles en finale pour lui qui y a passé dix saisons comme joueur puis cinq comme entraîneur des avants. Avant d'occuper les mêmes fonctions en équipe de France de 2012 à 2017, puis d'aller entraîner l'Aviron Bayonnais (4 saisons) et les Sharks de Durban (1 année). Une expérience précieuse pour son équipe qui compte moins d'années de présence en Top 14 que Toulouse n'a gagné de titres de champion de France (22)... «Pour nous, c'est une étape de plus dans la construction du club. C'est un club jeune, avec un travail remarquable accompli par toutes les équipes et par Laurent (Marti, NDLR), qui porte l'UBB. Quand on voit son engagement, on avait envie de lui donner le sourire.»

**Les nostalgiques de la tortue**  
Une jolie récompense avant un grand bonheur, vendredi prochain, au Stade-Vélodrome de Marseille, qui accueille cette finale inédite du Top 14 ? Ce serait, sans faire injure à l'UBB, un exploit ma-

juscule vu l'adversaire. «Le Stade Toulousain est un habitué, confirme le pilier de l'UBB Jefferson Poirot. Ils sont préparés à jouer des finales. Nous le sommes moins. Il faudra donc renverser la table. Il faut qu'on se persuade que c'est faisable, se donner confiance.» Face à l'ogre vêtu de rouge et de noir, sacré champion d'Europe il y a un mois et avide de réussir un nouveau doublé retentissant après celui de 2021, le défi paraît immense. Encore plus si on affiche cette statistique phénoménale. Depuis la finale de Coupe d'Europe perdue en 2008 contre le Munster, Toulouse a remporté les neuf suivantes, en Champions Cup (3) et en Top 14 (6). Invincible... «On va se présenter face à une équipe qui a 22 boucliers de Brennus, face à une génération de gagnants. On sera le Petit Poucet. Mais c'est un statut qui nous va, assure Poirot. Je ne sens pas l'équipe rassasiée, c'est plutôt bon signe. On va se battre pour être au niveau.» Rassembler les dernières forces pour réussir l'impossible. Et ravir tous leurs supporters, y compris les nostalgiques de la tortue béglaïse de 1991. ■

DEMI-FINALES ET FINALE TOP 14			
TOULOUSE	39-23	LA ROCHELLE	
STADE FRANÇAIS	20-22	BORDEAUX BÈGLES	
TOULOUSE vend. 21h		BORDEAUX BÈGLES	



# Angine, cystite : les pharmaciens autorisés à délivrer des antibiotiques directement

Stéphany Gardier

Cette première vise à soulager les cabinets médicaux de deux motifs fréquents de consultation. La délivrance est conditionnée à un test rapide positif.

Pour la première fois en France, les pharmaciens vont pouvoir délivrer des médicaments dits « listés » sans qu'un médecin ait préalablement établi une ordonnance. Ils sont, depuis mardi, autorisés à fournir des antibiotiques aux personnes atteintes d'une angine bactérienne à streptocoque du groupe A ou d'une cystite aiguë, sans consultation médicale préalable. Annoncée l'été dernier par Élisabeth Borne, alors première ministre, pour désengorger les cabinets de médecine générale et soulager les services d'urgence, cette mesure a vu son décret d'application paraître le 18 juin. Elle ne concerne que les femmes entre 16 et 65 ans pour la cystite aiguë, et les patients de plus de 10 ans pour les angines.

Les pharmaciens devront d'abord s'assurer que le patient ne présente pas de facteurs d'exclusion (symptômes indiquant une complication, grossesse, retour de voyage, autre antibiothérapie en cours, par exemple), avant de lui soumettre un questionnaire et de réaliser un test rapide d'orientation diagnostique (Trod). Celui-ci permet de déterminer si l'infection est d'origine bactérienne, et nécessite donc la délivrance d'un antibiotique. Il s'agit d'un prélèvement oropharyngé en cas d'angine (on frotte une sorte de long coton-tige au fond de la gorge), et d'un test urinaire sur bandelette pour les cystites. Pour ce dernier, il était initialement prévu que les pharmacies puissent proposer aux patientes de le faire sur place, mais cela a été supprimé du décret final.

« Si une pharmacie souhaite mettre des toilettes à disposition de la clientèle, celles-ci doivent être accessibles aux personnes à mobilité réduite, or beaucoup d'officines ne disposent pas de la place suffisante », relève Pierre-Olivier Variot, président de l'Union des syndicats de pharmaciens d'officine (USPO). À défaut, le pharmacien remettra donc un contenant stérile à la patiente pour qu'elle puisse rapporter



La mesure a pour objectif de désengorger les cabinets de médecine générale et de soulager les services d'urgence. BERNARDBODO/STOCKADOBÉ.COM

un échantillon d'urine et faire le test en direct à la pharmacie. Les syndicats de pharmaciens, qui se sont toujours montrés très favorables à cette mesure, ne cachent cependant pas leur crainte d'un possible afflux de clients. « Les patients vont justement devoir être patients, prévient Denis Millet, secrétaire général de la Fédération des pharmaciens de France (FPF). Les pharmaciens doivent d'abord suivre une formation avant d'être légalement autorisés à délivrer des antibiotiques. Or, le décret prévoit désormais qu'un médecin prenne part à cette formation, ce qui n'était pas le cas au départ. Il faut donc que les organismes de formation agréés s'adaptent, ce qui devrait prendre quelques jours, et il faudra ensuite le temps à chacun d'aller se former. » Les formations, distinctes pour chaque maladie, représenteront environ quatre heures d'enseignements chacune.

Denis Millet met aussi en garde contre une possible confusion sur le fait de pouvoir obtenir des antibiotiques sans passer par une consultation. « Nous avons déjà des remontées de terrain en ce sens, par exemple une dame qui est venue demander sept boîtes de fosfomycine, l'antibiotique prévu en cas de cystite, illustre le pharmacien. Soyons clairs, les antibiotiques ne

sont pas devenus des médicaments sans ordonnance, et ils ne sont pas plus automatiques qu'avant ! »

La loi prévoit une rémunération des pharmaciens de 10 euros si le test est négatif et 15 euros s'il est positif. Les représentants syndicaux interrogés soulignent tous deux qu'il eut été plus pertinent de faire l'inverse. « Ce choix nie totalement l'effort de pédagogie nécessaire pour justifier que l'on ne délivre pas l'antibiotique », relève Pierre-Olivier

**« Les pharmaciens doivent d'abord suivre une formation avant d'être légalement autorisés à délivrer des antibiotiques. Il faut donc que les organismes de formation agréés s'adaptent, ce qui devrait prendre quelques jours, et il faudra ensuite le temps à chacun d'aller se former »**

**Denis Millet** Secrétaire général de la Fédération des pharmaciens de France

Variot. Un point sur lequel le rejoint le Dr Jean-Christophe Nogrette, secrétaire général adjoint du syndicat MG France, premier syndicat national de médecins généralistes, qui pour sa part craint que ce choix tarifaire n'alimente insidieusement une surprescription d'antibiotiques. « Je suis installé depuis trente ans, et aujourd'hui, beaucoup de mes patients comprennent pourquoi je ne leur prescris pas toujours un antibiotique. Mais je me souviens du temps que ça me prenait au début pour qu'ils soient convaincus que ne pas avoir d'antibiotiques, ce n'est pas être mal soigné, explique le médecin. Les pharmaciens vont découvrir la pression que peuvent mettre certains patients pour obtenir un traitement. »

Le Pr Olivier Saint-Lary, président du Collège national des généralistes enseignants (CNGE), pointe également l'usage systématique des Trod qui pourrait augmenter la consommation d'antibiotiques. « Notre collège a récemment pris position sur l'usage d'antibiotiques pour les angines bactériennes à streptocoque du groupe A, dont on estime qu'il devrait être moins systématique, explique le médecin. Les antibiotiques réduisent la durée des symptômes et limitent la contagiosité, mais certains patients sont tout à fait à même de guérir

sans antibiothérapie. D'autres pays, tels que la Belgique, incitent d'ailleurs à mieux cibler les patients ayant réellement besoin de ces traitements dans cette indication. » Les médecins appellent à ce que des études soient mises en place afin d'évaluer la pratique et ses impacts en matière de consommation de soins.

Après les pharmaciens, ce sont les infirmiers de pratique avancée (IPA) qui se verront prochainement autorisés à prescrire sans avis du médecin. « Nous sommes face à un grand mouvement de délégation de tâches, mais ce n'est pas cela qui va répondre au problème du manque de médecins généralistes », estime le Dr Nogrette. Le Pr Olivier Saint-Lary ajoute que les consultations simples comme celles pour les angines et les cystites ne sont pas celles qui pèsent le plus lourd dans l'agenda des médecins. Et pour ce qui est de favoriser l'accès aux soins pour les patients, les deux praticiens ne se montrent pas convaincus par la mesure. « Actuellement, 96 % du territoire est couvert par un système de permanence des soins qui permet un accès à un médecin en soirée et durant les week-ends, rappelle le Dr Nogrette. Dimensionner la politique de santé à l'aune de l'impatience de certaines personnes ne semble pas très judicieux. » ■

## Perdre son animal de compagnie, un deuil à part entière

La souffrance causée par la disparition d'un chat ou d'un chien n'est pas toujours accueillie par l'entourage avec la bienveillance espérée.

Chats, chiens, chevaux mais aussi lapins, tortues et autres nouveaux animaux de compagnie (NAC) : neuf Français sur dix ont déjà été confrontés à la mort de leur animal, selon une enquête Esthima Woopets, réalisée en 2022 auprès de plus de 12 000 personnes. L'expérience du deuil animalier est donc quasi universelle. Pourtant, afficher ouvertement la peine ressentie n'est pas toujours très bien vu. Ainsi, seule la moitié des personnes interrogées dans le cadre de cette enquête rapporte que « leur douleur a été reconnue par leur entourage ». Alors que la place de l'animal de compagnie au sein des foyers a largement évolué au cours des dernières décennies, la souffrance et le travail de deuil accompagnant sa disparition sont encore souvent minimisés, quand ils ne sont pas tout bonnement moqués.

Le sujet est délicat, aussi, dans le milieu professionnel, puisque près de 60 % déplorent « ne pas avoir été soutenus par leur employeur ». Les entreprises françaises qui octroient un congé à leurs salariés lors du décès de leur animal de compagnie se comptent sur les doigts

d'une main, pourtant poser des jours de vacances pour avoir le temps d'amortir le choc n'est pas rare. « Parmi les personnes qui me consultent pour être accompagnées lors du décès de leur animal, au moins la moitié dit ne pas se sentir capable d'aller travailler, confirme France Carlos, auteur de *Deuil animalier* (Éditions Broquet). Afficher sa peine devant les collègues est compliqué et entendre "ce n'est qu'un animal" ou "il suffit d'en reprendre un autre" résonne comme une totale négation de la souffrance ressentie, alors que le deuil animalier est un deuil à part entière ! »

La première semaine après le décès de ce compagnon, il n'est pas rare de ressentir des symptômes tels que des troubles du sommeil et de la concentration, un manque d'appétit et, bien sûr, beaucoup de tristesse, tout comme lors de la perte d'un proche. « La société accepte mal que l'on éprouve autant de peine pour un être qui n'est pas un humain, comme s'il y avait une hiérarchie de la douleur. Mais la réalité, c'est que cet animal est souvent celui à qui l'on se confiait le plus, celui qui nous voyait tel que nous sommes, nous aimait de manière incon-

ditionnelle et était toujours joyeux de nous voir. C'est une relation très intime », souligne Lynne Pion, auteur d'*Apprivoiser le deuil animalier* (Béliveau éditeur) et fondatrice de Deuil académie, un site d'accompagnement pour les personnes endeuillées.

### Créer un rituel

Le deuil de l'animal a la particularité d'être souvent empreint de beaucoup de culpabilité. « De nos jours, l'arrivée d'un animal dans le foyer est désirée, et les familles qui font le choix d'adopter ressentent une forte responsabilité à son égard. Donc, quand il meurt, elles se remettent beaucoup en question, même quand l'animal est âgé », constate le Dr Vincent Dattée, vétérinaire et directeur général délégué d'Anima Care, société de soins funéraires pour animaux. Près de 80 % des animaux meurent aujourd'hui après une procédure d'euthanasie, une décision difficile à prendre et qui peut aggraver le sentiment de culpabilité dans la mort de son animal. « Les familles demandent très souvent : "Est-ce juste ?", rapporte le vétérinaire. Cette question veut dire beaucoup de choses différentes

et montre l'ampleur des doutes que la fin de vie d'un animal peut susciter. »

Il existe aujourd'hui des spécialistes du deuil animalier qui proposent un accompagnement spécifique. « Les besoins peuvent émerger aussi à distance du décès de l'animal », souligne Lynne Pion, précisant qu'il n'est « jamais trop tard » pour y répondre. Comme tout deuil, cette disparition est aussi un moment de confrontation avec notre propre mort, qui peut provoquer une remise en question, parfois profonde, et nécessiter un travail sur soi. La mort de son animal peut aussi révéler ou réactiver des souffrances plus profondes : mieux vaut alors se tourner vers un professionnel de la santé mentale.

Pour mieux vivre ce moment incontournable de la vie de l'animal, les spécialistes conseillent de se préparer bien en amont, même si le sujet effraie. « J'appelle mes confrères à ouvrir le dialogue sur le sujet de l'euthanasie, à mettre des informations sur leur site web, etc. C'est un moment unique pour les familles, et elles ont besoin de temps pour s'y préparer », insiste le Dr Dattée. Le moment venu, il est important de se sentir libre

de rester ou non avec son animal. « Un vétérinaire n'a pas à dire : "Vous ne pouvez pas le laisser mourir seul !" Ce genre de propos suggère surtout que c'est lui qui a peur de mourir seul », s'offusque France Carlos, qui rappelle que les animaux sont désormais anesthésiés avant l'injection finale.

Quelle que soit la manière dont l'animal décède, créer un rituel peut être utile pour mieux vivre son deuil. Si une minorité de Français se tournent vers l'équarrissage (gratuit), la crémation individuelle est de plus en plus populaire. Et il est désormais possible d'y ajouter des prestations, par exemple un hommage rendu au crématorium. Sans organiser de « cérémonie », se réunir avec des amis qui connaissent bien l'animal et revoir ensemble des photos ou des vidéos peut être une aide précieuse, suggère Lynne Pion. « Il faut se laisser le temps pour que la douleur des premiers temps s'estompe. Mais, ensuite, convoquer les "doux souvenirs" est précieux, estime France Carlos. Durant leur vie, nos animaux sont des sources de joie très importantes pour leurs familles, ils peuvent le rester au-delà de leur disparition. » ■ **S. G.**



Delphine Chayet

Un programme de coaching a permis de diminuer les récives chez des patients récemment rétablis.

La lombalgie aiguë, que l'on appelle également « lumbago » ou « tour de reins », est une douleur souvent intense ressentie dans les vertèbres situées dans le bas du dos. Elle se traduit par un sentiment de blocage ou des difficultés à faire certains mouvements durant quelques jours en général. Les rechutes sont fréquentes : environ 70 % des individus connaissent un nouvel épisode dans l'année suivant leur guérison. Mais le risque de récive peut être réduit, selon une étude publiée jeudi dans la revue britannique *The Lancet*, qui évalue l'efficacité d'une intervention fondée sur la marche à pied.

« Les recommandations de bonnes pratiques contre les douleurs lombaires mêlent les exercices physiques et l'éducation des malades », explique Mark Hancock, professeur de physiothérapie à la faculté de médecine de Macquarie University, à Sydney (Australie). Ces interventions sont toutefois peu accessibles du fait de leur coût, de leur complexité et de la nécessité d'une supervision. » La marche, au contraire, est accessible au plus grand nombre. Selon les chercheurs, « cette activité combine des mouvements oscillatoires doux, un renforcement de la tonicité musculaire de la colonne vertébrale, une diminution du stress et la libération des endorphines du bien-être ».

Le programme testé par les auteurs de l'étude consiste en six séances de « coaching », conduites sur six mois, dont l'objectif est d'amener progressivement le patient à marcher trente minutes par jour. Les chercheurs australiens ont recruté 700 adultes ayant consulté pour une lombalgie commune dans les six mois précédents. Seules les personnes rétablies mais physiquement inactives ont été retenues. Les volontaires (en majorité des femmes, âgées de 54 ans en moyenne) ont été répartis en deux groupes, les uns suivant le programme d'incitation à la marche, les autres ne recevant aucun soutien – tout en conservant la liberté de solliciter une aide extérieure.

« La « dose » de marche prescrite et la progression souhaitées ont été définies pour chaque individu, selon son âge, son



Selon les chercheurs, la marche combine des mouvements oscillatoires doux, un renforcement de la tonicité musculaire de la colonne vertébrale, une diminution du stress et la libération des endorphines du bien-être. STOCKADOB.COM

## Marcher trente minutes chaque jour réduit le risque de lumbago

niveau d'activité et son indice de masse corporelle, lors d'une consultation initiale de quarante-cinq minutes », notent les auteurs de l'étude. Un podomètre et un « journal de marche » ont été distribués. Lors des séances suivantes, les physiothérapeutes ont fait le point sur l'observance du patient et ajusté, en cas de besoin, la dose de marche demandée. Les participants ont aussi été sensibilisés aux connaissances scienti-

**La lombalgie touche plus de 600 millions de personnes dans le monde chaque année et constitue la première cause d'invalidité**

fiques sur les douleurs chroniques, et notamment à la « phobie du mouvement » qui handicape souvent les personnes souffrant de lombalgie. Cette peur de se blesser ou d'aggraver la douleur freine la reprise des activités, retardant la récupération physique.

Les résultats ont été consignés au bout de douze mois. L'intervention a permis de réduire de près de 30 % le risque de récive. Un nouvel épisode de douleurs limitant les activités quotidiennes est survenu au bout de 208 jours (durée médiane) chez les participants au programme, contre 112 jours dans le groupe sans suivi. Seul bémol : les blessures aux jambes ont été plus fréquentes chez les marcheurs.

L'analyse économique réalisée en parallèle montre en outre que l'inter-

vention est rentable. « Le programme réduit les demandes de soins et les arrêts de travail de moitié », relève Natasha Pocovi, auteur de l'étude. La lombalgie touche plus de 600 millions de personnes dans le monde chaque année et constitue la première cause d'invalidité.

« La démarche est efficace parce qu'elle est très individualisée, commente la Pr Martine Duclos, chef du service de médecine du sport au CHU de Clermont-Ferrand. Le niveau d'activité et l'état de santé du patient ont été pris en compte pour l'inciter à progresser, ainsi que ses peurs et son environnement. C'est tout à fait le type d'approche, très personnalisée, centrée sur le patient et lui permettant de devenir acteur de sa santé, que préconise la Haute

Autorité de santé. » En France, ce suivi visant à l'autonomie est confié aux professionnels de l'activité physique adaptée.

« On sait que tout accompagnement visant à remettre les patients en mouvement est bénéfique, rappelle de son côté le Pr François Rannou, rhumatologue et spécialiste en médecine physique et de réadaptation à l'hôpital Cochin. Mais l'enjeu est de maintenir cette activité dans la durée, souligne-t-il. « Or, le programme présenté dans l'étude n'y parvient pas : les auteurs précisent que le temps de marche est revenu à la normale au bout de douze mois. C'est la raison pour laquelle nous cherchons actuellement des méthodes plus intégrées dans le milieu professionnel des patients. » ■

## L'« indice de rondeur corporelle » se veut plus pertinent que l'IMC

Élisa Doré

Conçu par des chercheurs, ce nouvel indicateur médical prend en compte le tour de taille de la personne pour mieux évaluer le risque de complications et de mortalité liées au surpoids.

Ces dernières années, les cas de surpoids et l'obésité ont explosé à travers le monde, entraînant chez les personnes concernées une augmentation du risque de complications sévères : maladies cardiovasculaires, diabète ou encore de nombreuses formes de cancers. Pour surveiller le poids des patients, les médecins se basent sur l'indice de masse corporelle (IMC), qui se calcule en divisant le poids (en kilos) par la taille (en mètres) au carré. Ainsi, un adulte est considéré en surpoids quand son IMC est égal ou supérieur à 25, et obèse quand il est égal ou supérieur à 30.

Mais cet indice pourrait-il être détrôné dans la pratique médicale ? L'IMC a en effet ses limites : il ne prend pas en compte la teneur du corps en graisse, en particulier le « mauvais gras » qui s'installe en bas du ventre. Or, un excès de ce type de graisse dite « viscérale » est considéré comme un indicateur fiable du risque de complications associées à l'obésité. C'est pourquoi une équipe de chercheurs chinois a développé l'indice de rondeur corporelle (IRC) qui, en prenant en compte cette fameuse graisse, permettrait de mieux évaluer le risque que fait peser le surpoids sur la santé, notamment

en termes de mortalité. Ces résultats ont été publiés début juin dans *Jama Network Open*.

Outre le poids et la taille, le calcul de l'IRC intègre un troisième paramètre, le tour de la taille, comme indicateur la part de graisse viscérale d'une personne. Ce score est compris entre 1 et 16 : plus il est élevé, plus la forme du corps à hauteur du nombril est arrondie. L'équation (complexe) qui se cache derrière l'IRC a été dévoilée pour la première fois en 2013, dans la revue *Obesity*, par Diana Thomas, mathématicienne au Centre de recherche quantitative sur l'obésité de l'université d'État de Montclair, aux États-Unis. Dix ans plus tard, l'équipe de Xiaojun Dong, principale investigatrice de l'étude du *Jama Network Open* et chercheuse à l'université Brown aux États-Unis, a calculé l'IRC de plus de 30 000 Américains suivis entre 1999 et 2018. Un lien a ainsi pu être établi entre ce score et le risque de mortalité. Ce dernier augmente de 25 % pour les personnes ayant un IRC inférieur à 3,4 (en sous-poids) et de 49 % pour celles dont l'IRC dépasse 6,9 (en surpoids). L'IRC est considéré comme « normal » s'il est compris entre 4,5 et 5,5.

« Nos résultats fournissent des preuves convaincantes de l'application de l'IRC en

tant qu'outil de dépistage non invasif pour l'estimation du risque de mortalité et l'identification des individus à haut risque », concluent les auteurs. Cet indice pourrait en effet s'avérer plus précis que l'IMC pour cibler les conséquences d'un surpoids ou d'une malnutrition. « En comparaison, avec un IMC trop élevé, les études ne trouvent un risque de mortalité

**« La prise en compte dans l'IRC du tour de taille est très intéressante car un surpoids identifié avec ce score est, contrairement à l'IMC, plus correctement lié à un surplus de graisse viscérale »**

Dr Jean-Michel Oppert

Chef du service Nutrition à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière à Paris (AP-HP)

augmenté que de 15-20 % », constate Jean-Michel Oppert, chef du service Nutrition à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière à Paris (AP-HP). Une association beaucoup moins forte au risque de décès due au fait que l'IMC ne tient pas compte de la part

de graisses de l'organisme, variable chez chaque individu. « Pour un même IMC, vous avez des gens très gras ou, au contraire, très peu gras, car le poids total d'un individu est lié non seulement à sa graisse mais aussi à ses muscles ou ses os par exemple », explique le Dr Oppert. Le problème est qu'avec un IMC compris entre 25 et 30, une personne n'est pas considérée comme obèse, alors qu'elle a potentiellement une forte masse grasseuse viscérale connue pour augmenter le risque cardiovasculaire et donc de mortalité. »

Contrairement à la graisse sous-cutanée, la graisse viscérale se loge autour des organes abdominaux, tels que le foie, le pancréas et les intestins. Si elle est indispensable à tout individu en surplus, elle accroît le risque d'hypertension artérielle ou encore le dépôt de mauvais cholestérol sur la paroi des artères (plaques d'athérome), une cause majeure d'infarctus ou encore d'AVC. D'autres études ont démontré qu'en raison d'une forte activité de ses cellules adipocytaires, elle contribuait largement au développement de la résistance à l'insuline (l'hormone qui régule le taux de sucre dans le sang), faisant ainsi le terrain du diabète de type 2. « La prise en compte dans l'IRC du tour de taille est très intéressante car un

surpoids identifié avec ce score est, contrairement à l'IMC, plus correctement lié à un surplus de graisse viscérale, donc potentiellement mieux corrélé à la mortalité », analyse le Dr Oppert.

L'IRC pourrait-il donc faire de l'ombre à l'IMC, voire le remplacer complètement ? Pas dans l'immédiat. Avant d'envisager une validation de cet indice dans les pratiques de santé publique, « une validation cohérente dans d'autres études indépendantes est nécessaire », insistent les auteurs. L'autre limite réside dans le fait que la mesure du tour de taille ne fournit pas une estimation assez précise de la part en graisse viscérale. « Le tour de taille est en réalité un indicateur de la part en graisse abdominale. Or toute la graisse abdominale, qui se concentre au niveau du ventre, n'est pas de nature viscérale et n'est donc pas forcément associée à un surrisque cardio-métabolique, avertit le Dr Oppert. Seuls des outils d'imagerie permettent d'estimer de façon précise la proportion en masse viscérale. » L'IRC risque donc encore de conduire, tout comme l'IMC, à des approximations. C'est pourquoi, à supposer que ce nouvel indice soit validé en pratique, les scientifiques seraient davantage en faveur d'une utilisation complémentaire des deux approches. ■



LE CARNET DU JOUR

Les annonces sont reçues avec justification d'identité du lundi au vendredi de **9h à 13h** et de **14h à 18h** (excepté les jours fériés) et tous les dimanches de **9h à 13h**.

[carnetdujour@media.figaro.fr](mailto:carnetdujour@media.figaro.fr)  
**01 56 52 27 27**

deuils

Jard-sur-Mer (Vendée).

Mme Marie-France Andrieux, née Barbaud, son épouse, Florence et Véronique, ses filles, Xavier Faure et Benjamin Le Fer, ses gendres, Baptiste et Camille, Juliette et Maxime, ses petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès brutal de

**M. Jean ANDRIEUX**  
ancien directeur de recherche au CNRS de Châtenay-Malabry,

survenu le 20 juin 2024.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité familiale, ce lundi 24 juin, à Limoges.

Raphaël et Dan Bessis, Hugo et Charles Bessis, ses fils,

Simone et Claude Bessis, ses sœurs,

sa famille et ses amis

ont l'immense tristesse de faire part du décès, après un long combat contre la maladie de Parkinson, de

**Jean-Pierre BESSIS**  
fondateur de Paris Look,

survenu le 20 juin 2024, à Paris.

Un dernier hommage et l'inhumation auront lieu au cimetière du Père-Lachaise, 55, rue des Rondeaux, porte Gambetta, Paris (20<sup>e</sup>), le mercredi 26 juin 2024, à 15 heures.

Des dons à la fondation BESSIS-FRM, 54, rue de Varennes, 75007 Paris.

En union avec son époux, Jacques Durand (†), et ses enfants, Pierre (†), Catherine (†),

Philippe Durand, son fils, ses belles-filles et son gendre, Matthieu, Pauline, Arnaud, Antoine, Sophie, ses petits-enfants, Elio, Iris, Annie, ses arrière-petits-enfants, toute sa famille et ses amis

ont la tristesse de faire part du décès de

**Annie DURAND**

le 20 juin 2024, à La Verrière.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Martin, à Chevreuse, le mercredi 26 juin 2024, à 10 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Charly-sur-Marne (Aisne).

Mme Annie Ferrand, son épouse,

Cécile, Guillaume et Jade, Mathieu et Karolina, ses enfants, Amélie, Filip, Maksym, ses petits-enfants ainsi que toute sa famille

ont la douleur de vous faire part du décès de

**M<sup>re</sup> Bernard FERRAND**  
notaire honoraire,

survenu le jeudi 20 juin 2024, à l'âge de 74 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 26 juin, à 10 heures, en l'église Saint-Martin de Charly-sur-Marne, suivie de l'inhumation dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Sophie-Véronique Cauchefer-Choplin, organiste du grand orgue de Saint-Sulpice, et sa famille

ont le très grand chagrin de faire part du décès de

**Gérard GRUNENWALD**

survenu le 8 juin 2024.

Selon son désir, ses obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Paris.

Françoise et Jean-Michel Hocquard, Emmanuelle et Benoît Caderas de Kerleau, Maxence, Calixte et Augustin, Mathilde et Jérôme Hocquard, Arthus, Olympe et Enguerrand, ses cousins, M. Paul Faure, son ami,

ont la tristesse de faire part du décès de

**Françoise HUMEAU**

survenu le 15 juin 2024, à Paris.

La cérémonie religieuse sera célébrée en la chapelle de l'Est du cimetière du Père-Lachaise, boulevard de Menilmontant, à Paris (20<sup>e</sup>), le mercredi 26 juin 2024, à 10 heures, suivie de la crémation, à 11 h 30, en la salle Mauméjean du crématorium du cimetière du Père-Lachaise.

Elle reposera dans le caveau familial, à Villemaréchal (Seine-et-Marne).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Versailles (Yvelines).

Pierrick et Marie Christine de Kervenoaël, Philippe et Laurence de Kervenoaël, ses enfants, ses petits-enfants, ses arrière-petits-enfants,

Françoise de Liocourt, sa sœur,

ont la tristesse de faire part du décès de

**Elisabeth de KERVENOAËL**  
née de Liocourt,

survenu le 19 juin 2024, dans sa 104<sup>e</sup> année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en la cathédrale Saint-Louis, à Versailles, le vendredi 28 juin, à 10 h 30.

Mme François Jullien, née Nadine Dognin, son épouse,

Gaëlle Jullien et Jean Voisin, Isabelle et Marc Lafeuille, Marie et Jean Bécourt Foch, ses filles et leurs conjoints,

Maxime et Minka, Diego, Tanguy, Paul, Romain, Camille, Vasco, Bertille, ses petits-enfants,

ont la tristesse de vous faire part du décès de

**M. François JULLIEN**  
architecte DPLG,

survenu le 20 juin 2024, à l'âge de 93 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 26 juin, à 14 h 30, en l'église Saint-Pierre de Neuilly-sur-Seine.

Une bénédiction aura lieu le vendredi 28 juin, à 14 h 30, en l'église de Tréflezy (Finistère).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Michel et Isabelle de Labarthe, François et Kessie de Labarthe, Bénédicte et Bruno de Vigan, Emmanuel et Florence de Labarthe, Jacques et Catherine de Labarthe, leurs enfants et petits-enfants

ont la tristesse de vous faire part du rappel à Dieu de leur frère, beau-frère et oncle

**Dominique de LABARTHE**

le 19 juin 2024, à l'âge de 79 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 26 juin, à 15 heures, en l'église de Cheux (Calvados).

Cécile, Pierre, Anne, Pascal, Marie et Antoine, ses frères et sœurs,

ses beaux-frères et belles-sœurs, ses neveux et petits-neveux, sa famille et ses amis

ont la très grande tristesse de faire part du décès de

**Catherine LACOMBE**  
astrophysicienne à l'Observatoire de Paris,

survenu le 16 juin 2024, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 25 juin, à 14 h 30, en l'église Notre-Dame-de-l'Assomption, 39, avenue du Général-Gallieni, à Meudon (Hauts-de-Seine).

L'inhumation aura lieu le jeudi 27 juin, à 16 h 30, au cimetière de Bourg-la-Reine, 27, rue de la Bièvre.

Sa famille, ses amis

ont la tristesse de faire part du décès de

**Mme Marie-Laure QUERILLAC**  
née Léger,

le 14 juin 2024.

L'inhumation aura lieu le mercredi 26 juin 2024, à 15 heures, au cimetière nouveau de Villeneuve-le-Roi (Val-de-Marne), chemin du Grand-Godet.

Brassac (Tarn).

Geneviève, son épouse, Frédéric et Nicolas, ses fils, Ludovic et David, leurs conjoints, Juliette, Victor et Théophile, ses petits-enfants, Nicole, sa sœur, toute sa famille et ses proches

ont la très grande tristesse de vous faire part du décès de

**Alain LENOIR**  
pupille de la Nation, chevalier de l'ordre national du Mérite, officier de marine de réserve,

survenu dans sa 84<sup>e</sup> année, à Paris, le 19 juin 2024.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 25 juin, à 14 heures, en l'église Notre-Dame de Guyor (Tarn).

Pierre Moulin, son époux, ses 3 filles, ses 8 petits-enfants, son arrière-petit-fils

vous font part avec tristesse du décès de

**Charlotte MOULIN**  
née Lebeurre,

survenu le 19 juin 2024.

La cérémonie religieuse se déroulera en l'église de Saint-Martin-de-la-Brasque (Vaucluse), le mercredi 26 juin, à 15 heures.

Ni fleurs ni couronnes, un don peut être fait à l'association l'îlot maisons-accueil@ilot.asso.fr

Vous pouvez envoyer votre témoignage d'affection à [pnluuom@free.fr](mailto:pnluuom@free.fr) 7, rue Belle-Estelle, 84760 Saint-Martin-de-la-Brasque.

Mme Michel Tandonnet, née Josiane Chêne, ses filles, Sophie, Hélène, Florence, leurs conjoints et leurs enfants, les familles Tandonnet et Aubret

ont l'immense tristesse de faire part du décès de

**M. Michel TANDONNET**

survenu le 13 juin 2024, à l'âge de 88 ans, à Neuilly-sur-Seine.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Justin, à Levallois-Perret, ce lundi 24 juin, à 14 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Nathalie, Evelyne, Raphaëlle et Elisabeth, ses filles, Guy et Didier, ses gendres,

Camille et Constantin, Louis, Juliette, Eugénie, Antoine, Capucine, César, Margaux, ses petits-enfants,

Philippine, Athénaïs, Gaspard, ses arrière-petits-enfants

vous font part du rappel à Dieu de

**Maryse THIOILLIÈRE**  
née Aubry,

survenu le 21 juin 2024, dans sa 91<sup>e</sup> année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Notre-Dame-de-l'Assomption, à La Verdière (Var), le mercredi 26 juin 2024, à 15 heures.

Elle sera suivie de l'inhumation au cimetière de La Verdière, dans le caveau familial.

Mme Annie Taffin de Givenchy, son épouse,

vous informe avec une immense tristesse du décès de

**M. Patrick TAFFIN de GIVENCHY**

qui s'est éteint le vendredi 21 juin 2024.

Ses frères et leurs épouses, sa sœur, ses neveux et nièces, et leurs enfants partagent sa douleur.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Pierre-et-Saint-Paul de Ploubalay à Beausse-sur-Mer (Côtes-d'Armor), le mercredi 26 juin 2024, à 14 h 30.

Fleurs blanches ou dons à la fondation Partage et Vie, hôpital Arthur Gardiner, 1, rue Henri-Dunant, 35800 Dinard.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

remerciements

Jeannine Audrain, née Sabalot, son épouse, Philippe Audrain, Béatrice et Alain Parmentier, ses enfants et son gendre, ses petits-enfants, ses arrière-petits-enfants ainsi que toute la famille,

très touchés des marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès, le mardi 18 juin 2024, du

**colonel Pierre AUDRAIN**

vous prient de trouver ici leurs sincères remerciements.

Joëlle Crouzat, Michel et Danièle Crouzat, Agnès Crouzat et Denis Amblard, Alain et Pascale Crouzat, ses enfants, ses petits-enfants,

très touchés des marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès du

**vice-amiral d'escadre (2S) François CROUZAT**  
commandeur de la Légion d'honneur, officier de l'ordre national du Mérite, croix de guerre des TOE, médaille des évadés,

survenu le 16 juin 2024,

vous prient de trouver ici leurs sincères remerciements.

souvenirs

Il y a deux ans, le 24 juin 2022,

**Germaine SOUSSANA**

nous quittait.

Que ceux qui l'ont aimée s'unissent en pensée à ses enfants, petits-enfants, arrière-petits-enfants et sa sœur.

Que soit ici rappelée la mémoire de son époux, Marc Soussana, disparu le 30 septembre 2010, et de son fils aîné, le docteur Carle Soussana, disparu le 1<sup>er</sup> novembre 2018.

Cultiver sa liberté, c'est cultiver sa curiosité.



Recevez Le Figaro chaque jour et ses magazines le week-end.

Accédez aux versions numériques du journal, des magazines et des hors-séries culturels ainsi qu'aux applications Figaro Jeux et Le Figaro Cuisine.

299€ pour 6 mois

au lieu de 629,40€

LE FIGARO  
La culture de la liberté depuis 1826

ABONNEZ-VOUS AU FIGARO

À renvoyer dans une enveloppe affranchie à :  
LE FIGARO ABONNEMENT  
45 avenue du Général-Leclerc 60643 CHANTILLY CEDEX

☐ **OUI**, je m'abonne à la **Formule CLUB** pour **299€** au lieu de 629,40€, soit 52% de réduction. Je reçois pendant 6 mois Le Figaro du lundi au samedi, accompagné des cahiers thématiques et des magazines du week-end. J'accède à leurs versions numériques et aux hors-séries culturels ainsi qu'aux applications Figaro Jeux et Le Figaro Cuisine.

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : [ ] Ville : \_\_\_\_\_

Tél. portable : [ ] pour améliorer le suivi de votre livraison

**Pour accéder aux versions numériques, il est indispensable de compléter votre adresse mail :**

E-mail : [ ] en majuscules

**Je joins mon règlement par :** \_\_\_\_\_ Date et signature : \_\_\_\_\_

☐ Chèque bancaire ou postal à l'ordre du Figaro

☐ CB N° [ ]

Expire fin : [ ] FAP2401

Offre métropolitaine réservée aux nouveaux abonnés valable jusqu'au 31/12/2024. Les tarifs sont révisables à l'issue de chaque année d'abonnement. Les informations recueillies sur ce bulletin sont destinées au Figaro et ses sous-traitants, pour la gestion de votre abonnement et uniquement au Figaro pour vous adresser des offres commerciales pour des produits et services offerts par Le Figaro. Afin d'exercer les droits relatifs à vos données personnelles dans les limites prévues par la loi, vous pouvez vous adresser à Le Figaro, DPO, 101 rue de l'Abbé Groult, 75015 Paris. Si vous ne souhaitez pas recevoir nos promotions et sollicitations, cochez cette case ☐. Si vous ne souhaitez pas que vos coordonnées postales soient transmises à nos partenaires commerciaux pour de la prospection commerciale postale, cochez cette case ☐. Vous disposez du droit de saisir la CNIL de toute réclamation concernant le traitement des données vous concernant. Notre politique de confidentialité et nos CGV sont disponibles sur <https://mentions-legales.lefigaro.fr/le-figaro/politique-de-confidentialite-figaro> et <https://boutique.lefigaro.fr/conditions-generales-de-vente>.

CARNET DES OBSÈQUES

LE FIGARO  
le carnet du jour

CARNET DES OBSEQUES

Prévoir, organiser, accompagner

Demandez-le par courriel :  
[carnetdujour@media.figaro.fr](mailto:carnetdujour@media.figaro.fr)





Une soixantaine de migrants sont secourus, en avril 2023, au large de l'île de Malte et conduits vers la ville de Marsaxlokk. DARRIN ZAMMIT LUPI / REUTERS

# Le défi migratoire de Malte



PAR  
**Ludovic Hirtzmann**

Tout a commencé à l'hiver 60 de notre ère par une terrible tempête entre la Crète et Malte. Poursuivi par les Romains pour être jugé, saint Paul fait naufrage à Malte, selon les Actes des apôtres. Paul et ses compagnons sont accueillis et sauvés par les habitants de l'île. De cette aventure naîtra la réputation des Maltais d'être un peuple pétri d'humanité envers les étrangers.

Près de deux mille ans plus tard, le plus petit des États de l'Union européenne, 316 km<sup>2</sup>, soit trois fois la superficie de Paris intra-muros, est à nouveau soumis au défi de l'acceptation de l'autre. Les étrangers étaient environ 12000 en 2004, lors de l'entrée de Malte dans l'UE. Ils sont aujourd'hui plus de 140000, sur une population de 542000 habitants (2022). La jeune République maltaise accepte un ailleurs hétéroclite : des retraités, des jeunes Européens venus apprendre l'anglais, des télétravailleurs, des personnels hautement qualifiés et une importante main-d'œuvre issue des pays sous-développés.

« Des Indiens, des Pakistanais, des Népalais... Ils viennent de partout. Il y a désormais trop d'immigrants, mais aussi trop de touristes », confie Nicholas, un retraité maltais. Outre une aide mensuelle de 130 euros, les demandeurs d'asile, eux, reçoivent assez facilement un document valable trois mois, renouvelable. Ce récépissé les autorise à travailler. Nicholas lâche : « Le gouvernement a légiféré pour que les étrangers maîtrisent l'anglais pour avoir le droit d'exercer un métier ici, mais certains migrants ne le connaissent pas. Ils ne peuvent pas lire les mises en garde de sécurité dans le secteur de la construction, et il y a des accidents. »

Une vision contestée par les principaux intéressés. « Je suis venu comme réfugié il y a douze ans. J'ai fait quatre années d'études dans un collège de Malte et j'ai obtenu un diplôme de technicien de laboratoire. Mais je n'ai jamais pu exercer ce métier, car les patrons préfèrent employer des Indiens ou des Pakistanais, qu'ils paient au mieux 800 ou 1000 euros », confie Mohamed, un Érythréen un brin agacé par cette concurrence de migrants d'autres pays, mais aussi par l'exploitation de la misère par les patrons maltais.

Les relations entre les communautés ethniques venues de pays du tiers-monde sont tout sauf harmonieuses. « C'est la guerre des pauvres. Les Indiens contre les Philippins. Les Philippins contre les Pakistanais. Ils se battent pour le même bout de pain », raconte Régine Nguini, journaliste et directrice de l'African Media Association, à La Valette. Selon cette Malto-Camerounaise, les choses sont claires : « Les Maltais n'aiment pas les Africains. Leur racisme est très décomplexé envers nous. C'est toujours la même rengaine. Ils veulent une immigration blanche, alors qu'eux-mêmes ne sont pas vraiment blancs », dit-elle en souriant.

Et la journaliste déplore : « Il y a là une grande hypocrisie. Malte est un pays de tourisme. Il y a deux millions

Longtemps pays d'émigration, l'île de Malte est devenue en une décennie un pays de forte immigration, celle-ci représentant désormais plus d'un quart de sa population.

de touristes l'été. Les Maltais ne veulent pas travailler dans les secteurs de l'hôtellerie, de la restauration ou du bâtiment. Ce sont les migrants qui effectuent ces travaux, alors que le pays reçoit toujours plus de voyageurs chaque année et ne pourrait pas fonctionner sans ces personnels. » Dans tous les grands centres de l'île, de La Valette à Marsaxlokk, les serveurs et les cuisiniers sont presque tous issus du sous-continent indien, parfois de Serbie et de Bulgarie.

Sur leurs rapports avec les Maltais, les immigrants qui ne sont pas blancs esquissent des réponses embarrassées, lorsqu'ils n'évitent pas carrément de répondre. Le salaire minimum dans le micro-État est de 213 euros par semaine, pour ceux qui sont déclarés. Le département des Relations industrielles et de l'Emploi souligne que « la durée normale du travail est basée sur 40 heures par semaine. Dans certains cas, la durée normale du travail peut être plus longue, mais sans dépasser une moyenne de 48 heures ».

Régine s'indigne : « Les contrats de travail sont liés à une entreprise. Si le travailleur étranger ne fait pas l'affaire, il est licencié et il n'a que dix jours pour trouver un autre travail. Il est ensuite dans l'illégalité », et doit restituer sa carte de séjour. Mario, employé à l'aéroport de Malte, assure adorer les travailleurs européens, mais il assume d'avoir une image très négative des demandeurs d'asile et des migrants ; une posture assez symbolique de certaines classes pauvres et moyennes maltaises.

« Il y a dix à quinze ans, nous avons eu les migrants africains. Ils venaient de leurs pays dans des conditions épouvantables, les pauvres. Aujourd'hui, ce sont les Indiens et les Pakistanais. Ils ne sont pas intégrés. Ils ne parlent pas maltais. Dans les hôpitaux, par exemple, bien des Maltais comme ma mère ne comprennent pas les infirmières philippines qui leur parlent en anglais. » Mario ne cache plus sa colère : « Cette main-d'œuvre travaille pour une misère. Les conséquences sont catastrophiques pour les Maltais. Les salaires n'augmentent pas. Les patrons nous disent que si nous ne sommes pas contents, ils embaucheront un Pakistanais. Les loyers, eux, s'envolent, car les migrants partagent un appartement à six ou sept en payant 300 euros chacun. »

Si les classes populaires se défient des migrants, c'est l'inverse parmi les plus aisés. « La ligne édit-

riale de pratiquement tous les médias s'insurge, à contre-courant des sentiments xénophobes d'une grande partie de la population maltaise », note le journaliste maltais Mark Micallef, dans une étude sur le traitement médiatique du phénomène des migrants à Malte.

L'humanité des élites, qui ne se traduit pas au quotidien par une amélioration des conditions de travail des immigrés pauvres, se mêle à un intérêt purement pécuniaire pour la classe patronale. « Tout le monde trouve son compte dans cette situation », estime Frédéric (dont le prénom a été changé à sa demande). Ce cadre supérieur franco-maltais d'une école de langue française n'en reconnaît pas moins que « les Maltais sont un peu filous ».

Une étude de la Commission européenne, abondamment reprise dans les médias locaux, note que si la croissance économique du petit pays a été exceptionnelle ces dernières années, cela n'a pas été le cas pour les salaires. « La croissance du PIB de Malte est impressionnante. La croissance du PIB par habitant ne l'est pas », a relaté le journal Malta Today à la mi-mai.

Le journaliste Mark Said, du Malta Independent, livre cette analyse dans un article : « Étant donné que la plupart des migrants irréguliers n'ont pas accès aux prestations sociales, il est probable qu'une forte proportion d'entre eux travaille pour survivre, ce qui suggère qu'ils peuvent avoir un impact significatif sur l'économie grâce à leur contribution au marché du travail. Ces consommateurs génèrent de la croissance économique grâce à leurs dépenses. »

**« Il y a là une grande hypocrisie. Malte est un pays de tourisme. Il y a deux millions de touristes l'été. Les Maltais ne veulent pas travailler dans les secteurs de l'hôtellerie, de la restauration ou du bâtiment. Ce sont les migrants qui effectuent ces travaux »**

**Régine Nguini** Journaliste malto-camerounaise

Faute de perspectives, Wadjid, un jeune Égyptien, lui, ne voit Malte, où il réside depuis cinq ans, que comme un tremplin. Et l'espoir d'obtenir un passeport maltais pour partir vivre en Grande-Bretagne ou au Canada. Selon la Commission européenne, dans un pays où le chômage n'est que de 3 % et où « le nombre d'arrivées de touristes a augmenté de plus de 26 % dans les deux premiers mois de 2024, le fort afflux de travailleurs stimule la demande intérieure. Après avoir atteint une croissance du PIB de 5,6 % en 2023, l'économie maltaise devrait atteindre un taux de croissance de 4,6 % en 2024 ».

Frédéric, le cadre franco-maltais, assure qu'il faut remettre les choses dans leur contexte : « Ancienne colonie britannique et longtemps un pays de forte immigration, Malte n'est indépendante que depuis 1964. Elle a quitté le Commonwealth en 1974, est devenue une république la même année et a rejoint l'UE en 2004, ce qui a eu une influence bénéfique sur Malte. »

L'appartenance à l'UE a certes fait bouger les législations du petit paradis fiscal, mais insuffisamment,

cependant. « Il n'y avait jusqu'à présent presque aucune norme dans la construction », explique James Cummings, journaliste au Times of Malta. Plus de 25 travailleurs sont décédés dans ce secteur ces cinq dernières années, faute de réglementation sérieuse. Il a fallu la mort récente d'un jeune travailleur maltais lors de l'effondrement d'un immeuble et l'émoi de l'opinion pour que le gouvernement légifère. Modestement.

Et le surtourisme ? « Quel autre choix ont les Maltais ? », répondent souvent ces derniers. L'île n'a guère plus d'habitants que Toulouse, mais elle a su en vingt ans se spécialiser dans les casinos en ligne - il y en a plus de 300 - et dans la vente de passeports dorés à 1 million d'euros. Plus de 25 % de ces derniers ont été vendus à des Russes, dans un environnement où la corruption fait régulièrement la une des journaux locaux.

Pour s'être attaquée à cette ambiance délétère dans les cercles du pouvoir, la journaliste Daphne Carouana Galizia a été assassinée en 2017. « Je ne crois pas que l'ex-premier ministre Joseph Muscat ait donné l'ordre de l'assassinat, il est trop intelligent ; mais deux de ses amis sont proches du commanditaire, Yorgen Fenech (un milliardaire maltais) », confie une source informée. Celui-ci n'a toujours pas été jugé, sept ans après les faits.

Tous les observateurs maltais ou étrangers demeurant dans l'île s'accordent sur un point. La petite nation « ne dispose d'aucune stratégie de développement pour le futur. Certains parlent d'attirer plus de main-d'œuvre hautement qualifiée », confie James Cummings. À l'instar de nombreux experts locaux, le journaliste ne croit guère en la possibilité de séduire des profils de haute volée. En l'état actuel des choses, La Valette semble condamnée à poursuivre son modèle actuel de développement du tourisme de masse biberonné par les charters. Dans cette course à la croissance débridée, le risque pour Malte est bien de perdre son identité.

Le ministre des Finances, Clyde Carouana, a indiqué en 2023 que la population de la petite île de 27 km de long sur 14 km de large devrait atteindre 800000 habitants dans quinze ans si le pays veut conserver sa croissance actuelle. La nation méditerranéenne fait donc appel à toujours plus de travailleurs peu qualifiés pour faire progresser sa principale source de croissance... le tourisme.

C'est là le piège maltais. Exception faite de quelques villages et lieux patrimoniaux, les villes maltaises ont perdu leur âme au profit de chaînes et de restaurants proposant des saveurs gastronomiques que l'on retrouverait à Little Rock ou à Calgary. Cette dilution de l'identité maltaise est aussi démographique, puisque les Maltais ne constituent plus que 77 % de la population contre 95 % en 2011. Selon l'Office national de la statistique, les étrangers apprennent peu la langue maltaise, et celle-ci est menacée : « Même si le maltais reste la langue prédominante dans tous les groupes d'âge des ressortissants maltais, près d'un quart des moins de 10 ans et 14,7 % des 10 à 19 ans considèrent l'anglais comme leur langue principale dès la petite enfance. »

Entre le choix de beaux chiffres de croissance grâce à une immigration riche ou pauvre et celui de garder son identité, le défi pour Malte sera bien de ne pas devenir le nouveau Dubaï de la Méditerranée. ■



# «Après le drame de Courbevoie, que faire face à la violence sexuelle des très jeunes?»



Le viol d'une adolescente juive par deux garçons de 13 ans à Courbevoie n'est pas un fait isolé, alors que 46 % des auteurs de violences sexuelles sont mineurs, souligne le pédopsychiatre\*. Une réalité qui impose de repenser la responsabilité pénale des enfants, argue-t-il.

**L**e viol en réunion d'une adolescente juive âgée de 12 ans à Courbevoie provoque effroi et colère, par sa dimension antisémite intolérable, et par l'importance des séquelles psychiques probables chez cette jeune fille qui, malgré ses supplications, a dû se laisser pénétrer par différents orifices de son corps sous peine d'être brûlée vive.

En dehors même de ce contexte, une agression sexuelle commise par des sujets aussi jeunes n'est pas un fait divers, mais un fait de société. 46 % des auteurs de violences sexuelles (souvent sur d'autres mineurs) sont mineurs, dont 27 % ont moins de 13 ans (chiffres 2021). Sachant qu'il y a eu 26 816 viols en 2023, cela représente des milliers de jeunes âgés de moins de 13 ans ayant commis un viol cette année. Notons au passage l'abaissement de l'âge des délinquants en général : les parquets ont traité 28 800 affaires concernant des mineurs de 13 ans ou moins en 2022, dont 3 965 mineurs de 10 ans ou moins.

Les problèmes posés par ces agressions sexuelles, qualifiées de crimes dans la loi, sont spécifiques. Faut-il inclure ces actes dans le régime commun de la délinquance des mineurs comme c'est le cas actuellement ?

Les chiffres du ministère de l'Intérieur montrent une augmentation de ces situations, mais ce problème remonte à plusieurs années, il provoque un embarras certain chez les professionnels de l'enfance et de l'adolescence. Il existe chez la plupart d'entre nous un «mininégationnisme» concernant la gravité de ces situations, et une difficulté à s'identifier à ce qu'a subi la victime. Ainsi, un juge des enfants a écrit il y a une quinzaine d'années, à propos d'une situation d'acte sexuel non consenti, en fait un viol, de la part d'un garçon de 14 ans sur une fille de 13 ans, que «*tout ce qui se situe au-dessous de l'âge de 15 ans est un jeu de "touche-pipi"*». Toute la société est gênée de dire où se situe la différence entre la curiosité sexuelle passagère non violente et ce qui est anormal. Toujours actuellement, des fellations imposées peuvent être classées sans suite. C'est pour-

quoi un ensemble de travaux, principalement québécois, a abouti à des critères précis définissant ce qu'on appelle les comportements sexuels problématiques avant 12 ans.

Du point de vue pénal, la question de l'âge du discernement doit être repensée en lien avec la gravité des conséquences sur les victimes. Lors de la commission Varinard chargée de l'élaboration d'un nouveau code pénal des mineurs en 2008, cet âge avait été fixé à 12 ans et j'avais plaidé pour une spécificité concernant les crimes sexuels, à savoir 11 ans, l'âge de la majorité pénale devant être identique, ce qui me semble correspondre aux situations où l'acte est commis de manière délibérée. Ce chiffre reposait aussi sur ma pratique clinique dans le premier centre de consultation français dédié à la prise en charge des agresseurs sexuels âgés de moins de 12 ans. Le chiffre retenu actuellement est de 13 ans, selon des critères probablement flous puisqu'il est de 10 ans en Angleterre et en Suisse, pays «civilisés».

**«Il faut réaliser qu'actuellement, un mineur de moins de 13 ans ayant commis un viol est dans une situation d'impunité totale. Il risque au plus une orientation en foyer éducatif»**

L'enjeu est important. Il faut comprendre que, actuellement, un mineur de moins de 13 ans ayant commis un viol est dans une situation d'impunité totale. Il risque au plus une orientation en foyer éducatif, qui n'est pas un lieu de privation de liberté et d'où il peut retourner dans sa famille à intervalles réguliers, car un mineur ne peut être incarcéré au-dessous de 13 ans. Et l'indemnisation de la victime est prise en charge en totalité par l'assurance responsabilité civile scolaire de l'auteur. Il existe des possibilités de prise en charge de ces mineurs, mais rien ne peut être enclenché si la loi, c'est-à-dire l'interdit, n'est pas clairement signifiée et qu'elle ne prend pas en compte

que le crime peut être commis à l'âge précoce de 11 ans. La commission Varinard a souligné la nécessité de lieux de privation de liberté pour les mineurs âgés de moins de 13 ans, mais n'a été concrétisée par aucune loi.

Les violeurs mineurs présentent des personnalités différentes. Certains n'éprouvent aucune empathie pour leur victime, objet sexuel, et aucune culpabilité. Ils peuvent attribuer la faute à l'autre, en disant que c'est la fille qui «l'a cherché» par son comportement ; ou, comme à Courbevoie, lorsqu'un mineur accuse la jeune fille victime d'avoir caché sa judéité, ce qui légitimerait les sévices subis. Seule une peine de prison, même courte selon l'âge, signifiera la gravité de l'acte, mais le fait de rejeter la faute sur la victime n'est pas de bon pronostic. D'autres ont une histoire personnelle traumatique, ayant eux-mêmes vécu des agressions sexuelles, et violent lors d'un ressurgissement en eux de l'image de l'agresseur, sans attribuer leurs actes à la faute de l'autre. Ils ont une souffrance accessible à une psychothérapie. Et bien d'autres situations encore. Mais dans tous les cas, il est difficile d'avoir un résultat et d'empêcher la récurrence sans un cadre pénal clair et suffisant. Je laisse de côté les actes incestueux qui eux aussi ont une spécificité.

Les conséquences pour les victimes sont majeures. À la différence des coups, qui lorsqu'ils ne sont pas mortels, restent à la «surface» du corps, la pénétration sexuelle contrainte s'accompagne d'un vécu d'impuissance majeure, de terreur avec sidération, de honte, de souillure ineffaçable. Même en cas de «succès» thérapeutique, en particulier grâce à la méthode EMDR, il reste souvent une trace du traumatisme initial.

La première prévention, c'est la loi, qui permet l'exemplarité de la peine et qui devrait être enseignée précocement au collège ainsi que ses conséquences, encore faudrait-il une loi adaptée et appliquée dans la réalité. ■

\*Maurice Berger a notamment publié «*Sur la violence gratuite en France*» (L'Artilleur, 2019) et «*Séparation conflictuelle des parents. Quel mode de garde pour l'enfant ?*» (Dunod, 2023).

# «Comment le futur gouvernement pourra-t-il résoudre le problème de l'insécurité?»



La sécurité devra être la priorité du prochain gouvernement, argue l'avocat\*, qui fournit des pistes pour répondre à l'inquiétude des Français.

**L**a sécurité figure sans doute parmi les défis les plus urgents pour le prochain gouvernement. Structuellement bien sûr, puisque le résultat des élections européennes et l'ensemble des sondages démontrent qu'il s'agit là d'un sujet de préoccupation majeur quelles que soient la couleur politique ou l'origine géographique de nos compatriotes. Il ne s'agit pas d'un simple «ressenti» comme certains aiment encore à le dire, mais d'une réalité. Les derniers chiffres de la délinquance sont en effet très préoccupants, tant en valeur absolue qu'en tendance. Un exemple parmi mille recueillis ces derniers temps auprès de mes nombreux interlocuteurs élus locaux ou fonctionnaires : le vice-président d'une région me confiait début juin que la violence ne montait plus «*de mois en mois*», mais désormais «*de semaine en semaine*». Le nouvel exécutif va devoir agir vite.

Le premier défi sécuritaire sera d'assurer la sécurité des Jeux olympiques et celle de nos concitoyens sur l'ensemble du territoire national pendant cet événement majeur. Sauf survenance de faits d'une particulière gravité, il ne me semble pas envisageable de revenir sur le travail important réalisé depuis des années par le ministre de l'Intérieur, Gérard Darmanin, avec l'ensemble des équipes mobilisées, à commencer par la préfecture de police de Paris sous la houlette rassurante du préfet de police Laurent Nuñez.

Mais la sécurité restera une priorité après des JO dont une lucide inquiétude n'empêche naturellement pas de souhaiter ardemment la réussite.

C'est pourquoi il me semble indispensable d'adapter l'organisation du ministère de l'Intérieur afin d'optimiser la capacité de ses équipes. Face à un continuum de menaces globales aux origines très diverses, susceptibles de mobiliser au-delà des seules forces de sécurité intérieures, il faut renforcer la coordination entre les cabinets des ministres de l'Intérieur et des Armées, avec la présence formalisée d'un conseiller militaire à Beauvau et de conseillers police et gendarmerie à l'hôtel de Brie.

**«Face à un continuum de menaces globales aux origines très diverses, susceptibles de mobiliser au-delà des seules forces de sécurité intérieures, il faut renforcer la coordination entre les cabinets des ministres de l'Intérieur et des Armées»**

Face aux crises variées (violences urbaines, terrorisme, accidents collectifs ou industriels, événements climatiques...) qui se produisent de façon toujours plus rapprochée, il me paraît désormais indispensable de pérenniser au ministère de l'Intérieur un CPCO (Centre de planification et de conduite des opérations) sur le modèle (évidemment adapté) de celui des armées situé à Balard. La Sécurité civile y jouerait un rôle important, et les différents partenaires interministériels susceptibles d'être impliqués y auraient chacun leur

place. L'idée serait de pérenniser en l'adaptant, le Centre de commandement stratégique mis en place pour les JO.

Au-delà de ces réflexions tactiques, l'état du pays et la multiplicité des crises conduisent à réfléchir au périmètre même du ministère de l'Intérieur. L'accompagnement de nos régions et territoires d'outre-mer pourrait ainsi justifier de recréer un ministère autonome.

Et l'immigration, dont j'ai maintes fois eu l'occasion de souligner qu'il s'agissait de la mère de toutes les batailles, me semble éligible à un ministère délégué ou à un secrétariat d'État.

Il s'agit là de pistes de réflexion sur la façon la plus efficace de reprendre la main dans un contexte sécuritaire dégradé, et des idées opérationnelles claires peuvent y être rapidement associées. Mais la clé réside dans la détermination des femmes et des hommes dévoués à la sécurité de nos compatriotes : policiers, gendarmes, militaires, mais aussi policiers municipaux, douaniers et surveillants pénitentiaires. Nos prochains gouvernants devront tous leur apporter un soutien sans faille dans les moments les plus compliqués. Cela commencera par l'impérieuse nécessité d'assumer enfin une cohérence politique entre le premier ministre et les ministres de l'Intérieur et de la Justice. Ce serait une première depuis quatorze ans, et ce serait déjà en soi un grand pas de franchi pour la sécurité de nos compatriotes. ■

\*Avocat au barreau de Paris, Thibault de Montbrial est président du Centre de réflexion sur la sécurité intérieure. Dernier livre paru : «*Osons l'autorité*» (L'Observatoire, 2020).

LE FIGARO  
Billetterie

Théâtre

Humour

Musique

Tous vos spectacles sur [billetterie.lefigaro.fr](https://billetterie.lefigaro.fr)



# La France hors jeu en Europe



CHRONIQUE  
Nicolas Baverez

Les élections européennes n'ont pas déclenché la déferlante attendue de l'extrême droite au Parlement, excepté en France avec la victoire écrasante du RN. Par sa décision insensée de dissoudre l'Assemblée nationale, Emmanuel Macron a transformé un ultime avertissement lancé par les Français à leurs dirigeants en arme de destruction massive de notre démocratie, ouvrant grand la voie à l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite. Les répliques du séisme télescopent aussi l'Union européenne en retardant la mise en place des nouvelles institutions et en provoquant un effacement sans précédent de la France dans les processus de décision communautaires.

Les élections européennes de 2024 se traduisent par une inflexion et non pas une révolution du Parlement. Le PPE sort renforcé avec 190 députés et occupe désormais une position centrale. Les centristes de Renew (80 sièges contre 102) et les Verts (52 sièges députés contre 71) sont les grands perdants. Le vrai visage du Parlement dépendra cependant de la structuration des trois pôles d'extrême droite (ECR, ID et NI avec respectivement 83, 51 et 31 députés). Leur rapprochement éventuel autour du groupe ECR conduit par Giorgia Meloni est suspendu aux résultats des élections législatives françaises et à la possible accession du RN au gouvernement.

Avant la dissolution de l'Assemblée, le scénario privilégié était la reconduction d'Ursula von der Leyen par la même majorité au prix d'un infléchissement à droite sur l'environnement et l'immigration. En cas de victoire du RN et d'un accord avec ECR, le PPE pourrait être tenté par une alliance des droites. Le paradoxe veut ainsi que la mise en place du nouveau Parlement européen est conditionnée par les élections législatives françaises, alors même que la France a perdu toute influence en raison de sa faible présence au sein des groupes qui formeront la future majorité.

Pour les mêmes raisons, le Conseil européen a échoué à conclure sur la nomination des postes clés de l'Union. Lors du G7, Emmanuel Macron et Olaf Scholz s'étaient accordés sur la désignation d'Ursula von der Leyen (PPE) comme présidente de la Commission, Antonio Costa (socialiste) à la tête du Conseil européen, Roberta Metsola (PPE) comme présidente du Parlement pour deux ans et demi

avant de céder la place à un socialiste, Kaja Kallas (Renew) en tant que haut représentant de l'UE. Là encore, Giorgia Meloni, écartée des discussions informelles, a bloqué toute décision dans l'attente du résultat des élections françaises. Et ce, au moment même où la Hongrie de Viktor Orban prend à partir du 1<sup>er</sup> juillet et pour six mois la présidence de l'Union avec pour slogan « Make Europe great again », en écho aux élections présidentielles américaines où Donald Trump fait plus que jamais figure de favori.

Giorgia Meloni acte ainsi la perte d'influence du moteur franco-allemand en panne sèche, tout en se vengeant d'Emmanuel Macron qui l'avait humiliée à ses débuts en prétendant la placer sous surveillance. Elle prolonge son succès lors du sommet du G7 organisé à Borgo Egnazia en présence du pape François, qui a décidé une aide de 50 milliards de dollars pour l'Ukraine financée par les revenus des avoirs russes gelés, le soutien au plan Biden

**Le pari délirant de la dissolution ne menace pas seulement de ruiner notre économie mais aussi de faire éclater l'euro, ce que nos partenaires n'entendent pas nous laisser faire**

pour un cessez-le-feu immédiat à Gaza, le renforcement de la lutte contre les migrations irrégulières et la mise en place d'un plan d'action pour l'intelligence artificielle.

Le sommet européen a surtout entériné la marginalisation de la France et sa mise au ban de l'Union en raison des risques financiers, sociaux et politiques qu'elle présente pour elle-même comme pour la construction européenne.

C'est désormais la France qui se trouve sous étroite surveillance. Des agences de notation avec la dégradation de sa signature. De la Commission européenne qui a ouvert une procédure pour déficit excessif à la suite de son dérapage à 5,5 % du PIB en 2023. De la BCE qui exige une diminution de la dette qui atteint 3100 milliards d'euros et qui resserre sa supervision sur les banques françaises en demandant une comptabilisation plus rigoureuse des crédits immobiliers. Alors que 25 milliards d'euros d'économies seraient nécessaires pour tenir la cible

d'un déficit de 4 % du PIB en 2025, les trois blocs qui s'affrontent lors des législatives prévoient tous des dépenses supplémentaires non financées, à hauteur de 1 % à 1,5 % du PIB pour le centre, 3 % à 3,5 % du PIB pour le RN, 5 % à 6 % du PIB pour le Nouveau Front populaire. Ceci rend inévitable un choc financier majeur qui s'étendra aux banques et aux assurances qui portent 350 milliards de dette française, puis à la zone euro au sein de laquelle la France possède une dimension systémique. Le pari délirant de la dissolution ne menace pas seulement de ruiner notre économie mais aussi de faire éclater l'euro, ce que nos partenaires n'entendent pas nous laisser faire. Pas plus que les marchés, ils ne feront preuve de la moindre indulgence. Le temps de l'impunité est terminé.

Le basculement de notre pays dans une instabilité politique chronique crée également une forte incertitude sur sa ligne diplomatique et stratégique, tout particulièrement sur sa position vis-à-vis de la menace existentielle que représente la Russie, de la guerre d'Ukraine et de la sécurité de l'Europe. Une cohabitation entre Emmanuel Macron et Jordan Bardella poserait des questions inédites sur la ligne et la conduite de la défense, de la diplomatie et du renseignement, dès lors que, contrairement à 1986 et 1997, les deux têtes de l'exécutif ne partageraient pas des valeurs communes et une vision identique des intérêts fondamentaux de la France.

Au-delà du discrédit complet d'Emmanuel Macron en Europe, la France se met donc hors-jeu au sein de l'Union dans une période décisive. Dans les prochains mois, seront en effet arrêtées des orientations déterminantes pour notre avenir dans les domaines de la réindustrialisation et de riposte au dumping de la Chine, du rattrapage du déficit de croissance et de compétitivité qui s'est creusé avec les États-Unis (PIB en hausse de 54,4 % depuis 2015 contre 3,3 % pour la zone euro), de la défense du continent face à la menace de la Russie, de l'ouverture des négociations formelles pour l'adhésion de l'Ukraine et de la Moldavie. Elles seront largement prises non pas contre mais sans la France, du fait de son effondrement économique, financier, politique et moral. Tout à son narcissisme, Emmanuel Macron n'a pas seulement dissous son quinquennat mais aussi la position de la France dans l'Union européenne. ■

# La folle soirée du 7 juillet, tentative de politique-fiction

DESSIN CLAIREFOND



SAMUEL FITOUSSI

Chaque semaine, pour *Le Figaro*, notre chroniqueur pose son regard ironique sur l'actualité. Aujourd'hui, il se livre à un exercice de politique-fiction : imaginer le soir des élections du 7 juillet, et les prémices de l'alliance entre François Hollande et Xavier Bertrand.

**D**imanche 7 juillet, 20 heures. La sentence tombe. Le RN et ses alliés obtiennent une majorité relative avec un total de 260 députés ; le Front populaire décroche 180 sièges ; le bloc central, 120. Sur les plateaux télé, les commentateurs se succèdent, et avec eux, l'enthousiasme, la sidération, la colère, la peur. Les présentateurs, sonnés, laissent planer les silences (Anne-Sophie Lapix laisse même parler ses invités sans les interrompre). Chacun a conscience de vivre un moment historique (la libération pour les uns, le début de l'occupation pour les autres). Sur TF1, Rachida Dati accuse Ciotti d'avoir trahi son parti ; elle-même n'aurait jamais fait cela. David Lisnard déplore l'absence de proposition libérale en France, invoquant Hayek, Schumpeter et Bastiat ; il perd légèrement Bruce Toussaint. Sur BFMTV, Xavier Bertrand se réjouit du fait que, dans sa circonscription, le candidat marxiste du Nouveau Parti anticapitaliste – qui souhaite abolir la propriété privée et supprimer la police – ait battu celui du RN. Lucide, Xavier Bertrand sait hiérarchiser les dangers. Les Républicains n'ont d'ailleurs décroché que dix-sept sièges, mais au moins, ils n'ont pas frayed avec les extrêmes, et seront en pole position pour incarner l'alternance en 2027 : les Français les attendent, ils en sont convaincus. Et si ce n'est pas 2027, eh bien ce sera 2032, 2037, ou au pire, 2047. Tout vient à point à qui sait attendre.

**20h15.** Sur le service public, la gauche et l'extrême gauche appellent à contester le résultat des urnes pour sauver la démocratie. (Paradoxalement, le seul parti présenté comme un « danger pour la démocratie » est celui dont les oppositions refusent l'accès démocratique au pouvoir). Dans son QG, Jean-Luc Mélenchon commence à comprendre qu'il ne sera jamais premier ministre. Il se lance dans une violente diatribe contre les responsables de sa défaite : Serge Klarsfeld et Enrico Macias.

**20h30.** Sur LCI, des figures de l'ex-majorité présidentielle expriment un timide mea-culpa. Plutôt que de traiter les électeurs du RN de racistes, explique Éric Dupond-Moretti, nous aurions dû manifester davantage de pédagogie, leur expliquer en quoi l'immigration est une richesse, une force, une chance pour notre pays. En somme, nous n'aurions pas dû prendre les électeurs du RN pour des fachos, mais plutôt pour des idiots. Certains députés sortants, membres de l'aile droite de la macronie, s'interrogent : pouvons-nous déplorer le clientélisme de l'extrême gauche – stratégie dont on s'aperçoit qu'elle fonctionne – alors que c'est en partie nous qui avons laissé s'installer en France la clientèle ? Quant à notre ligne, n'a-t-elle pas manqué de clarté, notre projet de lisibilité ? Était-il par exemple judicieux de nommer successivement Jean-Michel Blanquer, Pap Ndiaye, Gabriel Attal et Nicole Belloubet à l'Éducation nationale ? De fermer Fessenheim avant d'annoncer relancer le nucléaire ? De faire campagne sans programme, avec comme unique argument celui d'être la moins mauvaise option, comme unique horizon celui de gérer tranquillement le déclin du pays ? Hors des plateaux, les ténors de la majorité multiplient les coups de téléphone – tantôt à des entreprises privées, tantôt au Front populaire, tantôt au RN – pour se trouver un point de chute. Ils le pressentent : le macronisme était pour eux une parenthèse enchantée, mais, en raison des dynamiques idéologiques et démographiques présentes, nous nous trouvons sans doute au commencement de plusieurs décennies d'affrontement du bloc nationaliste et du bloc islamo-gauchiste.

**21 heures.** Deux questions sont sur toutes les lèvres : Jordan Bardella ira-t-il à Matignon avec une majorité relative ? Une coalition majoritaire peut-elle se dégager ? En coulisses, les dix-sept députés LR sont courtisés à la fois par le RN (ensemble, ils

auraient – de justesse – une majorité à l'Assemblée et pourraient gouverner) et par le bloc central, allié au Front populaire, qui souhaite former un gouvernement d'union nationale – allant de Philippe Poutou à Laurent Wauquiez – contre le RN. Les Républicains sont tiraillés. Jamais un groupe parlementaire aussi petit n'aura eu à jouer un rôle aussi décisif. L'accord avec la gauche semble avoir la faveur des ténors du parti. Certes, l'extrême gauche est aujourd'hui antisémite, concède Xavier Bertrand, mais le RN – c'est bien plus grave – l'était dans le passé. Certes, le RN ne semble plus d'extrême droite alors que La France insoumise – par sa complaisance envers le conservatisme islamiste, sa fascination pour la violence, sa haine réactionnaire de nos sociétés – l'est, reconnaît Valérie Pécresse, mais, qui sait, Marine Le Pen cache peut-être son jeu.

**22 heures.** Gérard Larcher menace de s'immoler par le feu en cas d'accord avec le RN. LR intègre donc une grande coalition pour faire obstacle à la haine avec LFI. François Hollande est nommé à Matignon, Mathilde Panot aux Affaires étrangères, Thomas Piketty à l'économie, Aymeric Caron aux relations avec le Hamas. Première mesure du gouvernement : la réécriture en écriture inclusive des 80 milliards de pages de documents administratifs du pays. ■

**le club**  
**LE FIGARO**  
**Politique**

Ce soir à **22h30** sur  
**Le Figaro TV**, présenté  
par **Yves Thérard**

## LE FIGARO

**Dassault Médias**  
(actionnaire à plus de 95%)  
23-25, rue de Provence  
75009 Paris  
**Président-directeur général**  
Charles Edelstenne  
**Administrateurs**  
Thierry Dassault,  
Olivier Costa de Beauregard,  
Benoît Habert,  
Rudi Roussillon

**SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS**  
(société éditrice)  
23-25, rue de Provence  
75009 Paris

**Président**  
Charles Edelstenne

**Directeur général,  
directeur de la publication**  
Marc Feuillée

**Directeur des rédactions**  
Alexis Brézet  
**Directeur délégué de la rédaction**  
Vincent Trémolet de Villers

**Directeurs adjoints de la rédaction**  
Gaëtan de Capèle (Économie),  
Laurence de Charette  
(pôle audiovisuel), Anne-Sophie  
von Claer (Style, Art de vivre, F),  
Philippe Gélie (International),

Anne Huet-Wuillème (Édition,  
Photo, Révision, DA),  
Jacques-Olivier Martin (directeur  
de la rédaction du Figaro.fr),  
Étienne de Montety (Figaro  
Littéraire), Bertrand de Saint-  
Vincent (Culture, Télévision),  
Yves Thérard (Enquêtes,  
Opérations spéciales, Sports,  
Sciences).

**Directeur artistique**  
Pierre Bayle  
**Rédacteur en chef**  
Frédéric Picard (Web)  
**Directeur délégué  
du pôle news**  
Bertrand Gié  
**Éditeurs**  
Robert Mergui  
Anne Pican

**FIGAROMÉDIAS**  
23-25, rue de Provence, 75009 Paris  
Tél. : 01 56 52 20 00  
Fax : 01 56 52 23 07

**Président-directeur général**  
Aurore Domont  
**Direction, administration, rédaction**  
23-25, rue de Provence  
75009 Paris  
Tél. : 01 57 08 50 00  
direction.redaction@lefigaro.fr

**Impression** L'imprimerie, 79, rue de Roissy  
93290 Tremblay-en-France  
Midi Print, 30600 Gallargues-le-Montueux  
ISSN 0182-5852

**Commission paritaire** n° 0426 C 83022  
**Pour vous abonner** Lundi au vendredi de 7h à 18h :  
sam. de 8h à 13h au 01 70 37 31 70. Fax : 01 55 56 70 11.  
Gérez votre abonnement, espace Client : [www.lefigaro.fr/client](http://www.lefigaro.fr/client)  
**Formules d'abonnement pour 1 an – France métropolitaine**  
Club Prestige : 599 €. Club : 529 €. Semaine : 415 €. Week-end  
Prestige : 429 €. Week-end : 359 €.

Imprimé sur papier issu de forêts gérées durablement.  
Origine du papier : Allemagne. Taux de fibres recyclées : 100%.  
Ce journal est imprimé sur un papier UPM porteur de l'Ecolabel européen  
sous le numéro FI/011/001. **Eutrophisation** : Ptot 0,002 kg/tonne de papier.



Ce journal  
se compose de :  
Édition nationale  
1<sup>er</sup> cahier 16 pages  
Cahier 2 Économie  
8 pages  
Cahier 3 Le Figaro  
et vous 8 pages  
Cahier 4 Partner Outgo  
6 pages



# Dominique Folscheid : « Quand Jean de La Fontaine raconte Emmanuel Macron »



PAR  
**Marie-Laetitia Bonavita**

L'universitaire convoque le bestiaire de l'immense fabuliste pour appréhender, non sans malice, la présidence Macron, ses crises et ses convulsions. Un sujet plus que d'actualité avec la récente dissolution.

Jean de La Fontaine aurait de quoi se régaler en observant la situation politique française actuelle. Dissolution précipitée, combines entre partis, trahisons en tous genres... renvoient au génial bestiaire du fabuliste du Grand Siècle. Emmanuel Macron serait ainsi une chauve-souris et un lion « en même temps », Jean-Luc Mélenchon, une tortue, Raphaël Glucksmann, un canard. Professeur émérite de philosophie morale et politique à l'université Paris-Est, Dominique Folscheid publie *En même temps. Quand Jean de La Fontaine raconte Emmanuel Macron*, aux Éditions du Cerf.

LE FIGARO. - Le sous-titre de votre livre est : « *Quand Jean de La Fontaine*



« *Macron espère un "Tous pour Macron". Au risque que "Macron ou le chaos" se transforme en "Macron et le chaos"* », remarque Dominique Folscheid. SEBASTIEN SORIANO/LE FIGARO

raconte Emmanuel Macron ». Parmi le bestiaire du fabuliste du Grand Siècle, à quel animal le président de la République peut-il être comparé après son annonce d'une dissolution, au lendemain des européennes ? DOMINIQUE FOLSCHIED. - En dissolvant l'Assemblée nationale, c'est la foudre du Macron jupitérien qui s'est abattue sur les élus, provoquant un chaos général. Notre monarque républicain se retrouve dans le rôle du roi Lion de la fa-

ble de La Fontaine qui l'inscrit dans la logique sacrificielle développée dans *Les Animaux malades de la peste*. Il est confronté à une « peste » qui n'a rien à voir avec la maladie de ce nom. Celle-ci est de nature politique : l'anarchie qui menace de plonger la société dans le chaos et met en péril le pouvoir de celui qui le détient. Le président l'a reconnu : notre pays vit « *une fièvre, un désordre* ». Et le résultat des élections européennes est sans appel : « Tous contre Macron » !

Que vise alors le « Lion Macron » ? Il s'interroge sur celui qui jouera le rôle de l'Âne de la fable, sacrifié comme bouc émissaire pour mettre fin à cette orgie de violence mimétique. Comme le Lion, Macron a commencé par une confession : « *Une colère est là, il lui faut un débouché*. » Mais pour arracher la France et l'Europe aux griffes des extrémistes, il est prêt à faire comme le Lion : « *Je me dévouerai donc s'il le faut*. » En ajoutant aussitôt « qu'il est bon que chacun s'accuse ainsi que moi », car la justice exige que « le plus coupable périsse ». Un « en même temps » mélangeant le « se » sacrifier et le « soit » sacrifié, au profit du second. Destiné à passer le mistigri aux autres grands fauves de la politique.

Cela n'a pas traîné... En effet. Déjà tiraillé, le parti LR a explosé : haro sur Éric Ciotti ! Chez Reconquête, le divorce entre Marion Maréchal et Éric Zemmour a été précipité : haro sur les deux ! La gauche, encore plus divisée, s'est unie en surface, avec un Mélenchon qui fait profil bas pour ne pas servir d'épouvantail à électeurs. Mais, se prétendant lui-même « Tortue électorale » selon la consigne « *Rien ne sert de courir ; il faut partir à point* », il lui faut de l'aide pour voler vers le pouvoir. Ce qu'il a fait, comme dans la fable, en s'accrochant par la mâchoire à un bâton que deux canards - Olivier Faure et Raphaël Glucksmann - tenaient dans leur bec. Pour les partisans de ce dernier, une trahison : haro sur Glucksmann !

Que peut en attendre Emmanuel Macron ? Il sait qu'une fois en l'air, la Tortue Mélenchon ouvrira la mâchoire pour se proclamer « reine des Tortues » et qu'elle ira s'écraser sur le sol. En attendant, le Nouveau Front populaire remplaçant un Front républicain qui a perdu ses cornes depuis longtemps, lâchera le « *Tous contre Macron* » pour le « *Tous contre le RN* ». Haro sur l'Âne Bardella, le Baudet de Marine, « ce pelé, ce galeux » d'où vient tout le mal, ce porteur de la « peste brune », hautement contaminante ! Et après ? Macron espère un « Tous pour Macron ». Au risque que « *Macron ou le chaos* » se transforme en « *Macron et le chaos* ». Parce que les idiots utiles que sont les antifas et les black blocs déferlant dans nos rues pousseront les électeurs à prendre leur revanche dans les urnes.

À quels autres animaux des fables de La Fontaine Emmanuel Macron pourrait-il être rapproché depuis son arrivée en politique ? La Fontaine étant le véritable inventeur du « en même temps », Macron pourrait être identifié à la Chauve-Souris du fabuliste. Face aux deux Belettes qui voulaient la dévorer, celle-ci objectait à la

première « *Je suis Oiseau, voyez mes ailes* » et à la seconde « *Je suis Souris : vivent les Rats !* » Une fable politique, où la Chauve-Souris représente ceux qui ne voulaient ni rallier le camp du roi ni celui des frondeurs et optaient pour les deux « en même temps » : « *Le sage dit, selon les gens : / Vive le Roi, Vive la Ligue*. » À l'image de Macron, qui a joué du « ni-ni » pour échapper à tous ses rivaux, puis a adopté le « et-et », devenu sa marque de fabrique. Aux gens de droite que rebutaient ses ailes de gauche, il a exhibé ses poils de Rat. À ceux de gauche qui voyaient en lui un Rat de droite, il a fait valoir ses ailes d'Oiseau. Une fois démontré qu'il n'était ni de droite ni de gauche, il pouvait soutenir qu'il était les deux « en même temps ». C'est ainsi qu'il est devenu le roi de l'hypercentre. Ce dispositif lui a été utile un bon moment avant de se retourner contre lui. Car à force de vouloir contenter tout le monde, on finit par avoir tout le monde contre soi. Ce que La Fontaine, dans une autre fable, avait prévu : « *Arrière ceux dont la bouche / Souffle le chaud et le froid !* » Malédiction du « en même temps » ! Nous en sommes là...

**« (Le Lion Macron) s'interroge sur celui qui jouera le rôle de l'Âne de la fable, sacrifié comme bouc émissaire pour mettre fin à cette orgie de violence mimétique »**

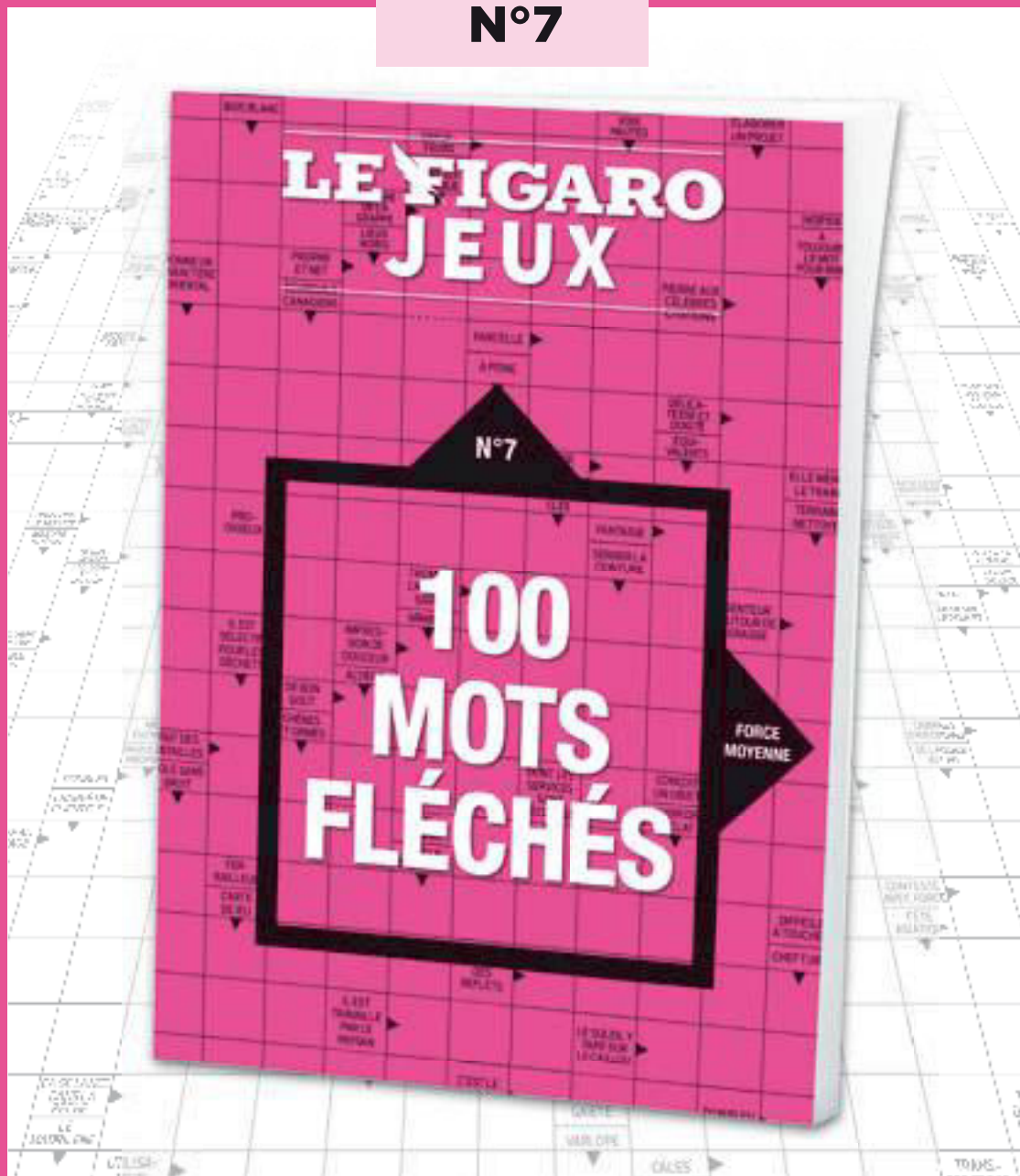
**Dominique Folscheid** Philosophe

Et pour ses prédécesseurs ? À la grande époque du « Bébête show », Jacques Chirac était un Aigle et François Mitterrand une Grenouille. Et François Hollande ? Pour affronter Nicolas Sarkozy, il avait revêtu la peau du Lion en troussant une anaphore à tiroirs qui avait cloué son adversaire sur son siège. Mais juste oublié que l'une de ses oreilles d'Âne dépassait de la peau... Vite passé de « président normal » à « pas président du tout », abreuvé de sobriquets, il s'était fait doubler par un Macron qui avait revêtu la peau du Renard. En 2022, pour la présidentielle, le panel s'était enrichi. Qui menaçait la Chauve-Souris Macron ? Les deux Belettes nommées Marine Le Pen et Valérie Pécresse. Mais aussi Jean-Luc Mélenchon, la fameuse « Tortue électorale ». Sans oublier Éric Zemmour, qui avait déserté son rôle de trouble-fête médiatique pour adopter celui du Moucheron, capable de rendre fou le roi Lion par ses piqures. Restaient les Verts, Yannick Jadot représentant le Rat des champs et Sandrine Rousseau, introuvable chez La Fontaine, la Sphinx, la mangeuse d'hommes, pour qui « *le patriarcat tue le climat* ». À l'arrière-plan, Greta Thunberg continuait à harceler tout le monde comme Mouche du coche écologique, en croyant faire avancer la machine.

Peut-on par analogie à La Fontaine comparer l'Âne occidental au Dragon Poutine ? Dragon, je ne sais pas. Une certitude : Poutine incarne l'Ours russe depuis des lustres. Macron a d'abord cru qu'il pouvait « en même temps » soutenir l'Ukraine et jouer de la flûte devant Poutine. Quitte à aller le visiter dans son antre du Kremlin, assis en face de lui au bout de sa table de six mètres de long. Il a ensuite compris qu'un Coq gaulois ne pesait pas lourd face à un Ours, mais qu'en se dressant sur ses ergots, il pouvait animer la résistance. Fin du « en même temps » !

Et pourquoi comparez-vous l'Europe à « une dinde » ? L'Europe se comporte encore pour partie comme cette « dinde inductiviste » qui a passé des mois à répéter « jusqu'à, tout va bien », alors que le Thanksgiving day, jour où elle finira déplumée et rôtie, approche à grands pas. Une Europe qui avait cru bon, après la fin de l'Union soviétique, de se passer au cou le cordon étrangleur du gaz russe et de laisser Poutine faire ses emplettes dans les marges de son empire. Elle avait juste oublié « *qu'il ne faut jamais / Vendre la peau de l'Ours qu'on ne l'ait mis par terre* ». Et donc ignoré le conseil de La Fontaine de s'en tenir à l'adage des Romains : « *Si tu veux la paix, prépare la guerre*. » Tandis que Poutine, lui, préparait la guerre pour faire la guerre. ■

NOUVEAU  
N°7



**6 € 90** 100 MOTS FLÉCHÉS DU FIGARO  
EN VENTE ACTUELLEMENT chez tous les marchands de journaux et sur [www.figarostore.fr](http://www.figarostore.fr)



# LE FIGARO économie



**EMPLOI**  
**QUAND LES ENTREPRISES**  
**RECRUTENT EN PRISON**  
**PAGE 21**

**LÉGISLATIVES**  
**CHEZ LES ÉCONOMISTES AUSSI,**  
**LA CAMPAGNE TOURNE**  
**À LA FOIRE D'EMPOIGNE** **PAGE 24**



Julia Cagé,  
économiste,  
du Nouveau  
Front populaire.

## Entreprises : la course à l'intelligence artificielle

Pour apprivoiser au plus vite l'IA générative et en tester tous les cas d'usage, les entreprises créent en interne des structures dédiées.

Les « IA factories » poussent comme des champignons dans les entreprises de toutes tailles. Il s'agit de petites structures transversales, dont la mission est d'imaginer et de tester toutes les possibilités de l'intelligence artificielle générative appliquées à leurs propres

activités. L'enjeu de ces laboratoires internes est de structurer les efforts de chaque société dans le domaine de l'IA, de susciter des idées et d'identifier les cas d'usage les plus pertinents pour lesquels la déployer. Les projets se multiplient en conséquence. Chez So-

dexo, l'IA est appelée en renfort d'une application de commandes de repas au bureau. Chez Saint-Gobain, elle sert à générer un manuel, dans toutes les langues, à partir d'une vidéo de démonstration. Chez L'Oréal, ce sont les essais en laboratoire pour tester les

colorations qui sont divisés par quatre. La révolution de l'IA ne s'arrêtera pas aux robots conversationnels. Projet après projet, la diffusion de cette technologie s'apprête à modifier en profondeur la plupart des fonctions des entreprises. **PAGE 25**



Une crique en Croatie.

## Tourisme : les promotions font leur grand retour cet été

Après deux années folles d'envolée des prix à la suite de la crise du Covid, le tourisme revient à la normale. La demande s'assagit, les prix aussi. Au point que des offres chocs sont aujourd'hui proposées, y compris pour cet été.

**PAGES 20 ET 21**

## > FOCUS BNP PARIBAS DÉTRÔNÉ EN BOURSE PAR SANTANDER

C'est l'une des conséquences de l'incertitude politique qui secoue le pays depuis le 9 juin. BNP Paribas vient de perdre son titre de première capitalisation boursière des banques de la zone euro. Elle est détrônée par l'espagnole Santander, désormais valorisée en Bourse 68,64 milliards d'euros, contre 67 milliards d'euros pour BNP Paribas.

Depuis l'annonce de la dissolution de l'Assemblée nationale, les banques françaises sont attaquées en Bourse. BNP Paribas a ainsi perdu 10,6% depuis le 10 juin, Société générale 15% et Crédit agricole 11%. Ces établissements sont les plus sensibles aux instabilités politiques, car ils sont le reflet de l'économie du pays. Aujourd'hui, les investisseurs craignent que les élections législatives débouchent sur une majorité pour le Rassemblement national (RN) ou le Nouveau Front populaire, dont les programmes économiques onéreux risquent de peser sur les finances publiques, ou encore sur une assemblée ingouvernable. Le taux de l'emprunt d'État français, l'OAT, pourrait alors grimper, ce qui affecterait les coûts de financement des banques tricolores sur les marchés. « Les banques détiennent un montant important de dettes et elles seraient probablement celles qui souffriraient le plus de la hausse des coûts du crédit », avance Lilia Peytavin, stratège chez Goldman Sachs. Les investisseurs s'inquiètent également d'une possible mise en place d'impôts exceptionnels sur les bénéfices et de taxes sur les dividendes. »

Pour Santander, tout va bien : la banque a enregistré 11 milliards d'euros de profits l'an dernier. **D. G.**

### le **PLUS** du **FIGARO ÉCO**

#### UN AUTRE REGARD

Une campagne témoin d'un rapport détraqué au travail

**PAR ANNE DE GUIGNÉ**  
**PAGE 24**

#### LIBRES ÉCHANGES

Les Français se plaignent de leur pouvoir d'achat, jamais de leur pouvoir producteur

**PAR JEAN-PIERRE ROBIN**  
**PAGE 24**

#### MATIÈRES PREMIÈRES

Au Canada, le phosphate gagne ses galons de minéral critique

**PAGE 22**

### L'HISTOIRE

## Covid : le sauvetage des compagnies aériennes a rapporté gros à l'Oncle Sam

C'est une bonne nouvelle pour les contribuables américains. Quatre ans après le début de la crise sanitaire, ils viennent de tirer profit des aides accordées alors par le gouvernement fédéral à onze compagnies aériennes pour leur éviter la faillite. En avril 2020, alors que les États-Unis étaient confinés et les avions cloués au sol, Washington avait adopté un plan de sauvetage de 25 milliards de dollars pour préserver les emplois dans le secteur aérien. Le gouvernement avait alors reçu en échange des « warrants », des produits financiers pouvant être convertis en actions, devenant de fait un actionnaire minoritaire de ces onze compagnies aériennes (American Airlines, Delta Air Lines, United Airlines, Alaska Airlines, Southwest Airlines...) cotées

en Bourse. Le Trésor américain a finalement mis ces options d'achat aux enchères (au prix de l'action en 2020) entre le 3 juin et le 13 juin et récolté près de 557 millions de dollars, qui reviennent aux contribuables. « Nous avons mis ces "warrants" aux enchères (...) pour en récupérer la valeur pour les contribuables d'une manière ordonnée, équitable et transparente, a expliqué le Trésor américain vendredi. L'aide apportée dans le cadre de ces programmes a permis de protéger des centaines de milliers d'emplois et de maintenir la capacité des infrastructures essentielles pendant la pandémie. »

Le plan d'aide au secteur aérien faisait partie du vaste plan de soutien économique, de 2 200 milliards de dollars, adopté par le Congrès sous l'Administration de Donald Trump. ■ **DANIELÉ GUINOT**



Et si le meilleur de l'intelligence artificielle était au service de votre métier ?

Avec les solutions IA de Cegid, élevez votre potentiel et entrez dans le futur de votre métier.

**cegid**

[cegid.com](http://cegid.com) Ouvrir les possibles



Mathilde Visseyrias

**Après deux années de fortes hausses des prix, le soufflé retombe. La mollesse de la demande oblige les professionnels à brader des prix en haute saison.**

Les arbres ne montent pas jusqu'au ciel. Après deux étés d'une envolée folle des prix dans le tourisme, le soufflé retombe. Habités à payer le prix fort depuis la fin du Covid, les vacanciers peuvent même trouver de bonnes affaires, en juillet surtout, mais aussi en août. « C'est le grand retour des promotions, sur certaines destinations », lance Mélanie Lemarchand, responsable de Lidl Voyages.

Étonnamment, le distributeur de voyages signe ses meilleures ventes en Europe, Croatie (+90 % par rapport à l'été dernier) et Italie (+56 %) en tête. À l'inverse, ses trois destinations traditionnellement phares, Tunisie (-31 %), Égypte (-28 %) et Maroc (-30 %), font grise mine. Elles ont beau être les moins chères du catalogue, elles ne rassurent pas les clients de Lidl Voyages. Les voilà bradées en plein été, avec des réductions allant de 25 % à 45 % pour des départs jusqu'au 15 juillet.

Entre les tensions géopolitiques internationales, un pouvoir d'achat toujours sous pression à quoi s'ajoute un calendrier bouleversé comme jamais par les Jeux olympiques et la convocation d'élections législatives les 30 juin et 7 juillet, les professionnels du tourisme perdent leurs repères. L'été, qui semblait bien parti, n'est plus à la hauteur des espérances. Il reste de la place un peu partout.

En plus d'« offres choc », Leclerc Voyages proposera début juillet des enchères sur certains séjours (Grèce, Andalousie, République dominicaine, Tunisie, Canaries...). La formule a déjà permis entre 29 % et 38 % d'économies depuis janvier.

Du côté des compagnies aériennes, easyJet a lancé fin mai des réductions allant jusqu'à 15 % sur une sélection de vols cet été. Pour remplir ses avions, Ryanair fait plus de tarifs promotionnels, en particulier des « ventes flash ». Air France aussi propose des petits prix, en juillet et en août, pour l'Amérique du Nord (Montréal à 386 euros, Toronto à 399 euros et New York à 384 euros) et l'Europe (Copenhague à 141 euros, Milan à 145 euros).

« Cette année est très particulière, s'étonne Christophe Fuss, directeur général de TUI France. En général, les premières promotions arrivent après les



Les compagnies aériennes, même low cost, n'hésitent plus à proposer des rabais pour remplir leurs vols.



Les campings, qui jouent leur année entre avril et septembre, déploient une « spirale de promotions ».

## Tourisme : le retour des promotions

ponts de mai. Cette année, elles se sont déplacées en pleine haute saison, durant les JO. Le bon plan, c'est de partir entre le 26 juillet et le 11 août ! » En Crète par exemple, le Club Marmara Mare Sunshine Blue & Village (géré par TUI) propose une semaine en formule tout inclus (vol, transferts, nuitées, pension complète et animation) à 949 euros par personne, pour un départ le 27 juillet.

### Déstockage

Les premiers signes d'un changement de tendance ont commencé à se faire sentir au printemps. L'envie de partir en vacances n'a pas faibli, mais le niveau atteint par les prix (billet d'avion surtout, mais aussi hébergement, restauration, activités...) a refroidi les ardeurs. Entre 2019 et 2023, les tarifs ont connu des hausses comprises entre 20 % et 25 % dans le tourisme, bien plus élevées que l'inflation générale. Les voyageurs ne suivent plus, même s'ils rognent sur d'autres dépenses (vêtements, voiture...) pour préserver leurs vacances.

« Beaucoup d'acteurs (hôteliers, voyageurs, exploitants de camping...) ont commencé à perdre confiance, en voyant les volumes de vente ralentir en avril, puis chuter fortement en mai, raconte Nicolas

Gerbal, directeur voyage et loisirs de Showroom privé. Ils ont commencé à casser les prix sur leurs sites et à faire appel à nous pour déstocker des séjours. » Selon le dirigeant, il y a plus d'opportunités de dernière minute cet été qu'en 2019, et l'on peut facilement trouver des voyages à -40 % en France (sans transport) et à -30 % à l'étranger.

Il y a deux mois, le Seto, syndicat des tour-opérateurs français (Belambra, Club Med, Costa, MSC, TUI France...) tablait sur une progression de 15 % du volume d'affaires de ses membres par rapport à 2023. Un objectif passé aux oubliettes. « Nous n'avons pas le trafic attendu, en juillet comme en août, déplore René-Marc Chikli, son président. En début d'année déjà, nous constatons une incertitude liée à la possibilité de se rendre facilement aux aéroports parisiens pendant les JO, sachant que l'île-de-France capte plus de 50 % des départs. »

Depuis, cette incertitude s'est aggravée et se prolonge. Malgré les bonnes performances de l'Europe du sud (en tête la Grèce, les Baléares, les Canaries, l'Italie et le Portugal), le volume d'activité des tour-opérateurs recule de 5,5 % en juillet, en l'état actuel des réservations. Août progresse encore (+8 %),

**-5,5 %**

Projection à date de l'activité pour le mois de juillet 2024 par rapport à 2023, selon le Syndicat des entreprises du tour operating (Seto)

**+8 %**

Projection à date de l'activité pour le mois d'août 2024 par rapport à 2023, selon le Syndicat des entreprises du tour operating (Seto)

mais bien moins que prévu. « Ce n'est pas la catastrophe : 2023 était l'année siècle, et l'arrière-saison s'annonce excellente, pondère René-Marc Chikli. Mais la recette unitaire devrait progresser de 1,8 % en juillet et de 3,5 % en août, ce qui est nettement inférieur aux augmentations constatées depuis deux ans. »

Après deux années records, les campings déchantent un peu partout dans l'Hexagone. « Depuis un mois et demi,

nous constatons un net ralentissement des réservations, reconnaît Nicolas Dayot, président de la Fédération nationale de l'hôtellerie de plein air (FNHPA). Les tensions sur le pouvoir d'achat sont toujours là. Mais la météo semble y être pour beaucoup aussi. Le froid et la pluie poussent à l'attentisme. » Résultats, les campeurs - désormais bien plus adeptes de nuits en mobile home que sous la tente - ont droit à « une spirale de promotions » dans une grosse moitié nord de la France, y compris sur le littoral. À l'exception des régions Nouvelle-Aquitaine, Occitanie et Provence-Alpes-Côte d'Azur, la FNHPA s'attend déjà à une saison 2024 moins bonne qu'en 2023.

### Plafond atteint

Les prix évoluant en fonction de la demande (c'est le principe du yield management), ils ont naturellement tendance à baisser quand les réservations sont molles. De là à les brader au pic de la saison... Les campings, qui jouent leur année entre avril et septembre, voient rouge. Les professionnels du tourisme déchantent tous plus ou moins. Ils sont d'autant plus déçus que les prix s'étaient assagis depuis le début de l'année.

## Synagogue ancestrale, street art, festival de musique... Djerba mise désormais aussi

Maryline Dumas

Des petits prix et une offre d'activités qui se développe de plus en plus : c'est ainsi que l'île de Djerba attire les touristes. Une stratégie en partie imposée, puisque les promotions sont généralement le fait des tour-opérateurs, mais qui fonctionne. Car, malgré les différents tourments qu'a vécus la Tunisie des quinze dernières années, la destination Djerba plaît toujours. Plus de 1 million de touristes l'ont ainsi visité en 2023.

Bruno s'est offert, mi-mai, un week-end prolongé sur l'île aux sables d'or, selon son surnom. Trois cents euros pour quatre nuits, vols, repas et boissons compris. « J'ai cherché la veille du départ. Je voulais de la chaleur et des prix bas. Il y avait Majorque ou Djerba, j'ai choisi Djerba, car je connais la Tunisie et n'y avais encore jamais été », explique l'infirmier français, qui se réjouit. « Le jour de mon arrivée, je suis sorti de ma nuit de garde à 7h30 dans le froid. Et, à 15 heures, j'étais à la plage. J'ai profité de cinq jours au soleil avec une belle plage et une belle piscine. Je reviendrai ! », précise-t-il.

Jalel Henchiri, président de la Fédération régionale hôtelière de Djerba-

Zarzis, détaille la stratégie. « Ces séjours sont vendus à des prix bas pour essayer de couvrir partiellement les coûts fixes. Depuis la révolution et les différents événements qui se sont succédé ensuite (attentats en 2015 et 2016, faillite de Thomas Cook, Covid, NDLR), nous travaillons cinq mois de l'année mais nous payons des salaires pendant douze mois, donc toute entrée d'argent est bienvenue. Ensuite, nous espérons que ces touristes reviendront ou recommanderont la destination. » Attention, prévient-il, « les tarifs augmentent avec la demande durant la haute saison, du 15 juin à la fin août environ. Il ne faut pas s'attendre à trouver des prix aussi faibles l'été, mais nous restons à un très bon rapport qualité/prix. Si nous arrivons à récupérer une partie des pertes, la rentabilité est tout de même devenue très faible par rapport aux normes du bassin méditerranéen. »

En 2023, les entrées de touristes étrangers en Tunisie ont ainsi augmenté de 57 % par rapport à 2022, avec 8,1 millions de personnes. Cependant, les recettes touristiques n'ont, elles, augmenté que de 28 %, selon la Banque centrale tunisienne. La plupart des professionnels du secteur affirment ne pas avoir de marge de manœuvre sur les prix fixés par les tour-opérateurs qui

contrôlent la demande et organisent les vols. L'accessibilité de la Tunisie est un problème récurrent pour le secteur du tourisme, qui dénonce régulièrement les lourdeurs administratives pour mettre en place des vols charter, l'« open sky » (mécanisme de déréglementation aérienne qui faciliterait le développement des vols commerciaux) sans cesse

repoussé, le réseau autoroutier à moderniser...

À défaut de pouvoir lancer ces changements structurels, les professionnels de Djerba cherchent, depuis quelques années, à rallonger la saison touristique en diversifiant l'offre. Le déclin est venu de Djerbahood, une idée du galeriste Mehdi Ben Cheikh. Ce dernier a fait ve-



À Erriadh (autrefois Hara Sghira), 150 artistes ont été mobilisés pour animer les murs. Le musée en plein air Djerbahood attire aujourd'hui les touristes.

nir, en 2014, 150 artistes pour redécorer les murs du village d'Erriadh (autrefois Hara Sghira), au cœur de l'île, désormais classée au Patrimoine mondial de l'Unesco. Chaque matin, les cars de touristes affluent, après un premier arrêt à la synagogue de la Ghriba (la plus ancienne d'Afrique) à quelques kilomètres de là, pour visiter ces petites ruelles offrant des trésors de créativité. En 2019, c'est le street artiste Invader qui a installé ses mosaïques pixelisées sur l'île attirant les jeunes.

### « Sortir des hôtels »

Une autre initiative : à l'été 2016, alors que la Tunisie a été touchée par deux attentats contre des touristes en 2015 et par une attaque de Daech sur Ben Guerdane, à 150 km de Djerba, quelques mois plus tôt, Mohamed Jerad, directeur de l'hôtel Radisson Blu, se désespère. Il n'a que 20 clients dans son hôtel et se demande comment il va payer les salaires. « J'ai décidé de lancer un événement « beach party » et cela a fonctionné ! Il devait n'y en avoir qu'une, mais on les a multipliés. Puis on a créé le festival Djerba Music Land qui fait venir des DJ de renom. »

En 2021, le lancement du « Djerba Management Organisation » (DMO), sorte de syndicat d'initiative réunissant



# « On voit de bons profils » : quand les employeurs recrutent en prison

Louise Darbon

France Travail a organisé une rencontre entre des entreprises qui peinent à recruter et des détenus. Trouver un emploi est une étape clé du processus de réinsertion.

« **O**ui, nos bureaux sont à côté de la Poste, vous situez ? », « Ah, vous avez apporté un CV ? C'est bien... » Entre les stands installés sous de petites tentes blanches aux pans relevés, les entretiens informels se succèdent, autour des grands kakémonos qui accueillent et guident les participants. Un salon de l'emploi à l'apparence, somme toute, très classique. « Et, à votre sortie, vous serez véhiculé ? » Certaines questions attirent l'oreille. Car, cet après-midi-là, les recruteurs adaptent leur discussion au profil quelque peu particulier de leurs potentiels candidats. Ce mardi de juin, c'est en effet dans l'enceinte de la maison d'arrêt de Draguignan que France Travail organise une « Place de l'emploi » à destination des détenus.

Un événement pour « aller vers les populations éloignées de l'emploi », explique Lidwine Bori, directrice de l'agence France Travail de la commune du Var. Organisé habituellement dans les « quartiers prioritaires de la ville » ou les zones rurales, ce « forum » se décline ce jour-là en milieu carcéral. « L'emploi est la meilleure arme contre la récidive », avance Florence Boulet, la directrice de l'établissement, pour résumer l'esprit de l'initiative. Ils sont, ce jour-là, nombreux à s'être déplacés pour apporter un peu du monde extérieur dans ce monde fermé. « Ça n'est pas forcément simple à organiser, c'est sûr, notamment en termes de sécurité », sourit Lidwine Bori, qui se réjouit néanmoins d'être parvenue à faire venir une petite dizaine de recruteurs potentiels, en plus des structures d'insertion et des partenaires tels que la mission locale ou l'Association varoise pour l'intégration par l'emploi.

**« C'est une très bonne initiative, parce que la juge d'application des peines nous demande d'avoir un projet, et même une promesse d'embauche, si on veut un aménagement de peine »**

Francis Un détenu

Sous le soleil provençal, les bâtiments colorés de cet établissement inauguré en 2018 s'étendent entre des massifs de verdure et des petits jardins fermés. Seuls les épais barbelés protégeant les murs et les grillages rappellent l'univers carcéral au visiteur invité à laisser à l'accueil sac, téléphone et ordinateur avant le passage sous le portique de sécurité. Il est aux alentours de 13 heures lorsque les premiers détenus volontaires pénètrent dans le gymnase de la prison, pour aller à la rencontre des employeurs venus cet après-midi-là. Au fond de la salle, un attroupement se crée immédiatement autour d'un homme en treillis, installé devant son stand. À la grande satisfaction de la directrice de l'agence France Travail, la Légion étrangère a répondu présente avec enthousiasme.

« Nous sommes la seule armée à ne pas demander de casier judiciaire vierge à nos recrues. Au contraire, l'idée de la seconde chance, c'est l'ADN même de la Légion », explique fièrement l'adjudant-chef Bertrand, entre deux entretiens. Francis\* est de ceux qui se sont dirigés directement vers le militaire. « C'est un truc que je voulais déjà faire avant. Mais j'ai fait des bêtises, donc, bon, je me retrouve là... », raconte avec un sourire gêné ce jeune homme vêtu d'un t-shirt rouge et d'un pantalon bleu, uniforme des détenus qui travaillent pour le compte de la prison - à la cuisine ou au ménage. Sur les 600 reclus qui occupent les murs, ils sont 150 à avoir une acti-



Baptisé « Place de l'emploi », l'événement (ici, en 2022 à la prison de Draguignan, dans le Var) vise à « aller vers les populations éloignées de l'emploi », que ce soit dans les quartiers prioritaires, les zones rurales ou le milieu carcéral.

tivité - soit en travaillant pour les services de l'établissement, soit au bénéfice d'entreprises qui installent des ateliers au sein même de la prison.

Une fois libre, le garçon de 22 ans compte bien tenter l'engagement militaire, lui qui, sans cette « Place de l'emploi », n'aurait pas su que les portes de l'armée lui seraient toujours ouvertes à sa sortie. « C'est une très bonne initiative, parce que la juge d'application des peines nous demande d'avoir un projet, et même une promesse d'embauche, si on veut un aménagement de peine, donc c'est bien, ce genre de choses », se réjouit-il.

« Quand les détenus déposent une demande d'aménagement de peine, ils doivent convaincre le juge qu'il n'y aura pas de récidive, et le fait d'avoir un projet professionnel est un vrai plus », résume Amélie Coste, la directrice du Service pénitentiaire de réinsertion et de probation (le SPIP) en « milieu fermé », chargé de préparer la réinsertion des détenus dès leur entrée en détention. Elle se réjouit de la tenue de l'événement. « Ça permet de mettre du concret dans ce qu'on fait », souligne-t-elle. Préparation de CV, lettres de motivation ou entretiens d'embauche, tous les acteurs de la réinsertion travaillant au sein de la prison ont préparé les quelque 140 volontaires à ce moment un peu exceptionnel. Même les détenus du quartier psychiatrie, ou ceux encore dépendants à la drogue, pouvaient participer à l'événement... mais sans se mélanger aux autres.

La maison d'arrêt de Draguignan étant « une petite société », selon les mots de la chef d'établissement, elle compte aussi une petite école pour ceux qui le souhaitent. Cours de français, mathématiques ou même anthropologie... Les détenus peuvent se former durant leur incarcération. Attenants au gymnase, des plateaux techniques - petits jardins fermés de hautes grilles - permettent ainsi aux résidents d'apprendre à devenir ouvriers du paysage et de production horticole.

Une voie que n'a pas choisie Vincent, un jeune homme de 23 ans derrière les barreaux depuis quatre ans déjà, mais qui s'apprête à retrouver la liberté dans quelques mois. « Je suis supercontent, j'ai parlé au GEIQ qui propose de passer un diplôme de cuisinier », lance-t-il, dévoilant un large sourire édenté. Le GEIQ avenir, un

groupement d'entreprises, s'associe en effet à un CFA local pour proposer des contrats de professionnalisation en neuf mois. Une option dont pourraient bénéficier 5 détenus rencontrés par le GEIQ durant l'événement.

Si les détenus ont fait part de leur satisfaction aux services pénitentiaires, les entreprises elles aussi y trouvent leur compte. « Nombre d'entre elles réembauchent des détenus qui travaillaient chez elles avant leur incarcération, simplement après avoir suspendu le contrat le temps de la détention, constate Amélie Coste. Globalement, elles sont de plus en plus ouvertes à embaucher d'anciens détenus. »

« C'est un moyen pour les entreprises de faire de la RSE, ça leur donne une dimension sociale et sociétale aussi », avance Lidwine Bori. « Ça fait vraiment partie de l'engagement sociétal de notre entreprise », confirme ainsi Maëva Marmorato, chargée de mission en ressources humaines chez Pizzorno Environnement, une grosse entreprise de la région spécialisée dans le traitement des déchets, dont le siège est implanté à Draguignan.

**« C'est un moyen pour les entreprises de faire de la RSE, ça leur donne une dimension sociale et sociétale aussi »**

Lidwine Bori Directrice de l'agence France Travail de Draguignan

Mais, au-delà de son statut d'entreprise à mission, Pizzorno Environnement rencontre aussi - comme beaucoup de ses pairs - des difficultés de recrutement. « Cela fait des mois qu'on cherche un mécanicien poids lourd, et le monsieur que je viens de voir correspond exactement au profil que je recherche, se réjouit ainsi Maëva Marmorato. Mais bon, on devra attendre qu'il sorte... » « Tous nos clients ont du mal à recruter », constate de son côté Marie Billy, chargée de recrutement chez R intérim, installée quelques tables plus loin. « Ce genre d'événement est donc un moyen d'étendre notre vivier de candidats - même si pour certains, on devra attendre leur libération », sourit celle qui, confiant sans en dire plus être issue d'un « parcours atypique », « trouve ça super de pouvoir leur offrir une nouvelle chance ». Quant à ses clients,

« on ne leur dit pas d'où viennent les intérimaires, c'est leur histoire, c'est à eux d'en parler ». Un principe du droit à l'oubli respecté également par France Travail. Raison pour laquelle il existe peu de statistiques sur le taux d'emploi après la sortie de prison.

Une chose est sûre, « plus de 60 % des personnes libérées sans aménagement de peine et sans travail en amont sur le projet professionnel sont de nouveau condamnées dans les cinq années qui suivent leur sortie, explique Lidwine Bori. La lutte contre la récidive passe donc en grande partie par l'emploi ». C'est de cette certitude qu'est née la convention entre l'administration pénitentiaire et France Travail, concrétisée par la présence trois jours par semaine d'une conseillère France Travail justice au sein de la prison. « Je travaille à temps plein pour l'établissement pénitentiaire », précise Anna Flerick, qui est l'interlocutrice privilégiée du SPIP.

Si la réinsertion passe par l'emploi, elle est aussi conditionnée à d'autres facteurs, souligne cette conseillère justice. Les détenus sont ainsi accompagnés par les partenaires de la prison dans leur recherche de logement ou même dans leur parcours de soins, notamment pour ceux souffrant d'addictions. « La suite n'est pas évidente à préparer, car la prison est une expérience marquante : j'ai déjà vu un détenu récidiviste m'avouer avoir fait exprès de revenir ici parce qu'il n'avait pas supporté le retour à la liberté », se souvient Anna Flerick.

Résultat de cet après-midi peu habituel : un concessionnaire de camping-cars pressent prévoit d'embaucher un détenu proche de la sortie en CDI, pour un poste de technicien. « C'est un format qui nous paraît adapté à notre mission de réinsertion, en confrontant les détenus à des démarches semblables à celles du monde extérieur », juge Pierre Pech, directeur adjoint de la maison d'arrêt. « Le principe de Place de l'emploi, c'est d'aller vers eux. Aujourd'hui, il s'agissait d'amener le monde extérieur à l'intérieur de l'établissement pénitentiaire. Ça a permis aux détenus de rencontrer, d'échanger, dans un contexte quasiment normal, avec des employeurs », plausoie Lidwine Bori, qui compte réitérer ce type de mobilisation des détenus chaque année, « sous cette forme ou une autre ». ■



IDRISS BIGOU-GILLES/HANS LUCAS VIA AFP - MANU REYBOZ

## cet été

L'aérien, qui représente à lui seul 50 % du prix d'un voyage à forfait (vol + avion), a donné le la. « En grande partie parce que les coûts de l'énergie sont maintenant stables », rappelle Alain de Mendonça, président de Fram-Promovacances. Ne serait-ce que chez Ryanair, les augmentations de prix sont comprises « entre 0 % et 5 % cet été » selon un porte-parole, alors qu'elles ont dépassé les 20 % en 2023 et 2022.

L'hébergement aussi semble avoir atteint un plafond. « Après deux années de forte hausse, les prix ont peu ou pas augmenté cette année », assure Laurent Dusollier, directeur général d'Odalys, qui suit le mouvement avec réductions allant jusqu'à 30 % cet été pour des locations de studios et appartements meublés.

« Dès qu'un établissement essaie de faire passer de nouvelles augmentations, il n'y a plus de réservations », avertit Vanguelis Panayotis, président de MKG Consulting, cabinet de conseil en tourisme et hôtellerie. Depuis 2019, les tarifs des hébergements marchands (du camping au palace) ont augmenté d'environ 30 %, et souvent plus encore dans le haut de gamme. À défaut de consentir à des baisses de prix significatives, ils n'échappent plus aux promotions au pire moment de l'année. ■

## sur la culture

acteurs privés et publics, a encore accentué la dynamique. En mars, un circuit culturel et culinaire a été inauguré par le DMO. Il propose notamment la visite d'une huilerie traditionnelle. « Aujourd'hui, on remarque que les touristes sont de plus en plus intéressés pour sortir des hôtels. Les clients ont envie de raconter de nouvelles expériences en racontant chez eux. Djerbahood nous l'a prouvé », explique Farhat Ben Tanfous, membre du bureau directeur de DMO.

Sami Saadi ne dira pas le contraire. Directeur du parc Djerba Explore, il accueille chaque année plus de 300 000 visiteurs désireux d'observer les quelque 400 crocodiles du parc et de découvrir les traditions djerbiennes. Si le parc fonctionne bien, seuls 4 sur 15 espaces boutiques sont actuellement occupés : « La majorité des clients viennent avec une agence qui organise l'excursion. Ils ont deux heures à passer dans le parc, ils n'ont pas le temps de flâner », explique Sami Saadi.

C'est d'ailleurs un des regrets de Bruno : « Quand on est touriste à Djerba, soit on passe par une agence et on ne peut pas faire ce qu'on veut. Soit il faut s'organiser seul, mais ce n'est pas simple, parce que les hôtels sont conçus pour qu'on reste à l'intérieur. Ils sont excentrés et il n'y a rien à faire à pied à proximité. » ■



# Au Canada, le phosphate devient un minerai critique de la transition verte

Ludovic Hirtzmann  
Montréal

**Le gouvernement relance la production de ce composant stratégique pour la filière des batteries électriques.**

C'est l'histoire d'un petit joueur sur le marché mondial du phosphate. Aujourd'hui, les trois quarts de la production se concentrent entre la Chine, les États-Unis et le Maroc. Le Canada, qui fut dès 1870 et pendant longtemps un important producteur de phosphate, veut le redevenir. Pas tant pour la production d'engrais pour lesquels il est le plus souvent utilisé, mais pour le marché des batteries électriques. Le phosphate est un composant clé des nouvelles filières de batteries lithium-fer-phosphate (LFP).

Les gouvernements canadiens et québécois ont investi pour la seule année 2023 près de 18 milliards de dollars dans l'ensemble de la filière des batteries, dont 13,2 milliards sur un projet de méga-usine de Volkswagen en Ontario. Selon un rapport du think-tank Clean Energy Canada, cette industrie devrait «contribuer directement de 5,7 milliards à 24 milliards de dollars au PIB canadien d'ici 2030, soutenant entre 18 500 et 81 000 emplois directs (...) et jusqu'à 333 000 emplois indirects».

Ottawa a établi en 2021 une liste de 31 minéraux critiques, parmi lesquels le lithium, le niobium ou encore le titane. Pour être considéré comme un minerai critique, il faut à la fois qu'il soit produit au Canada et que la chaîne d'approvisionnement soit menacée. Il doit aussi,

**«Afin de développer des filières vertes performantes, on a besoin de ce minerai, et, ce faisant, les autorités montrent qu'elles sont prêtes à y investir en priorité»**

**Robert Marquis**

Géologue, ancien président-directeur général de l'Institut national des mines du Québec



Un ouvrier manipule du phosphate sous forme de poudre dans une usine, au Québec.

RENAUD PHILIPPE/BLOOMBERG

selon la définition du gouvernement, répondre à au moins l'un des critères suivants : «Être essentiel à la sécurité économique ou nationale du Canada; participer à une économie durable à faibles émissions de carbone; positionner le Canada comme un partenaire durable et stratégique au sein des chaînes d'approvisionnement mondiales.»

L'ajout du phosphate à la liste des minéraux critiques le 10 juin dernier marque un tournant dans la reconnaissance «non seulement de l'importance de ce minerai, mais aussi des défis auxquels l'Ouest est confronté pour assurer les approvisionnements nécessaires», s'est félicité Brian Ostoff, le président d'Arianne Phosphate, une société québécoise spécialisée dans l'exploitation du phosphate.

Le Canada part de loin, avec deux seuls projets de mines, situés au Québec. Le premier est mené par la société First Phosphate, qui détient 1500 km<sup>2</sup> de terres phosphatées dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean. Le second, le plus avancé, est celui de Arianne Phosphate, au nord de la ville de Saguenay. La production de phosphate doit y



commencer en 2028. L'entreprise, qui se targue de posséder l'un des plus importants gisements au monde, sans donner de chiffres, toutefois, devrait produire 550 000 tonnes d'acide phosphorique par an, dont 350 000 tonnes destinées aux batteries électriques. Si le Canada se lance à nouveau dans cette production, c'est pour être autonome,

mais aussi parce que les gisements de phosphate canadiens se situent au cœur de roches dites ignées. Elles présentent l'avantage de détenir un phosphate plus pur, sans concentrations de métaux lourds, idéal pour la production de batteries.

Pour Ottawa, il n'est pas question de concurrencer le grand marché bien établi de 300 millions de tonnes de phosphates destinés aux engrais. Il vise surtout ce marché de niche. Ce qu'explique First Phosphate : «Seulement 4 % des gisements mondiaux de phosphate proviennent de roches ignées, dont 50 % sont situés en Russie. Les propriétés de First Phosphate sont constituées d'anorthosite ignée de type massif qui représentent 1 % des gisements de phosphate mondiaux.» Ce qui donne le potentiel, appuie l'entreprise, de «produire le phosphate le plus pur, neutre en carbone et conforme aux normes de l'industrie mondiale des batteries LFP.»

L'ajout du phosphate à la liste des minéraux critiques va permettre aux industriels du secteur d'obtenir des financements gouvernementaux, des subventions, des aides à l'emploi, des

crédits d'impôt de 30 % et des soutiens financiers pour les phases de recherche et d'exploration. Cette inscription envoie aussi un signal aux investisseurs internationaux, montrant que le Canada soutient l'industrie du phosphate pour sa contribution aux énergies propres. «Afin de développer des filières vertes performantes, on a besoin de ce minerai, et, ce faisant, les autorités montrent qu'elles sont prêtes à y investir en priorité», a commenté le géologue Robert Marquis, ancien président-directeur général de l'Institut national des mines du Québec.

Pour se donner les moyens de ses ambitions, Ottawa a doté sa filière de minerais critiques d'une stratégie nationale, disposant d'un fonds de 3,8 milliards de dollars, visant selon le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, Jonathan Wilkinson, à «positionner le Canada comme fournisseur mondial privilégié». Le Canada étant un pays immense, dont les gisements de ressources naturelles sont souvent éloignés des grands centres urbains, les pouvoirs publics investiront 1,5 milliard sur ces 3,8 milliards dans les infrastructures. ■

## La foncière Covivio devient opérateur hôtelier

Emmanuel Egloff

**La société et AccorInvest mettent fin à la majorité de leurs partenariats. Covivio Hotels récupère des fonds de commerce d'hôtels dont elle détient les murs. Et effectue le mouvement inverse pour d'autres hôtels.**

L'idylle durait depuis 2005. Covivio Hotels avait alors racheté les murs d'hôtels appartenant au groupe Accor pour 1 milliard d'euros. L'idée était de séparer les enseignes et la gestion du fonds de commerce d'une part et la détention des murs de l'autre. En clair, Accor dédiait son argent à son métier d'opérateur hôtelier. Et il faisait appel à un spécialiste de l'immobilier pour la détention des actifs immobiliers proprement dits. Une deuxième opération, d'une valeur de plus de 500 millions d'euros, avait eu lieu l'année suivante.

Ce partenariat touche aujourd'hui à sa fin. Les deux sociétés ont annoncé vendredi 21 juin avoir trouvé un accord «encadrant une opération d'échange d'actifs», selon un communiqué d'AccorInvest. Covivio est plus clair, mais plus technique aussi, en expliquant qu'il s'agit de «remembrer la propriété des murs et des fonds de commerce de leurs hôtels».

Concrètement, Covivio Hotels va acquérir 43 fonds de commerce d'hôtels, dont il détient déjà les murs. En contrepartie, il va transférer les murs de 16 autres hôtels à AccorInvest, qui, lui, en détient le fonds de

commerce. Cet accord a été d'autant plus facile à trouver qu'il se fait sur des bases de valorisation identique. La valeur des murs cédés à AccorInvest comme celle des fonds de commerce récupérés par Covivio Hotels se monte en effet à 393 millions d'euros. Il n'y a donc pas de conséquence au niveau du bilan ou en termes de cash. Au niveau opérationnel, AccorInvest va économiser des loyers représentant 22 millions d'euros. Et Covivio Hotels va voir son excédent brut d'exploitation (Ebitda) progresser de 31 millions d'euros. Tous les hôtels concernés par cette opération sont aujourd'hui aux marques Ibis, Mercure et Novotel, qui appartiennent aux segments économiques et milieu de gamme que privilégie AccorInvest. Après cet échange d'actifs, il restera encore 20 hôtels dont AccorInvest possède les fonds de commerce et Covivio les murs. La logique serait qu'ils soient traités de la même manière.

Du côté d'Accor, l'opération est donc menée par AccorInvest, la société dans laquelle le groupe hôtelier Accor a logé son activité immobilière depuis 2016 et au capital de laquelle il a fait entrer des investisseurs à hauteur de 70 %. Depuis, la

stratégie d'AccorInvest était claire : la société souhaitait, quand c'était possible, à la fois exploiter les hôtels et être propriétaire des murs, la gestion des marques hôtelière étant laissée à Accor. La crise du Covid a poussé AccorInvest à mettre en place un plan de désendettement, mais sans séparer l'exploitation de la détention des murs. L'accord conclu vendredi est donc conforme à cette stratégie.

La situation était quelque peu différente pour Covivio Hotels. La société est une filiale de la foncière Covivio, présente dans les bureaux et le logement en Europe. Son métier consiste d'abord à détenir des murs, et à encaisser des loyers. L'accord passé le 21 juin va modifier cette situation. «Nous avons la volonté d'accroître notre exposition à la classe d'actifs hôtelière, reconnait Tugdual Millet, directeur général de Covivio Hotels. Nous souhaitons être plus en prise avec les performances hôtelières, ce qui passe par un meilleur contrôle de nos hôtels.» Pour décider de cette évolution, Covivio Hotels a observé l'activité hôtelière pendant près de vingt ans, en étant simplement propriétaire de murs d'hôtels. «Petit à petit, nous avons appris

quels étaient les critères de performance des hôtels, explique Tugdual Millet. Nous estimons que nous sommes capables de faire croître les revenus et d'améliorer la rentabilité.» D'autant que 100 millions d'euros vont être investis sur ces hôtels pour en

**« Nous n'allons pas créer de marques hôtelières. Nous voulons nous appuyer sur l'expertise des grands groupes, leurs réseaux de distribution, leurs programmes de fidélité »**

**Tugdual Millet**

Directeur général de Covivio Hotels

améliorer la performance. Le portefeuille de la foncière, d'une valeur de 6,4 milliards d'euros à fin 2023, se répartissait entre 75 % de baux et 25 % de murs et fonds de commerce. Après cette opération, un net rééquilibrage va avoir lieu, le ratio passant à 55 % de baux et 45 % pour le reste. Et le mouvement devrait se poursuivre.

Passer d'un modèle où la société touche des loyers à un autre où elle est exposée aux tendances du marché immobilier est une stratégie plus risquée. Mais Covivio est suffisamment confiant sur ces tendances pour estimer qu'il y a plus à gagner à le faire. Malgré l'impact de la crise du Covid sur le secteur. En réalité, «l'après-Covid a montré que le marché hôtelier était particulièrement résilient, notamment en Europe, où nous sommes présents», analyse le patron opérationnel de Covivio Hotels. La classe moyenne européenne et les touristes étrangers ont montré qu'ils avaient soif d'explorer le Vieux Continent.

Ce développement plus conséquent dans l'hôtellerie ne va tout de même pas aller jusqu'à la création d'une nouvelle enseigne. «Nous n'allons pas créer de marques hôtelières, détaille encore Tugdual Millet. Nous voulons nous appuyer sur l'expertise des grands groupes, leurs réseaux de distribution, leurs programmes de fidélité. Ce sont eux qui savent optimiser les taux d'occupation des hôtels.» Covivio travaille déjà avec les plus grands groupes hôteliers dans le monde, et pourra choisir la marque la plus adaptée à chaque hôtel. ■



avec CADREMPLOI

Après quinze années passées chez Swiss Re, Thierry Léger a pris ses fonctions de directeur général de Scor en mai 2023, peu de temps avant la disparition de son emblématique président, Denis Kessler. Vingt mois avant son arrivée, deux directeurs généraux s'étaient succédé avant qu'un membre du comex eut assuré l'intérim. Le groupe français de réassurance, qui emploie 3 500 personnes, a dégagé 812 millions d'euros de résultat net l'an dernier.

LE FIGARO. - Qu'est-ce qui vous a attiré chez Scor ?

THIERRY LÉGER. - La notoriété de Scor dans le secteur, la qualité de ses équipes et le fait de travailler pour une entreprise française d'envergure mondiale m'ont attiré tout particulièrement. Le défi de redresser Scor m'intéressait aussi. J'ai préparé ma prise de fonction avec Denis Kessler, alors président du groupe. Malgré sa maladie, il restait fortement impliqué. Je suis arrivé le 2 mai 2023, le plan stratégique a été esquissé à l'assemblée générale le 25 mai et développé en septembre. Notre collaboration n'a duré que cinq semaines mais fut intense, et la feuille de route élaborée répondait aux besoins de l'entreprise.

Quelles ont été, il y a un an, les répercussions en interne du décès de Denis Kessler, figure emblématique de Scor ?

Son décès a été un choc pour beaucoup de salariés qui ignoraient la gravité de son état de santé. Le fait que je sois du métier, la mobilisation de tous derrière le nouveau plan stratégique qui ouvrait la voie d'une continuité positive, puis l'élection à la présidence du conseil d'administration de Fabrice Brégier, ex-numéro deux d'Airbus et administrateur de Scor depuis 2019, ont apporté de la clarté et de la confiance dans cette transition.

En quoi une refonte des valeurs du groupe était-elle nécessaire ?

Scor s'était doté de valeurs avant mon arrivée mais celles-ci n'étaient pas communes à toutes les divisions du groupe. Il était nécessaire de définir des valeurs uniques nous représentant tous, et nous servant de boussole sur le long terme. Nous avons donc procédé à un inventaire de la douzaine de valeurs existantes et nous en avons ajouté d'autres. Les salariés ont été consultés sur le partage de ces valeurs et ils en ont proposé. Le processus a été efficace. En trois mois, nous avons convergé vers cinq valeurs : l'écoute, l'intégrité, le courage, l'ouverture d'esprit et la collaboration. L'écoute est venue des collaborateurs. Pour ma part, j'étais particulièrement attaché à l'intégrité.

Comment évaluez-vous les comportements définis pour chacune d'entre elles ?

Le respect des valeurs représentera 50 % de la rémunération variable indi-



## Thierry Léger : « L'intégrité est essentielle »

Corinne Caillaud et Danièle Guinot

Le directeur général de Scor explique le choix des valeurs qui guident le groupe et leur poids dans les rémunérations.

**« La démarche holistique que nous avons mise en place permet de créer de la cohésion et a la vertu de placer nos valeurs au centre de l'entreprise », souligne Thierry Léger.** SCOR

viduelle. Nous procéderons à une évaluation à 360 degrés. Cela se fait déjà pour certaines personnes qui demandent à des collègues de les évaluer. Pour ce faire, deux questions simples sont posées : « Est-ce que ce collaborateur réalise bien certaines activités ? » et « Qu'aurait-il pu faire différemment ? ». Le manager analyse ces réponses et y ajoute ses observations. Nous recueillons ainsi des éléments qualitatifs et quantitatifs. En fin d'année, chacun demandera à être évalué par trois à cinq personnes. Cette méthode anglo-saxonne va au-delà de la simple évaluation. Elle donne une indication sur la manière dont les autres vous perçoivent et encourage chacun à s'améliorer en permanence. Ce retour apporte de la valeur dans l'évolution de chacun au sein de l'entreprise.

Comment cela a-t-il été accueilli ?

Les salariés ont manifesté de l'enthousiasme. Jusqu'alors, les valeurs étaient seulement affichées aux murs, et ils ne voyaient pas trop dans quelle direction nous voulions aller. La démarche holistique que nous avons mise en place permet de créer de la cohésion et a la vertu de placer nos valeurs au centre de l'en-

treprise. Cela a d'abord surpris, mais tout le monde a compris l'intérêt pour l'entreprise.

Pourquoi avoir mis en place une nouvelle organisation, en mars ?

Cette réorganisation tient à plusieurs observations. La première était que des salariés responsables de clients très importants se trouvaient parfois à sept niveaux hiérarchiques de moi. Par ailleurs, les décisions étaient parfois trop lentes et ne se prenaient pas assez localement. Pour nos clients, la lisibilité sur les fonctions de chacun n'était pas évidente. Le nombre des niveaux hiérarchiques a donc été réduit, et, aujourd'hui, un responsable de marché important n'est qu'à deux niveaux de moi. Chacun est plus proche des clients et a un meilleur sens de l'ur-

gence. Il faut que chacun ait le courage de prendre des décisions et ne s'en remette plus à sa hiérarchie avant de s'engager. C'est une révolution culturelle qui prendra du temps.

Comment a été vécue la réduction des échelons de management ?

Nous sommes passés de 800 à 600 managers environ. Nous avons dialogué avec les collaborateurs concernés et proposé des alternatives. Certains étaient des experts mais avaient un poste de manager d'une ou deux personnes qui leur prenait trop de leur temps. Aujourd'hui, ils n'endossent plus cette responsabilité-là et se consacrent à 100 % à leur expertise, que nous avons remise au centre de notre politique de gestion de carrière. Quelques dizaines

de cadres dans le monde ont quitté Scor. C'est inévitable quand vous supprimez deux niveaux managériaux sous le comex. Par ailleurs, nous avons un plan d'internalisation ambitieux afin de renforcer nos équipes et notre expertise.

**Vous avez aussi mis fin au système du « partnership » qui ouvrait des avantages particuliers à certains cadres...**

Parmi nos nouvelles valeurs, l'intégrité est essentielle. Or le système de « partners » comportait des éléments qui, selon le retour des équipes, le rendaient trop opaque.

**Comment vous assurez-vous que cette culture d'entreprise infuse de la même façon dans vos trente-cinq bureaux à l'étranger ?** Bien que les deux tiers des salariés n'exercent pas en France, notre culture d'entreprise est très forte. Cela tient à notre organisation, à nos valeurs et à l'importante mobilité proposée qui permet justement de diffuser cette culture. De plus, si le télétravail se pratique à raison de deux jours par semaine, nous veillons à maintenir 60 % des effectifs sur nos sites. ■

**LE TALK** Retrouvez, du lundi au vendredi, **LE « TALK DÉCIDEURS »** Aujourd'hui : Jacques Trottier, directeur général de Labeyrie **En vidéo sur [lefigaro.fr/decideurs](https://lefigaro.fr/decideurs)**

## UNE HEURE DANS LE BUREAU DE...

PAR QUENTIN PÉRINEL

### Alessandro Centrone : « Désormais, les espaces de travail passionnent »

À une demi-heure de l'aéroport de Munich, on trouve un laboratoire à la pointe de la vie de l'entreprise et de son aménagement : le siège européen de l'américain Steelcase. En entrant en ville, la présence de trottinettes colorées en libre-service rappelle à notre souvenir cette mobilité douce qui a été bannie de la capitale française.

Un immeuble aux parois de verre qui fait partie intégrante d'un campus comptant sept bâtiments. Trois étaient occupés par Steelcase... jusqu'à la pandémie. L'entreprise s'est séparée d'un bâtiment, désormais occupé par l'université de Munich. Ce qui n'est pas anodin : l'année prochaine, un tiers des effectifs d'une entreprise seront issus de la génération Z. Grâce au programme Steelcase Education, le leader de l'aménagement de bureaux est à l'écoute de cette génération qui donne son rythme.

L'immeuble est au croisement entre deux artères de Munich, Augustenstrasse et Briener Strasse. Si l'entrée historique se situe sur la première artère, Steelcase a créé de toutes pièces une entrée sur la seconde. Pourquoi ? C'est



Alessandro Centrone, président Emea (Europe, Moyen-Orient et Afrique) de Steelcase, entreprise américaine de conception d'espace de travail.

l'équivalent des Champs-Élysées. C'est donc ce que l'on peut appeler une « adresse ». Avant que Steelcase ne s'installe, en 2017, le bâtiment n'était qu'une enfilade à l'infini de bureaux carrés et fermés, du rez-de-chaussée au cinquième étage.

Désormais, il s'agit d'un enchaînement d'espaces ouverts, expérimentaux, où du mobilier conçu par l'entreprise est testé par les collaborateurs. « On voit bien si un espace est tout le temps désert ou si un autre est très fréquenté. C'est très révélateur, glisse Ales-

sandro Centrone, président Emea de Steelcase, dans l'entreprise depuis douze ans. Nous sommes des adeptes du "fail faster". Si quelque chose ne marche pas, nous le savons très vite. »

Dans ces 4 400 m<sup>2</sup> de bureaux, on compte environ 250 collaborateurs, 36 ans d'âge en moyenne et d'une trentaine de nationalités. L'univers du bureau attire : tous sont passionnés par leur travail. En matière de recrutement, Steelcase privilégie les profils qui ont l'esprit critique, un peu poil à gratter, mais dotés de bon sens.

**Tableaux blancs et Post-it**

« Quand je suis arrivé ici, en 2012, le bureau n'avait pas la place qu'il occupe dans la société aujourd'hui, raconte Alessandro Centrone. C'était juste un coût, une contrainte. Quand je me rendais à un cocktail, personne ne me parlait. Désormais, les espaces de travail passionnent. Ils sont devenus un levier de performance. » Chez Steelcase, au gré des étages, le mobilier et les espaces sont différents. Les équipes se les approprient, sont sans cesse en phase de test. Partout, des tableaux blancs sur

lesquels on note, dessine, griffonne. La culture Steelcase, c'est aussi celle du Post-it, omniprésent.

« À l'instar de mes collaborateurs, je m'installe un peu partout, explique le dirigeant. Mon bureau, c'est mon sac à dos. Je ne possède rien, ici. » À son poignet, un bracelet révèle sa participation à un marathon - deux, cette année, précise-t-il - et il s'apprête à faire quelque chose que certains pourraient considérer comme un peu fou : le Lava-redo Ultratrail. Une course de 120 kilomètres agrémentés de 5 850 mètres de dénivélé. Un tout autre décor.

Alessandro Centrone est un habitué de la salle de gym, située au niveau -1. Au bureau, il ne prend pas l'ascenseur. La preuve ? « Regardez, aujourd'hui, j'ai déjà fait l'équivalent de huit étages et 5 678 pas depuis que je suis dans les murs », précise-t-il en nous montrant ces statistiques. Un passionné d'espaces, donc, mais aussi de chiffres. L'autre bâtiment de Steelcase, lui, est top secret. Dégainer son iPhone pour y prendre des photos est interdit : c'est là que sont conçus et assemblés les prototypes. ■





## UN AUTRE REGARD

ANNE DE GUIGNÉ

## Une campagne témoin d'un rapport détraqué au travail

Les programmes économiques de la campagne législative opposent de manière caricaturale les deux visions du travail. Du côté d'Ensemble, emmené par Gabriel Attal, l'emploi est présenté comme le levier ultime de l'émancipation individuelle et collective. Le travail assure l'insertion des individus dans la société, l'enrichissement du pays et ainsi le financement du modèle social français, qui est devenu l'objectif final de toute politique économique. « *Il faut que le travail paie* » n'a cessé de répéter le président depuis 2017, une version polie du « travailler plus pour gagner plus » de Nicolas Sarkozy.

En face, le Nouveau Front populaire et le Rassemblement national partagent une vision plus inquiète de la vie professionnelle. Sensibles à la pénibilité de certaines carrières, ces partis souhaitent annuler les effets de la réforme des retraites d'Emmanuel Macron et instaurer des dispositifs spécifiques pour ceux qui ont commencé à travailler tôt. Ils s'opposent encore aux dernières réformes de l'assurance-chômage, qui visaient à inciter les chômeurs à retrouver plus rapidement un poste car, selon eux, ces mesures accroîtraient la précarité des plus fragiles.

Ces deux approches antagonistes du travail renvoient au substrat catholique qui perdure inconsciemment dans le pays. Chacune correspond en effet à l'une des interprétations possibles de l'épisode de la chute d'Adam et Eve. Les versets de la Genèse présentent le travail à la fois comme une malédiction et un levier de salvation. Luther a protégé les protestants de cette ambivalence écrasante. Dans sa traduction de la Bible du début du XVI<sup>e</sup> siècle, il met en avant une conception positive du travail en choisissant pour le terme hébreu signifiant la « vocation » d'Abraham le mot allemand « Beruf » dont la racine renvoie certes à un « appel », mais qui signifie dans la langue allemande commune « métier, occupation professionnelle », comme l'écrit le philosophe Philippe Nemo.

Luther préparait ainsi la prospérité des nations protestantes. Dans son essai sur *La Nature et les causes de la richesse des nations* de 1776, Adam Smith note déjà que « *le travail annuel d'une nation est le fonds primitif qui fournit à sa consommation annuelle toutes les choses nécessaires et commodes à la vie ; et ces choses sont toujours ou le produit immédiat de ce travail, ou achetées des autres nations avec ce produit* », avant de s'intéresser dans une deuxième partie de son ouvrage à la notion de stock de capital. Aujourd'hui encore, travail et capital demeurent les piliers de l'économie du marché.

En ce sens, les mesures d'Emmanuel Macron visant à multiplier les incitations à l'emploi – les fameuses réformes de l'assurance-chômage et des retraites, la baisse des charges salariales, la prime Macron... – ont été bénéfiques pour la création de richesses. Elles ont d'ailleurs fait bouger les lignes : à 68,4 % en 2023, le taux d'emploi des 15-64 ans est au plus haut depuis 1975. Il a bondi de 3 points depuis 2017. Pourtant, malgré cette amélioration, la croissance est restée bien faible depuis 2017. Même, d'ailleurs, depuis la crise financière de 2008.

Oscillant autour de 1 % par an, elle n'est plus soutenue que par la lente augmentation du volume du travail et surtout l'afflux de capitaux, favorisée par la politique des banques centrales de ces années. Manque cruellement, dans les chiffres mais encore plus au

**Le travail assure l'insertion des individus dans la société, l'enrichissement du pays et ainsi le financement du modèle social français, qui est devenu l'objectif final de toute politique économique**

cœur des débats électoraux, le troisième facteur de production de richesse introduit par l'économiste américain prix Nobel 1987 Robert Solow : le « *résidu* », déterminé par la capacité créatrice de l'homme, le progrès technique, l'amélioration des connaissances scientifiques...

Dans leur fameux ouvrage de 1972, *La Croissance française : un essai d'analyse économique causale de l'après-guerre*, les économistes Jean-Jacques Carré, Paul Dubois et Edmond Malinvaud, avaient mesuré que l'exceptionnelle croissance des Trente Glorieuses (en moyenne 5 % par an pendant la période) avait été provoquée par l'accélération de la contribution de ce facteur exogène à la croissance. Selon leurs travaux, ce « *résidu* » était responsable d'environ la moitié de la croissance de l'époque.

Les travaux de Solow et les réflexions autour du progrès technique ont transformé le regard sur le travail, considéré désormais dans sa dimension qualitative. D'où les multiples recherches autour de l'importance de la formation continue, de la qualité du management... Autant de sujets que semblent parfaitement ignorer nos débats électoraux. ■



## LIBRES ÉCHANGES

JEAN-PIERRE ROBIN

## Les Français se plaignent de leur pouvoir d'achat, jamais de leur pouvoir producteur

C'est le même cri de ralliement dans les trois blocs, à droite, à gauche et au centre : « pouvoir d'achat. » Un véritable consensus « pour rendre l'argent aux Français » les unit dans leur conquête du Palais Bourbon. Le RN en a fait sa priorité numéro un et « veut baisser les factures d'énergie et la TVA sur le gaz » dès son arrivée à Matignon. Le Nouveau Front populaire propose une hausse historique de 14,4 % du smic. Ensemble, chaperonné par Gabriel Attal, n'est pas en reste qui promet de porter « la prime NDLR (aucune charge sociale ni fiscale, NDLR) de 6 000 à 10 000 euros » par salarié.

Passons sur les chiffrages des programmes, en centaines de milliards d'euros. Les estimations sont d'autant plus sujettes à caution qu'elles ne distinguent pas l'argent public de l'impact global sur l'économie. À quoi bon mesurer la pensée magique ? Les promesses n'engagent que ceux qui les écoutent.

Les campagnes électorales sont certes propices aux surenchères. « *Pour plus de pouvoir d'achat dès cet été : maintien des boucliers gaz et électricité, "prime Macron" jusqu'à 6 000 euros sans charges ni impôts, indexation des retraites sur l'inflation, suppression de la redevance télé et baisse des impôts de succession* », promettait, en avril 2022, Emmanuel Macron pour obtenir un nouveau bail à l'Élysée. Voilà qui tranchait avec le discours tenu au début de son premier mandat : « *La société change : je vais vous armer pour trouver votre place dans ce changement plutôt que de prétendre vous protéger contre lui*. » C'était du temps de « la start-up nation », le slogan pour transformer en profondeur le modèle socio-économique français. « *On trouverait difficilement dans les années 2010-2020, un acteur politique plus typiquement néolibéral qu'Emmanuel Macron* », analyse l'économiste Bruno Amable, professeur à l'université de Genève.

## Productivité du travail

D'un quinquennat à l'autre, les crises sont passées par là. La révolte des « gilets jaunes » de l'hiver 2018-2019 aura amené l'Élysée à débloquer d'un coup 17 milliards d'euros, sous la forme, entre autres, d'un doublement de la « prime d'activité » (supplément de revenu pour les bas salaires). Puis l'année suivante, la pandémie de Covid-19 a engendré la formule du « quoi qu'il en coûte ». À l'origine exclusivement médical (« vous serez soignés »), le mot d'ordre a vite muté en protection financière (contre le chômage partiel notamment). Deux ans plus tard, la guerre en Ukraine et le retour de l'inflation ont donné lieu aux « boucliers tarifaires » sur l'énergie.

La protection du pouvoir d'achat est devenue l'alpha et l'oméga de la politique économique française. En même temps,

les réformes structurelles impopulaires – les retraites et l'assurance-chômage – visent à remettre les Français au travail. Les 2 millions de créations d'emplois supplémentaires (en net) dont Gabriel Attal se targue actuellement, constituent un succès tangible. Mais que valent ces emplois, dont environ 600 000 correspondent à des contrats en alternance et, nombre d'entre eux, sont précaires et mal payés ? Le fait est que la productivité du travail – la création de valeur ajoutée par emploi – accuse une chute globale de 6 % en France depuis 2019 selon les comptes nationaux. Par ailleurs, en deux ans, le nombre de personnes au smic a doublé, représentant 17 % de l'ensemble des salariés, dont certains s'estiment à juste titre paupérisés.

## « L'inefficacité du système éducatif »

Or, paradoxalement, le pouvoir d'achat par habitant semble augmenter plus rapidement en France (de 26 % en cumulé depuis 2019) que dans l'ensemble de la zone euro (17 %), faisait observer récemment le gouverneur de la Banque de France, François Villeroy de Galhau. « *Mais cette croissance a été portée par des transferts sociaux – et donc des déficits publics qui restent plus importants que chez nos voisins* », ajoute-t-il. À l'évidence la France « vit au-dessus de ses moyens », comme en témoignent les déficits jumeaux de ses finances publiques (5,5 % du PIB en 2023) et de la balance commerciale de biens et de services (3,5 % du PIB). Ces deux déséquilibres sont liés : l'État, par ses déficits et sa dette, distribue artificiellement aux Français le pouvoir d'achat qu'ils ne peuvent se procurer par leur propre travail faute d'être compétitifs sur le marché mondial. Pourquoi se plaignent-ils de leur

pouvoir d'achat et pas de leurs capacités productives ? « *Tout le monde se plaint de sa mémoire, et personne ne se plaint de son jugement* » (La Rochefoucauld).

À cet égard, les programmes des législatures qui se résument à des oukases sur la fiscalité et les revenus sont désolants. On y chercherait en vain des recommandations pour améliorer la compétitivité du pays. Rien sur la formation des enfants et des adultes alors que « *l'inefficacité du système éducatif est la cause majeure des difficultés économiques en France, à l'origine du recul de la productivité du travail, du niveau faible du taux d'emploi et de la désindustrialisation* », juge Patrick Artus, le conseiller économique de la banque Natixis.

Plus surprenant encore, aucun des programmes en compétition ne s'intéresse au logement, pourtant le premier poste de dépenses des ménages qui ont tant de difficultés à se loger. Seule exception, l'exonération de « frais de notaires » pour les primo-accédants d'un logement de moins de 250 000 euros (proposition d'Ensemble). Les solutions seraient-elles trop complexes à exposer, alors qu'il est si facile d'abaisser d'un trait de plume la TVA, de décréter une hausse spectaculaire du smic ou une énième niche fiscale ? Les approches des trois blocs répondent à la définition même du populisme qui consiste à offrir des solutions à court terme alléchantes – démagogiques – sans se soucier des leurs répercussions. Avec sa dissolution express, Emmanuel Macron n'a pas laissé le temps au temps, escamotant les débats de fond. Il faut incriminer son impatience, dont Kafka dans un aphorisme célèbre, disait qu'elle était, pour les hommes, le péché capital dont découlent tous les autres : « *L'impatience les a fait chasser du paradis, l'impatience empêche qu'ils y reviennent*. » ■



En deux ans, le nombre de personnes au smic a doublé, représentant 17 % de l'ensemble des salariés, dont certains s'estiment, à juste titre, paupérisés.

HARDY/PHOTOAL TO/ONLYFRANCE

## La bataille pour les législatives se joue aussi entre économistes

Thomas Engrand

Tous les experts sont mis à contribution pour légitimer les programmes économiques des différents partis.

Le retour de l'argent magique ? Alors que chaque parti cherche à répondre à l'angoisse de la perte de pouvoir d'achat ressentie par nombre de Français, le Nouveau Front populaire s'est largement démarqué des deux autres blocs pendant cette campagne. Selon la nouvelle alliance des quatre partis de gauche, l'amélioration de la situation de l'économie française ne passera que par une envolée des dépenses publiques. Hausse du smic à 1600 euros net, revalorisation de 10 % des aides au logement et du point d'indice des fonctionnaires... selon leurs propres estimations, la facture devrait atteindre 150 milliards d'euros à horizon 2026.

« *Faillite* », « *ruine* »... au RN comme dans l'ancienne majorité, aucun mot n'est assez dur pour qualifier le projet

porté par le PS, LFI et leurs alliés. Face à cette guerre économique totale, le Nouveau Front populaire s'est empressé d'envoyer en première ligne ses économistes. Vendredi, lors d'une conférence de presse pour dévoiler les données chiffrées de son programme, ce dernier a ainsi invité plusieurs d'entre eux à monter sur scène. « *C'est un programme crédible sur le plan économique. C'est pour cela qu'on est là pour le défendre. En face de chaque dépense, on a mis une recette* », a par exemple assuré Julia Cagé, professeur à Sciences Po.

« *Tout n'est pas parfait dans ce programme du Nouveau Front populaire fait en quelques jours (...) mais les principes généraux fondamentalement sont bons* », a estimé dans la foulée Thomas Piketty sur le plateau de BFMTV – qui compte parmi les soutiens les plus prestigieux

avec la Prix Nobel Esther Dufo. « *Est-ce que les mesures sont crédibles ?* » faisait mine de s'interroger le jour même, l'économiste Michaël Zemmour, membre du Haut Conseil aux finances publiques, dans un éditorial publié dans *Alternatives économiques*. Réponse laconique de l'auteur : « *Oui, et les pistes de financement aussi*. » Au contraire, le projet d'Emmanuel Macron est qualifié de « *fuite en avant, une recherche vaine d'un retour de la croissance, ne récoltant qu'une baisse de la productivité* ».

## « Dangereux pour l'économie »

Les soutiens de l'ancienne majorité ne sont pas en reste. « *La hausse du salaire minimum va détruire beaucoup d'emplois et amplifier la smicardisation de la société* », met ainsi en garde Gilbert Cette, économiste proche d'Emmanuel Ma-

cron et longtemps président du comité d'experts du smic. « *Le niveau d'endettement a dépassé les 100 % du PIB et nous avons déjà un taux de prélèvement parmi les plus élevés au monde* », alerte Stéphane Carcillo, économiste et professeur à Sciences Po, qui craint un rappel à l'ordre douloureux des marchés financiers si la gauche mettait en application son programme. Certains vont même plus loin en s'en prenant directement aux experts du camp opposé. « *Les économistes qui soutiennent le programme du Nouveau Front populaire sont incapables de gérer un État, mais ils seraient tout aussi incapables de gérer une baraque à frites* », tacle l'essayiste Nicolas Bouzou dans *Le Figaro*.

Déjà à couteaux tirés, la tension entre les deux factions est encore montée d'un cran au moment de départager les

idées sociales et fiscales du RN et des partis de gauche. Interrogé dans nos colonnes, le président du Medef, Patrick Martin, avait préféré botter en touche. Selon lui, les deux étaient « *dangereux pour l'économie* ». Un avis que ne partage pas l'ancien économiste en chef du Fonds monétaire international (FMI), Olivier Blanchard. Celui qui se décrit comme social-démocrate s'est fendu d'une longue explication sur X intitulée : « *Pourquoi je pense que le programme économique du Nouveau Front populaire est pire que celui du Rassemblement national*. » Les réponses ne se sont pas fait attendre. « *Honte à vous* », c'est « *de l'irresponsabilité politique crasse* », a répondu dans les commentaires, l'économiste Maxime Combes, membre d'Attac, un think-tank classé très à gauche. Ambiance... ■



# Les « IA factories », la nouvelle obsession des sociétés pour infuser l'intelligence artificielle

Keren Lentschner

Ces structures se multiplient depuis deux ans. Un moyen de tester rapidement des projets et de convertir les équipes.

C'est devenu l'obsession des fleurons de l'économie française : les grandes entreprises n'ont plus que l'IA générative à la bouche.

Depuis le succès de ChatGPT, toutes promettent d'en généraliser l'usage auprès de leurs salariés afin de gagner en efficacité et en productivité. Aujourd'hui, environ 65 % des organisations utilisent ainsi régulièrement ces outils dans au moins une fonction, contre seulement un tiers l'année dernière, selon le dernier baromètre du cabinet McKinsey. Les PME françaises n'échappent pas à cet engouement. Elles ont multiplié par huit en un an leur utilisation de l'intelligence artificielle, selon une étude de la banque en ligne Qonto.

Si jusque-là l'IA était le domaine réservé d'experts technologiques, « la promesse de l'IA générative est de mettre entre les mains du plus grand nombre des applications non techniques, décrypte Éric Hazan, associé chez McKinsey. C'est finalement un moyen de démocratiser l'IA ». Mais « de nombreuses entreprises peinent à déterminer sur quels cas d'usage concentrer leurs efforts », constate l'expert.

Face à ce défi, une initiative essaime dans les entreprises : l'« IA factory ». Soit une entité de quelques dizaines de personnes issues aussi bien des univers du digital et de la data science que du marketing, de la logistique ou bien du juridique. « C'est un moyen de structurer les efforts d'une entreprise et d'aller plus vite », explique Éric Hazan. Cela permet d'accorder la priorité aux projets réalisables à court terme et pouvant générer le plus d'impact pour l'entreprise, et d'accélérer leur passage à l'échelle. « L'idée est d'avoir des équipes agiles, organisées en « squad team » (équipes projets, NDLR), sans trop d'échelons hiérarchiques, pour pouvoir aller vite et favoriser l'adoption en interne par les différents métiers », ajoute Aimé Lachapelle, à la tête du cabinet Emerton Data.

**« C'est un moyen de structurer les efforts d'une entreprise et d'aller plus vite. Il permet d'accorder la priorité aux projets réalisables à court terme et pouvant générer le plus d'impact pour l'entreprise, et d'accélérer leur passage à l'échelle »**

Éric Hazan Associé chez McKinsey

Les premières IA factories remontent à 2017 aux États-Unis. Puis le concept s'est progressivement diffusé au niveau mondial, avec une accélération depuis deux ans. Certains groupes avaient déjà des digital factories ou des data factories dans le but d'accélérer leur transformation digitale et la gestion de leurs données. Parmi elles, Sodexo, dont le data lab s'est transformé il y a trois ans en data et IA factory et qui a revu au passage son fonctionnement, jusque-là très pyramidal. D'autres groupes ont pâti d'un « retard à l'allumage dans la transformation digitale et ne veulent pas être pris de court cette fois-ci », commente un expert. De nombreux dirigeants qui n'avaient pas pris la mesure du phénomène poussent à fond leur organisation à formuler une réponse stratégique face à l'IA ».

Si 18 % des entreprises se sont organisées pour pouvoir faire passer des projets à l'échelle selon McKinsey, la plupart l'ont fait en optant pour une IA



**Aujourd'hui, environ 65 % des organisations utilisent régulièrement les outils d'intelligence artificielle dans au moins une fonction, contre seulement un tiers l'année dernière, selon le dernier baromètre du cabinet McKinsey.** SUMMIT ART CREATIONS - STOCKADOB.COM

factory. « Un client sur trois en demande », précise Carnel Fatulescu, vice-président technologie pour la France et l'Allemagne de la société Globant. L'engouement dépend du secteur d'activité. « Les entreprises issues de la tech, des télécoms, des sciences de la vie, de la distribution ou encore de la banque ont une longueur d'avance, car elles ont déjà des volumes importants de données digitalisées et ont déjà abordé dans leur démarche les aspects réglementaires », précise Éric Hazan. PME et ETI sont rarement équipées d'IA factories, préférant opter pour des projets au cas par cas ou pour l'externalisation.

La conception d'une telle structure relève du sur-mesure. « Elle doit correspondre à la stratégie de l'entreprise, à sa culture et à son niveau d'acculturation à la data et au digital », explique Aimé Lachapelle. Sa gouvernance dépend, elle, du degré de centralisation de l'entreprise. « Certains groupes souhaitent gouverner leur programme au niveau des cas d'usage, avec des organisations ad hoc pour chacune des squad teams associées, résume le consultant. D'autres mettront en œuvre des fonctions transverses plus fortes sur les sujets de la gouvernance des données, de l'architecture des plateformes data et IA ou de la data science. »

Sodexo a fait le choix d'une structure transversale. « Nous avons voulu rassembler les compétences autour d'une entité avec un ADN très entrepreneurial et très ancré dans la stratégie business de chaque zone géographique », explique Maxime Marembaud, chief digital & AI officer de Sodexo. Son IA factory - qui compte 200 personnes - s'articule autour d'équipes produits multidisciplinaires ainsi que d'équipes opérationnelles locales qui assurent le déploiement au sein des régions. « Nous devons nous assurer que dans chaque pays l'IA est clairement identifiée comme un élément central et ancré dans la stratégie de transformation de nos services », ajoute le dirigeant.

De son côté, Orange Business mise sur une équipe centrale qui porte la gouvernance ainsi que la vision en matière d'IA, et des équipes métiers qui s'attellent à sa déclinaison. « L'équipe centrale les accompagne à la fois dans l'incubation puis dans l'industrialisation des cas d'usage, en leur fournissant le cadre et les moyens nécessaires à leur développement : expertises, données, technologies », détaille Vincent Garnier, chief data officer d'Orange Business.

Très vite, l'IA factory vit au rythme de ses projets. « Nous aidons les entreprises à trouver les cas d'usage les plus pertinents et actionnables le plus rapide-

ment », indique Carnel Fatulescu. Les entreprises s'efforcent de concentrer leurs efforts sur un nombre limité de projets. Une dizaine par an chez Sodexo. Chez Saint-Gobain, la plateforme en compte plus de 500, sous la forme de logiciels en libre-service, qui peuvent être testés par les salariés.

Sodexo a ainsi mis en place en Grande-Bretagne et aux États-Unis l'application Everyday qui vise à simplifier la commande de nourriture au bureau. Elle permet aussi d'analyser les retours clients sur les plats et l'expérience afin d'améliorer l'offre, l'efficacité sur les sites et réduire le gaspillage alimentaire. « L'enjeu prioritaire de notre IA factory consistait à transformer l'expérience client tout en comprenant mieux les habitudes et les attentes de nos consommateurs », témoigne Maxime Marembaud. Pour cela, il nous fallait récupérer des données et nous approprier davantage les pratiques digitales. »

Orange Business a, lui, conçu un modèle d'IA qui permet de résoudre plus rapidement les incidents dans le cloud et d'améliorer ainsi l'assistance technique auprès des clients. D'une part, il permet de synthétiser l'historique de l'incident, les commentaires des techniciens et les messages du client. D'autre part, il permet d'extraire des informations à partir de centaines de documents techniques afin de formuler des réponses adaptées aux clients. Un outil utile en cas d'incidents complexes ou lorsqu'un nouvel agent intervient sur un dossier. « Cela permet de répondre de façon plus personnalisée aux clients, mais aussi de gagner du temps et du confort de travail », explique Vincent Garnier.

De son côté, Saint-Gobain a créé un logiciel qui permet, à partir d'une simple vidéo de démonstration, de générer un manuel d'utilisation, avec texte et image, dans toutes les langues. L'idée, qui vient d'un ingénieur du groupe travaillant à Boston, remonte à janvier dernier. En trois mois, un prototype était développé. Un mois plus tard, il obtenait le feu vert du groupe. À ce jour, il a été déployé dans quelques dizaines d'usines de Saint-Gobain. « Cela représente un gain de temps considérable pour les salariés de nos usines qui peuvent ainsi se sensibiliser très vite à toutes les étapes de fabrication d'un produit », explique Ursula Soritsch-Renier, directrice du digital de Saint-Gobain.

Quant à L'Oréal, il déploie depuis l'an passé à l'échelle du groupe Fast Color, un outil développé dans le cadre de son programme Beauty Tech qui applique les principes définis par la task force IA du groupe. Cette application, qui per-

met de faire des simulations de couleurs à partir d'algorithmes, a permis de diviser par quatre le nombre d'essais en laboratoire. « Nous ne faisons pas de l'IA parce que c'est tendance, mais pour répondre à des besoins concrets de nos métiers », commente Stéphane Lannuzel, directeur du Beauty Tech. Si on met par exemple moins de temps à élaborer les formules de nos teintures capillaires, cela nous permet de les mettre plus vite sur le marché et d'être plus innovants. »

**« Cela permet à nos collaborateurs d'être formés et d'utiliser l'IA générative au quotidien dans un environnement sécurisé »**

Isabelle Guyony-Hovasse  
Responsable de la task force  
IA générative de L'Oréal

Sans surprise, les IA factories permettent aussi de généraliser dans les entreprises l'utilisation d'assistants virtuels. C'est le cas chez Orange Business où Dinootoo (une version personnalisée de ChatGPT) est déjà utilisé par 7000 personnes et où Copilot de Microsoft est en cours de test, notamment pour résumer des documents, en extraire des informations, traduire, créer des images... Chez L'Oréal, l'assistant L'OréalGPT lancé en décembre dernier est utilisé par 11000 personnes au moins une fois par semaine. « Cela permet à nos collaborateurs d'être formés et d'utiliser l'IA générative au quotidien dans un environnement sécurisé », commente Isabelle Guyony-Hovasse, à la tête de la task force IA générative de L'Oréal, qui fonctionne aussi comme une IA factory.

L'une des vertus est d'impliquer les collaborateurs au travers de projets concrets. Ils jouent ainsi un rôle de relais au sein des différents départements de l'entreprise. « Ces IA factories ont pour mission la formation et l'acculturation des salariés », indique Aimé Lachapelle. « Nous ne cherchons pas à imposer ces outils, mais nous encourageons les salariés à s'en saisir par des webinars, des chats, des newsletters... », explique Ursula Soritsch-Renier. Leur usage peut varier en fonction des pays. Chaque salarié peut par ailleurs soumettre ses idées de cas d'usage ». L'IA factory joue en quelque sorte un rôle d'« évangéliste », selon Éric Hazan. Avec une flexibilité appréciée par les directions. « On peut essayer des initiatives et les arrêter rapidement si ça ne marche pas », ajoute Michaël Deheneffe, VP

data & AI portfolio d'Orange Business. Le but étant de faire monter en compétences les équipes. « La plupart de nos clients ont à cœur de savoir comment cela leur permettra de gagner en autonomie sur l'IA », confie Carnel Fatulescu. La plupart des entreprises cherchent ainsi à poser des fondations communes à tous les métiers. « Sinon, le risque est que chacun lance ses modèles d'IA sans garantie d'interopérabilité, insiste Vincent Garnier, d'Orange Business. C'est l'un des freins au passage à l'échelle des projets d'IA. »

En interne, la création de ces structures axées sur l'innovation est un moyen aussi d'attirer les talents. « L'IA factory nous a permis de faire venir une vingtaine de personnes motivées par l'idée de travailler sur les enjeux de l'IA générative », raconte Vincent Garnier.

Le succès des IA factories est conditionné à l'évaluation rigoureuse de chaque cas d'usage puis à leur suivi. Car de nombreux projets ne dépassent pas le stade du prototype. « Il faut commencer par estimer les gains attendus (en temps, par de marché, nombre d'utilisateurs réguliers en interne...), définir des mesures associées à ces gains, puis piloter l'atteinte de ces objectifs par le biais de critères précis », résume Aimé Lachapelle. Des critères aussi bien financiers qu'extrafinanciers. « Nous disposons d'indicateurs de performance liés à l'efficacité opérationnelle, aux bénéfices pour nos clients et à l'amélioration de l'expérience de nos consommateurs », détaille Maxime Marembaud, de Sodexo.

De l'avis général, la réussite de ces projets requiert aussi une implication forte des directions. « Il y a un engagement fort du comex et de chaque région du groupe », confie Maxime Barembaud. Les projets font l'objet d'un reporting régulier, souvent trimestriel, aux comités exécutifs.

C'est souvent le point de départ de changements plus profonds au sein des entreprises. « En déployant ces projets, on touche aux méthodes de travail, à la gouvernance, à la sécurité des données... constate Carnel Fatulescu. On crée de nouveaux standards, de nouveaux processus que les équipes vont s'approprier. » L'Oréal l'a expérimenté en lançant son appli Fast Color. « Cela nous a amenés à revoir la façon dont nous concevions nos formules, depuis le brief envoyé par le service marketing jusqu'à la validation finale, décrypte Stéphane Lannuzel. Plus généralement, nous avons repensé de nombreux processus à l'aune de ces projets. Parce que nos salariés ont été associés à leur conception, la conduite du changement a été facilitée ». Une révolution est en marche. ■





On s’était donné 100 ans. On a un peu d’avance.

Publicis Conseil, meilleure agence mondiale aux Cannes Lions 2024.





# LE FIGARO et vous



**PHOTOGRAPHIE**  
**LE FESTIVAL LA GACILLY, DANS LE MORBIHAN, MET L'AUSTRALIE À L'HONNEUR** **PAGE 29**  
« Origines », de Bobbi Lockyer



**VIN**  
**RENCONTRE AVEC GAËL PETIT, PROPRIÉTAIRE DU DOMAINE DU MOULIN LA VIGUERIE À TAVEL ET DÉFENSEUR DE L'APPELLATION** **PAGE 31**

## NOUGARO Nouvelle vague

Le répertoire du chanteur toulousain, disparu il y a vingt ans, revit sous l'impulsion des musiciens Mathias Malzieu et Thomas de Pourquery ou encore des fidèles Yvan Cujious et Louis Winsberg. **PAGE 28**



RAYMOND ROIG/AFP : LOEWE : WWD VIA GETTY IMAGES ; BOBBIE HILL/BOBBI LOCKYER ; MOULIN LA VIGUERIE



## Loewe, des idées bien taillées

**PAGE 30**



## Deuxième service pour le « dîner chez les Français »

**Nathalie Simon**

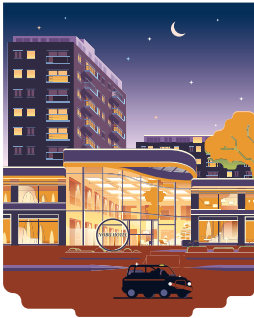
La Compagnie des animaux en paradis revisite avec humour les années Giscard.

« **D**evinez qui vient dîner ? » Le couple de retraités normands a mis les petits plats dans les grands, ils se sont habillés pour l'occasion. Ils sont impressionnés à la pensée de le voir « en vrai », et gardent l'effet de surprise pour leur famille conviée pour le réveillon de 1974. Valéry Giscard d'Estaing et son épouse, Anne-Aymone, frappent à leur porte. Rencontre au sommet, choc culturel assuré. Les anciens sont giscardiens purs et durs, contrairement à leur fille qui a dit oui à l'ouvrier syndicaliste d'origine italienne rencontré pendant les manifestations de 1968. Une tête de sanglier empaillée assiste, stoïque, aux échanges ubuesques. « Je n'ai pas mon accordéon, mais je peux chanter »,

prévient le chef d'État, qui va tomber la veste de costume pour réparer la Simca. Lors de la campagne présidentielle de 1974, le président de la République avait affirmé qu'il voulait « regarder la France au fond des yeux ». 1500 Français l'avaient invité chez eux. Les acteurs de la Compagnie des animaux en paradis reconstituent une soirée dans une ferme d'époque. Sans se soucier de tomber dans la caricature, mais avec humour. Au menu, champagne, potage au cresson fait maison, filet de bar trop cuit et brioche en guise de galette des rois. Valéry Giscard d'Estaing aura-t-il la fève ? Au cours de son septennat, les citoyens passent d'un sentiment d'espoir à la désillusion. La montée du chômage, la crise, l'industria-

lisation, l'IVG, la peine de mort, « VGE » tente d'adapter sa politique à l'histoire. Les résultats sont loin de les convaincre. Léo Cohen-Paperman, le metteur en scène de 36 ans, et sa bande de comédiens-chanteurs font feu de tout bois après avoir visionné les émissions des années 1970. Giscard renaît sous les traits pourtant improbables de Robin Causse. Avec son élocution particulière, son chuintement aristocratique, le président prononce ses vœux à la télévision, un rendez-vous que la famille ne manque pas et commente avec de plus en plus de rancœurs. Née Sauvage de Brantes, Anne-Aymone fait office de tampon. La fille revendique la liberté de faire ce qu'elle veut. Son bébé - inénarrable Julien

Campani - grandit et annonce les actes agrémentés de sketches potaches et de blagues franchouillardes. La Compagnie des animaux en paradis n'en est pas à sa première fable parodique. Deux épisodes, *Vie et mort de Jacques Chirac, roi des Français* et *Génération Mitterrand* ont déjà divertie le public. Une suite de cette série intitulée *Huit rois (nos présidents)* est prévue. Léo Cohen-Paperman souhaitait commencer ce *Dîner chez les Français de V. Giscard d'Estaing* dans un « réalisme frivole à la Claude Sautet » et finir dans une « déconstruction grinçante et cauchemardesque à la Ruben Ostlund ». On ajoutera une pincée des Deschiens. ■ Jusqu'au 28 juin, Théâtre 13/Glacières (Paris 13<sup>e</sup>).



*Nobu Hotel London  
Portman Square*

**Laurent-Perrier**  
*Cuvée Rosé, choisie par les meilleurs.*



CHAMPAGNE  
**Laurent-Perrier**  
MAISON FONDÉE  
1812

Cette Rosé est issue de la brutte macération des meilleurs Pinot Noir de la Champagne pour d'un vieillissement en minimum de 4 ans dans nos caves.

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.



**Olivier Nuc**

Sa voix rocailleuse, son tempérament rugueux et son répertoire inclassable ont longtemps hypothéqué son héritage. Vingt ans après sa disparition, ses chansons sont remises au goût du jour par une génération d'artistes admiratifs de son talent.

Claude Nougaro est mort il y a vingt ans, à l'âge de 74 ans, après une carrière longue d'un demi-siècle. Cet été, plusieurs projets rendent hommage à cet artiste totalement unique, figure majeure de la chanson française, que l'on n'écoute hélas plus assez aujourd'hui. Le 25 juin prochain, le Grand Rex le célébrera, dans le cadre d'un des concerts patrimoniaux qu'organise l'INA. C'est sous l'égide *Nous Nougaro* qu'une vingtaine de chanteurs, réunis par Mathias Malzieu, viendront reprendre ses titres. La maison a choisi de saluer le legs artistique de Nougaro en confiant les clés de la soirée à l'hypercréatif leader et chanteur du groupe Dionysos, pilier du rock français. «*Les organisateurs cherchaient un angle neuf pour aborder Nougaro. J'ai proposé de ne pas lui être trop fidèle. C'est un homme qui a toujours su se réinventer, le copier aurait été ridicule. Et il était quand même très joueur*», explique Malzieu.

«*J'avais envie d'appliquer un traitement bossa-nova à ses chansons, y compris à celles qui n'ont rien à voir avec le Brésil. Nous les avons passées au tamis bossa-nova, avec un beatmaker, un peu comme ce que Gotan Project avait fait avec le tango*», poursuit-il. Le Brésil fut une des grandes sources d'inspiration du poète, qui a adapté des compositions de Baden Powell et Chico Buarque pour en faire les tubes *Bidonville* et *Tu verras*. Qui de mieux placé que la Brésilienne de Paris Flavia Coelho pour revisiter cet aspect du chanteur ? «*J'ai découvert sa musique en arrivant en France, en 2006. J'ai commencé à comprendre alors son histoire d'amour avec le Brésil*», explique la jeune femme.

Après avoir vulgarisé le jazz auprès du grand public dans les années 1950 et 1960, Claude Nougaro a eu à cœur de familiariser les Français avec la richesse des musiques brésiliennes, dont il sera un des meilleurs ambassadeurs francophones. «*Il a réuni ses deux passions : son envie d'être noir et aussi son désir d'être brésilien*». Son histoire d'amour avec le Brésil lui fera épouser la jeune Marcia, avec laquelle il aura un fils et à qui il dédiera la chanson *Marcia martienne*. Ce n'est pas ce titre que Flavia Coelho a choisi, mais *Le Coq* et la *Pendule*, dans lequel Nougaro rendait hommage à son complice, le pianiste Maurice Vander. «*Je travaille beaucoup pour apprendre le texte, je découvre des mots. Il n'y avait que lui pour écrire une fable pareille*», résume la chanteuse.

Comme de coutume lors des concerts organisés par l'INA, les chansons seront ponctuées de vidéos d'archives. «*Ce qui fait que le maître de cérémonie, ce sera lui. J'ai choisi de tendre un lien entre les générations, entre ceux qui l'ont déjà repris, comme Natalie Dessay, et d'autres comme la chanteuse Pi Ja Ma*», complète le directeur musical, un peu tendu à quelques jours de la représentation unique. S'il n'est pas un exégète de Claude Nougaro, Mathias Malzieu possède un lien intime avec son œuvre. «*Nougaro faisait partie des artistes présents à la maison quand j'étais enfant, mais j'ai vraiment découvert sa musique grâce à Olivia Ruiz, surtout quand je l'ai entendue chanter Cécile ma fille avec son père*».

Cette version à deux voix a inspiré à Malzieu le format de l'événement, des duos, parfois insolites, et toujours inattendus. «*Ça m'amusait beaucoup d'associer la jeune Alice on the Roof à Tchéky Karyo, ou Pi Ja Ma à Arthur H, par exemple. Cela crée un décloisement. J'espère que cela va apporter de la joie*». Aurélie Saada, Barbara Carlotti, Cali, Tété, Emily Loizeau et d'autres complètent l'affiche. Mais aussi Thomas de Pourquery, qui est également au programme d'une autre



**Claude Nougaro, en concert, en 1985.**  
RICHARD BELLIA/DALLE APRF

## Nougaro, l'heure de la revanche

**Ci-dessous : le chanteur Yvan Cujious (à gauche) et le guitariste Louis Winsberg ont enregistré un album-hommage intitulé 1 voix, 6 cordes, en référence au live Une voix, dix doigts de Claude Nougaro.**

**En bas : le chanteur de Dionysos, Mathias Malzieu, à qui l'INA a confié le soin d'orchestrer le concert patrimonial Nous Nougaro dédié à l'artiste toulousain disparu en 2004.** CATHERINE ARNAUD ; SÉBASTIEN SORIANO/LE FIGARO



création, *New'Garó*. Une approche différente du répertoire, orientée autour d'un big band assemblé pour l'occasion par le compositeur et arrangeur Fred Pallem.

«*Nougaro était un auteur et un chanteur génial. Voilà quelqu'un qui a beaucoup travaillé avec des musiciens de jazz*», explique le compositeur. À 90 %, la musique enregistrée par Claude Nougaro l'aura été avec des pointures du genre. C'est lorsqu'il s'en est éloigné qu'il a signé ses plus mauvais disques. *Nougayork*, en 1987, lui a permis de revenir au premier plan après avoir été remercié par le label Barclay. Si Pallem, comme la plupart des musiciens de sa génération, a connu Nougaro avec ce succès populaire, il s'est vite attaché aux grands albums des années 1970 comme *Locomotive d'or* ou *Femmes et famine*. «*Ce que j'aime chez lui, c'est que c'est un chanteur à l'ancienne, qui aimait bien les modulations, les mélodies et les harmonies un peu aventureuses. En gros, l'inverse de ce qu'on entend aujourd'hui*».

L'orchestre assemblé par Fred Pallem réunit onze cordes, cinq cuivres et une rythmique à cinq. «*J'ai constitué une équipe sur mesure, constituée de gens qui aiment vraiment Nougaro. J'ai veillé à privilégier autant le critère humain que musical de chacun. Ils viennent tous du jazz*». Quant aux interprètes, ils viennent des musiques du monde (Ray Lema, Souad Massi), de la pop (Babx), du manouche (Sanseverino) comme du jazz vocal (Gabi Hartmann). Et l'inclassable Thomas de Pourquery, donc. «*C'est une musique avec laquelle j'ai grandi, j'ai été biberonné à ses chansons, ça fait partie de mon ADN*», explique l'auteur de *Let the Monster Fall* et grand aventurier du son. Celui-ci confirme que se mettre dans la peau de Nougaro n'a rien d'une promenade de santé. «*Reprendre ses chansons, c'est un engagement physique absolument dingue, comme un match de boxe. C'est vraiment délectable à enchaîner, toutes ces syllabes, il y a quelque chose de très lyrique : il était le fils d'un chanteur d'opéra*».

**« Les organisateurs cherchaient un angle neuf pour aborder Nougaro. J'ai proposé de ne pas lui être trop fidèle. C'est un homme qui a toujours su se réinventer, le copier aurait été ridicule »**

**Mathias Malzieu**

Directeur musical de «*Nous Nougaro*»

*Je ne sais pas si d'autres ont réussi à faire sonner le jazz en français aussi bien que lui, mais c'est assez magique.*»

Pourtant, Nougaro, avec son côté rabalaisien, est loin de faire l'unanimité. «*Les gens l'adorent ou le détestent, il n'est pas du tout consensuel, confie Thomas de Pourquery. Mais je pense qu'il est très sous-estimé. Les fans de Nougaro, c'est un peuple à part*». Tous le disent : il est difficile de s'approprier Nougaro. Ce qui donne encore plus de saveur aux différents hommages organisés cet été. Après une première représentation dans le cadre de Jazz sous les pommiers le 10 mai dernier, *New'Garó* sera présenté dans les festivals Jazz à Vienne (le 7 juillet), Les Suds à Arles (le 12 juillet) et Jazz in Marciac (le 27 juillet).

Fred Pallem explique que l'œuvre de Nougaro est difficile à appréhender pour les femmes. Pourtant, la chanteuse Marion Rampal relève le défi avec bonheur. «*S'il fait partie de mon Panthéon d'artistes, je n'étais encore jamais passée au stade d'interpréter sa musique. Ses mélodies ne sont vraiment pas faciles à chanter*», confirme la jeune femme. «*Nougaro est compliqué à définir. Si on*

*reste à la surface, on ne voit que le mec qui chante des trucs assez machos avec un accent prononcé. Mais j'ai pris le parti de ne rien féminiser. Nougaro prenait un peu la poussière sur l'étagère. Si on n'interprète pas les chansons des artistes, les choses se figent. Ça fait du bien de chanter ses mots. C'est une bonne chose de faire vivre ce répertoire*», explique Marion Rampal, qui se dit embarquée par la passion des mots dont Nougaro a fait preuve. «*J'ai visionné pas mal de vidéos de lui en concert. Il n'y a aucune esbroufe chez lui, c'est très beau à voir, plein d'amour*».

Le dernier hommage présenté cet été est le fruit de la collaboration entre deux proches de Claude Nougaro, le chanteur Yvan Cujious et le guitariste Louis Winsberg. Intitulé *1 voix, 6 cordes* en référence au live de Nougaro *Une voix, dix doigts*, le projet a fait l'objet d'un album exceptionnel, qui bénéficie de la participation de Francis Cabrel comme de Bigflo & Oli, jeunes fans de leur aîné toulousain. «*Nous avons choisi d'aborder Nougaro différemment, de manière plus simple et abordable, autour de la guitare de Louis et de ma voix*», explique Cujious, qui fut très proche de l'artiste. *Je l'ai rencontré quand j'étais prof de sciences physiques, il a toujours été très bienveillant. Il disait qu'il n'était pas un homme de cinq minutes. J'écrivais des chansons de façon assez débonnaire, il m'a montré l'engagement qu'exige l'écriture, ça a changé ma vie*».

S'il a régulièrement rendu hommage à son maître, Yvan Cujious ne l'avait jamais fait avec autant d'implication qu'aujourd'hui. «*Je boucle un peu la boucle. Cet album avec Louis est un cadeau*». Membre fondateur du trio jazz fusion Sixun en 1984, Winsberg est un grand styliste de la guitare française. Sur l'album *1 voix, 6 cordes*, il a pris les inflexions les plus flamenco de son jeu à la guitare classique. «*On a rapidement monté un répertoire en guitare/voix. J'aime beaucoup l'interprétation d'Yvan, explique le musicien, qui a joué avec Nougaro pendant les concerts du Palais des congrès de Paris, après l'album Embarquement immédiat, en 2000. Claude était un taureau, Yvan le chante de manière plus douce et féminine*», ajoute le guitariste, qui se prépare à donner des représentations en duo avec ce dernier. Ils seront le 12 juillet aux Francfolies de La Rochelle et à partir du 13 à Avignon, dans le cadre du Off, pour dix représentations, et sur la route jusqu'en février.

Reste Toulouse, désignée Ville des musiques par l'Unesco le 31 octobre dernier ! La Ville rose célébrera son chanteur le 8 septembre avec un concert gratuit sur la place du Capitole. Yvan Cujious assurera la direction artistique de ce grand concert populaire, et Yvan Cassar, collaborateur de Nougaro, la direction musicale. ■



# À La Gacilly, la maison brûle et la photo rayonne

Florence Vierron Envoyée spéciale à La Gacilly (Morbihan)

Pour sa 21<sup>e</sup> édition, la manifestation bretonne met l'Australie à l'honneur. Et exalte la nature tout en rappelant les menaces que fait peser sur elle la main de l'homme.

Le ciel sait être clément avec les âmes positives. Pour l'inauguration du 21<sup>e</sup> Festival photo de La Gacilly (Morbihan), la pluie était annoncée et menaçait de s'incruster peu avant la découverte des 20 expositions. Elle ne se pointera que cinq minutes après la fin de la visite, épargnant la déambulation dans les rues et les espaces verts de ce charmant village breton et permettant d'apprécier de nouveau la très bonne qualité de ce festival gratuit et en plein air.

En arrivant, on se demande toujours qui aura les honneurs des tirages XXL accrochés à l'entrée du village. L'Australie étant le pays invité, ce ne pouvait être que l'un de ses photographes méconnus de notre regard mais stars en leur territoire, «*très concernés et vrais lanceurs d'alerte*», dit Cyril Drouhet, notre collaborateur du *Figaro Magazine* et commissaire des expositions. Les photos de Bobbi Lockyer donnent donc le ton : une main tenant un bébé enveloppé de végétation, cadeau offert à la Terre autant qu'au visiteur. Centrée sur la maternité et la transmission, la photographe et plasticienne aborigène montre une belle empathie pour ses congénères. Autour d'un cliché géant de l'imposant massif sacré pour les autochtones australiens, Uluru, qu'il ne faut plus appeler Ayers Rock, des portraits dévoilent l'amour des parents pour leurs enfants et des visages auréolés d'éléments naturels. On y lit la fierté d'un peuple qu'on a voulu annihiler.

Rien n'est jamais laissé au hasard à La Gacilly. Fidèle à sa tradition, le festival continue de présenter une écologie positive tout en pointant du doigt les aspects parfois très sombres de l'action de l'homme sur la nature. Préparées pendant des mois, les expositions trouvent leur place au fur et à mesure qu'elles sont choisies et construites. «*Nous remettons tout à plat tous les ans et nous nous adaptons aux photos et aux photographes*», explique Dominique Rolland, responsable de la scénographie.

Ainsi la Prairie, vaste clairière, apparaît très fermée en accueillant deux photographes. Un endroit idéal pour confronter l'Amérique des villes à celle des champs. Et d'y installer le grand nom de la photographie élu cette année : Joel Meyerowitz. Ses clichés en couleur dessinent des ambiances urbaines étasuniennes à travers un quartier animé de New York, un stade vide ou une voiture garée devant une maison. L'espace cloisonné dans lequel ils sont présentés, «*mais pas trop pour ne pas enfermer les gens*», dit Dominique Rolland, recrée un environnement citadin qui disparaît totalement quand on pénètre dans la partie dédiée à Louise Johns. La Prairie respire de nouveau et

se transforme en arène pour dérouler une histoire de la ruralité dans l'État du Montana. La photographe américaine raconte les efforts pour restaurer les populations de bisons dans cet Ouest des grandes plaines. Assis sur la structure circulaire en bois au milieu des panneaux, le visiteur peut contempler les paysages grandioses sous la neige et dans des couleurs automnales, ainsi que les portraits d'Amérindiens grimés pour un jour de parade. Et on ressort de cette confrontation avec l'étrange sentiment d'y avoir vu les divisions de l'Amérique d'aujourd'hui.

Comment ne pas être aussi bouleversé par «*Nourrir la planète*», 70 photos de l'Américain George Steinmetz présentées au Garage, espace autrefois dédié à l'automobile et reconverti en lieu d'exposition à ciel ouvert ? Pour gommer sa minéralité et alléger la profusion de clichés, Dominique Rolland les a organisés en quatre thèmes, soutenus chacun par une couleur. «*C'est la première année que nous faisons un gros travail sur la couleur. Beaucoup de gens viennent pour la journée (320 000 visiteurs l'an dernier, NDLR). Il faut créer du rythme, de la surprise, et la couleur y contribue*», déclare-t-il.

**«C'est la première année que nous faisons un gros travail sur la couleur. Beaucoup de gens viennent pour la journée. Il faut créer du rythme, de la surprise, et la couleur y contribue»**

**Dominique Rolland**

Responsable de la scénographie du festival photo de La Gacilly

La pêche, sur fond jaune, la consommation, nimbée de vert, l'agriculture, rehaussée de bleu, et l'élevage, de marron-rouge, nous interpellent sur ce que nous mettons dans notre assiette chaque jour. Sans légende, la photo de 17 machines avançant en pointe dans un vaste champ s'apparenterait à une attaque d'aliens sortie d'un film futuriste. Il s'agit en réalité de la récolte du soja dans une ferme de 25 000 hectares au Brésil. De même, la photo de têtes de requins mises à sécher a des allures de nature morte quand on la scrute d'un peu loin. Très graphique, l'ensemble est d'une beauté exceptionnelle alors que son constat fait froid dans le dos : combien d'hectares devons-nous encore transformer en terres agricoles pour nourrir 2 milliards d'humains supplémentaires en 2050 ?

Le gigantisme se retrouve bien sûr chez les photographes australiens. Matthew Abbott raconte l'histoire du «*Black Summer*», entre juin 2019 et mai 2020, pendant lequel les feux de brousse ont ravagé presque 25 milliards d'hectares de l'Île-continente, grande comme 14 fois la France, et tué 3 milliards de vertébrés terrestres. Son image d'un kangourou courant devant une maison en flammes a remporté un prix au World Press Photo. Pour contrebalancer cette noirceur, «*À la recherche d'un Eden*» a été installé sur une passerelle de bois, en face. Cette série de sa compatriote Tamara Dean laisse place à la poésie et au rêve. Et montre mieux que personne comment l'homme peut se fondre dans la nature. Le visage caché, les personnes qu'elle fait poser au cœur de la végétation deviennent des éléments naturels et cessent de se poser en dominateurs.

Un autre photographe remplace l'être humain dans l'infiniment petit : Mitch Dobrowner. Cet Américain court après les tornades, tempêtes et autres orages, de préférence de grande puissance. Ses grands formats en noir et blanc sont envahis de masses nuageuses ou traversés par des éclairs blanchâtres tran-



L'exposition «*Nourrir la planète*» regroupe 70 clichés de l'Américain George Steinmetz qui nous interpellent sur ce que nous mettons dans notre assiette chaque jour. 2022 GEORGE STEINMETZ

chant les tonalités de gris. Les palissades qui les accueillent laissent un creux d'où semblent jaillir les tourbillons de nuages et où pourrait tomber la foudre. Elles peuvent aussi faire penser que tout vient d'être détruit et s'apprête à être reconstruit.

Impossible de vanter la scénographie de cette édition sans parler des forêts sacrées du Bénin où le photographe belge Gaël Turine a assisté à des cérémonies vaudoues. Présenté sur le Chemin des libellules avec un texte de

Laurent Gaudé, son reportage met en scène des arbres majestueux qui font figure de sages par rapport aux herbes folles qui leur font face. Enfin, les trois expositions du Labyrinthe végétal proposent un voyage chromatique : du vert profond des forêts primaires de Nouvelle-Bretagne (Papouasie-Nouvelle-Guinée) saisi par l'Allemande Ulla Lohmann, au noir et blanc d'une extrême douceur de l'Italien Alessandro Cinque, qui magnifie l'exploitation minière en Amérique latine, en

terminant par «*le petit patrimoine sensible et méconnu des touristes dans le Morbihan*» de Sophie Zénon, qui a osé jouer avec la technique de l'orotone, pour un rendu parfois proche du sépia, où le passant se retrouve hors du temps. Mais celui qu'il aura consacré au festival est bien concret : les retombées économiques pour les 4 000 habitants se montent à 9 millions d'euros. ■

«*Australie & autres regards*», Festival La Gacilly (56), jusqu'au 3 novembre. [www.festivalphoto-lagacilly.com](http://www.festivalphoto-lagacilly.com)



*Le Byblos  
Saint-Tropez*

## Laurent-Perrier

*Cuvée Rosé, choisie par les meilleurs.*



CHAMPAGNE  
**Laurent-Perrier**  
MAISON FONDÉE  
1812

*Cuvée Rosé est issue de la lente macération des meilleurs Pinots Noirs de la Champagne puis d'un vieillissement au minimum de 5 ans dans nos caves.*

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.



Pour «*La mémoire des pierres*», la plasticienne Sophie Zénon a utilisé la technique de l'orotone.



En 2008, LVMH décidait de confier les rênes de Céline (qui n'avait pas encore perdu son accent sur le « e ») à Phoebe Philo. Mais son patrimoniale française sans grande identité, la marque devient alors l'emblème d'un vestiaire de femme, dessiné par une femme, classique mais exigeant, intelligent et chic. Cinq ans plus tard, le groupe nommait à la tête d'une autre maison historique (espagnole) sans signature mode, Loewe, un jeune créateur d'à peine 30 ans, Jonathan Anderson. La comparaison est osée mais, en dix ans, Anderson a construit chez Loewe un vestiaire masculin que l'on pourrait rapprocher de l'œuvre de Philo : une mode cérébrale mais incroyablement portable, référencée mais réelle, conçue par un homme de son temps, ultraconnecté et cultivé, aux références pop comme intellectos. Sans déguiser les hommes mais en les rendant franchement plus beaux - il n'y a qu'à voir les célébrités présentes à ses défilés, comme Jeff Goldblum en ensemble workwear impeccablement délavé. Ses shows sont toujours un « moment de mode », son discours, conceptuel, mais quand on pousse les portes d'une boutique, les vêtements sont vrais. Et font envie. C'est rare, surtout à ce niveau de luxe, de trouver un jean brut sans fantaisie et sans logo, une chemise en oxford ou un pull zippé bleu marine, fabriqué dans la bonne matière, avec le bon détail. Ces derniers temps, les fans de vêtements, et pas que les aficionados de la mode, ne jurent par exemple que par ses chaus-sures (Chelsea boots, mocassins...) aux bouts exagérément arrondis. Et en dix ans, Loewe est devenu une success story qui a atteint le milliard d'euros de chiffres d'affaires. Notamment grâce aux accessoires (et ses sacs viraux), comme toutes les maisons de luxe, mais aussi grâce à son prêt-à-porter.

Ce samedi, à la Garde républicaine, le nouvel opus de Jonathan Anderson pour Loewe est une démonstration de l'étendue de son talent. Il s'ouvre sur un costume noir, déconcertant de simplicité, tombant juste, en soie et mohair, porté à même la peau. Seul ornement, des plumes dorées masquent le visage des modèles. Toute la philosophie d'Anderson résumée en un look, complété par une chaussure légèrement allongée pour en exagérer les proportions. « *Ce qui ne fut pas facile à faire*, concède Anderson après le show. *Car il fallait que l'on modifie la ligne centimètre par centimètre, sans pour autant que ça fasse clown ou que l'on ne puisse plus marcher avec!* » Réinventer sans être hors-sol, c'est le même principe pour le reste de ce vestiaire qui opère une nouvelle fois sur la ligne de crête entre le créatif conceptuel et radical (les tops débardeurs comme écaillés, ou façon cotte de mailles, les immenses pantalons de laine façon culotte du



Loewe



Hermès



Dries Van Noten

FILIPPO FIORI / GORUNWAY.COM, DANIELE OBERAUCH / GORUNWAY.COM

## Allures pures

Matthieu Morge Zucconi

À Paris, ce week-end, les défilés printemps-été 2025 de Loewe, Hermès et Dries Van Noten ont fait la démonstration que le talent réside dans cet équilibre subtil entre radicalité et portabilité, créativité et réalité.

XVII<sup>e</sup> siècle) et le vêtement, comme ces pulls *cable knit* sublimes, ces imperméables droits parfaits, ces pantalons taille haute impeccables. Avec toujours un sens juste de la coupe, comme ces vestes à l'épaule légèrement tombante et aux manches oversized, ces costumes parfaits qui semblent en laine mais sont en fait en veau velours... « *Je voulais de la retenue*, explique Jonathan Anderson en backstage. *J'ai beaucoup apprécié de travailler sur cette collection car c'était un travail de précision. Sur la coupe, sur la couleur. C'est une saison très subtile, je pense.* » Poétique, radical, créatif et ancré dans le réel : du pur Jonathan Anderson.

Dans l'après-midi, au Palais d'Iéna, on assiste aussi, chez Hermès, à du pur Véronique Nichanian. En version ultra-estivale, décontractée et franchement rafraîchissante. « *J'avais envie de nonchalance, de légèreté, d'une métaphore sur la mer. Beaucoup de douceur, ça fait du bien! Et je garde toujours mes principes de vêtement transformables, mis au service du confort.* » La Française apprécie particulièrement le travail sur ces petits détails qui n'en sont pas et qui signalent un vêtement Hermès. Bien sûr, ici, tout est d'un luxe fou, comme ce sweat-shirt fait en veau nubuck ou cette chemisette en cuir, ces vestes complètement sans structure qui en deviennent transparentes, ces autres, sans manches façon gilets de reporter

d'un nouveau genre... Mais aussi, faciles à endosser et à glisser dans une valise de vacances (ou dans les fameux Haut à courroies de la maison) : une chemise en oxford à col comme un petit foulard noué, un pantalon anthracite ou beige tombant juste comme il faut... Que demander de plus ?

Quelques heures plus tard, Véronique Nichanian est, comme toute la planète mode ou presque, à La Courneuve pour voir (et célébrer) le dernier défilé de Dries Van Noten. Il y a un peu moins de vingt ans, dans le hangar adjacent (celui dans lequel nous sommes, nous dit-on, abritait alors le backstage), l'Anversois organisait pour célébrer son cinquantième show un défilé devenu légendaire : un dîner placé de 500 convives à la fin duquel les mannequins avaient défilé sur la table. Pour cette « der », on pouvait au moins s'attendre à un tel moment. Après un cocktail sis autour d'une box lumineuse diffusant des images d'archive, les rideaux s'ouvrent sur les coups de 22 heures. Tout le monde dégaîne son iPhone. Cette fois-ci, pas de table, mais un long podium recouvert de papier argenté. S'avance Alain Gossuin, mannequin historique de la marque (il avait ouvert son tout premier show en 1991), dans un long manteau croisé porté sur un pantalon d'inspiration militaire. Puis viennent d'autres vestes parfaites qui rendent ses clients dingues depuis

trois décennies, portées, dans un contraste dont il est le maître, avec des « pantalons » d'organza transparents. Mais aussi de sublimes parkas, des petits blousons en gabardine, des pantalons d'un chic fou avec une seule poche cargo sur le devant... Le tout porté par un casting de tous âges, habitué des podiums de l'Anversois pour la plupart. « *Je voulais une célébration*, raconte-t-il en coulisses, visiblement ému. *Mais j'avais envie de continuer à prouver, à avancer. Je n'avais pas envie d'un best-of! Je suis très heureux, très touché.* » Ce défilé concentre toutes les signatures DVN : son sens de la couleur si particulier (ces oranges ! ces jaunes ! ces bleu ciel !), ses imprimés floraux d'une élégance folle, ces matières techniques et lainages anglais qui lui sont si chers, ce tailoring renversant de justesse, jusqu'au dernier passage, un long manteau noir porté sur un pantalon doré. Un show magnifique de retenue, vu le contexte, pas un tire-larmes grandiloquent. À l'image de M. Van Noten. Sur *Sound and Vision*, de David Bowie, un artiste qui lui a toujours été cher, l'Anversois vient saluer sous un tonnerre d'applaudissements et une standing ovation méritée de la part d'un public qui, ça et là, essuie quelques larmes et qui l'a tant aimé depuis ses débuts. Puis le rideau tombe, révélant une boule à facettes géante. « *I Feel Love* », de Donna Summer, retentit. Et la fête se poursuit... ■

## Journal de bord du printemps-été 2025

Deux jours avant son défilé Ami, lorsque Alexandre Mattiussi nous explique qu'il s'est inspiré d'un été dans la capitale, on lui demande si ses Parisiens iraient aux JO. « *Non, rien à faire!* », répond-il du tac au tac. *Ils regarderont ça de loin, ça ne va pas les intéresser beaucoup. Mais ils ne quitteront pas Paris pour autant. Il fera chaud, il fera beau. Après s'être promenés au jardin*

*des Tuileries, ils fuiront l'excitation en allant boire des coups à Saint-Germain-des-Prés, en fin de journée, dans des vêtements légers.* » C'est donc rive gauche, dans un bâtiment haussmannien inoccupé donnant sur la Seine, que ces Parisiens pur-sang donnent jeudi soir, un avant-goût de l'été 2025. Sous le regard amical de Catherine Deneuve, supportrice de la première heure, de Leïla Bekhti, Juliette Binoche, Lou

Doillon et Emma Roberts, ces garçons sont relax dans leurs chemises aux manches retroussées, leurs pantalons amples et souliers mous « *à la Gainsbourg* ». Sous leurs trenchs fluides, ils ne portent pas grand-chose, si ce n'est un petit short ou quelques bijoux. « *J'avais envie de donner une dose de nonchalance à l'histoire de la marque avec des pièces académiques - un trench, un jean, une veste croisée oversize - dans des couleurs crépusculaires et une coupe plus ample qu'à l'accoutumée.* » Du côté des femmes (environ la moitié du casting), on se projette moins dans les grosses jupes plissées jaune beurre et rouge coquelicot (« *trop La Land* », juge une invitée) mais on adopte d'avance cette fille en robe tube gris ardoise portée comme un tee-shirt, un beau fourre-tout sous le bras. Quoi qu'il en soit, pendant les JO, les Parisiens d'Ami, on les repérera.

MARIE-GABRIELLE GRAFFIN

Quelques heures plus tôt, Rei Kawakubo livre une nouvelle partition **Comme des Garçons Homme Plus**. À 81 ans, la Japonaise continue de créer avec le même entrain qu'à ses débuts. Et ainsi, de déconter les critiques et d'enthousiasmer les adeptes. Cette saison, comme souvent, variations autour du complet : vestes aux proportions changées, découpes, rigueur d'un complet noir. Puis des incursions de rose quasi fluo, d'abord sur des chemises, puis sur les vestes... Le tout toujours

agrémenté de détails historiques (manteaux de cavaliers, culottes du XVII<sup>e</sup> siècle, jabots...). Cela ravira ses fans - toujours plus nombreux, à en juger par le nombre de personnes sur le stand CDG Homme Plus du tout nouveau Dover Street Market Paris.

Kiko Kostadinov est un oiseau rare : un inventeur, un vrai, continuant saison après saison de jouer avec les formes et les proportions. Et si, sur un podium, ses créations peuvent parfois ressembler à des vêtements de science-fiction (cette saison, on pense de temps à autre à Anakin Skywalker dans le premier volet de *Star Wars*), ce vrai passionné de mode connaît aussi très bien son client, et ce qu'il aime. Ainsi, derrière les (nombreuses) pièces spectaculaires (pantalons comme twistés, longues tuniques, manteaux à multiples trous et découpes) parfois franchement compliquées, on trouve aussi dans ce vestiaire de l'été prochain des vestes hybrides entre le blazer et le workwear, des pulls simples, des blousons au zip légèrement désaxé... Bref, du portable par tout un chacun.

Chitose Abe, chez Sacai, elle aussi, fait partie de cette rare catégorie de designers qui ne se contentent jamais d'appliquer une simple formule. Pourtant, la sienne est solide : depuis vingt-cinq ans, elle mélange des vêtements qui n'ont a priori rien à voir pour créer des formes nouvelles, pour donner à un

truc aussi basique qu'un blazer noir un nouvel accent, tantôt militaire, tantôt workwear... Commercialement, c'est remarquablement efficace, surtout pour l'homme où il y a dans ces formes archétypales tout ce qu'il faut pour rassurer un client frileux, et dans ces modifications drastiques le nécessaire pour parler à un autre plus mode. Cette saison, le point de départ de la collection est une citation de James Dean. L'allure emprunte donc, forcément, à l'une des plus grandes icônes de style de l'histoire : les garçons ont des lunettes, les cheveux à deux doigts de la coupe banane, des blousons en cuir. Même sa veste Harrington est là, cette fois-ci cousue sur une sorte de longue parka fishtail. Magnifiques, les pulls façon Fair Isle sont comme gonflés. Une veste en denim Levi's sert de doublure sur un blouson dans une sorte de Néoprène, à tomber. Des détails militaires comme des poches de M65 habillent des blazers, certaines vestes de costume sont construites comme des chemises, sans structure... Aux pieds, des Weston à la semelle démesurée (une collaboration). Du Sacai diablement efficace et désirable. « *J'explore chaque saison ces transformations du vêtement*, explique-t-elle. *J'aime travailler des pièces connues, et en exploser les volumes, mélanger deux choses qui ne vont pas forcément ensemble. Quand je dessine des collections masculines, j'amène un point de vue féminin qui, je trouve, est très rare dans la mode actuelle.* » ■

M. M. Z.



Ami



Sacai

DANIELE OBERAUCH / GORUNWAY.COM, HIROKAZU OHARA



Propriétaire du domaine du Moulin La Viguerie, l'un des plus anciens de Tavel, Gaël Petit s'est engagé depuis une dizaine d'années dans une remise en cause des préjugés toxiques et des habitudes paresseuses qui ont conduit l'appellation dont il a été le président à une crise sans précédent. Il a beaucoup réfléchi pour comprendre les raisons pour lesquels le tavel, considéré comme l'un des meilleurs rosés de France aux XIX<sup>e</sup> siècle et jusque dans les années 1970, a cessé d'être le compagnon indispensable des belles cuisines de l'été. Sur la rive droite du Rhône, en pleine terre gardoise, il lui semble pourtant que les conditions agronomiques et climatiques sont toujours réunies pour produire de grands rosés de gastronomie.

**LE FIGARO. – Ce qui est frappant, à Tavel, ce sont les variations d'une histoire. Au XIX<sup>e</sup> siècle, le vin produit sur votre terroir n'était-il pas considéré comme un vin rouge ?**  
**GAËL PETIT.** – Oui, c'est une chose que l'on vérifie en lisant *Le Mangeur du XIX<sup>e</sup> siècle*, de Jean-Paul Aron, et surtout la *Topographie de tous les vignobles connus*, du grand œnologue et négociant bourguignon André Jullien, publié en 1816. Dans ce livre qui contient des éléments très intéressants, il est bien question de rouges à propos des vins de Tavel.

C'est en 1936, au moment de la création des premières AOC, à laquelle a participé votre arrière-grand-père Aimé Roudil, que le tavel a reçu la qualification de rosé, qui lui est restée. À l'époque, cette notion de « vin rosé » existait-elle déjà ? André Jullien l'évoquait au début du XIX<sup>e</sup> siècle, même si la typologie n'était pas la même : au sein des vins rouges, il distingue les vins noirs et les vins rosés, sans les séparer. En 1936, les vins ont été enfermés dans une catégorie juridique. Auparavant, la frontière n'était pas si marquée... L'hypothèse est que le tavel a été classé comme rosé parce qu'il était, certes, un « vin rouge », mais « peu coloré, (...) léger et agréable à boire et se conservant bien », comme le définissait alors l'édition de 1933 du Larousse du XX<sup>e</sup> siècle. Dans la pratique, je ne suis pas certain que la couleur du vin puisse être stable et constante... Quand on produit des vins chimiques, on peut viser une gamme chromatique. Mais, quand on produit des vins plus naturels, en se soumettant aux conditions climatiques de l'année, on s'éloigne du projet d'une robe invariable.

Quand un vigneron est en recherche d'extraction, ses rosés peuvent avoir une robe d'une couleur prononcée, rouge framboise ou groseille soutenue ? À Tavel, nous sommes plus dans une logique d'infusion que d'extraction. Nous recherchons la diffusion de polyphénols pour aboutir à des vins riches, complexes, mais très délicats, à la grande buvabilité. C'est une chose que j'ai comprise auprès d'Éric Pifferrerling, du domaine de L'Anglore, le premier vigneron à m'avoir parlé de buvabilité. J'ai également été marqué par *L'Arôme des vins fins*, la conférence prononcée à la foire des vins de Mâcon en 1950 par Jules Chauvet. Dans ce texte, le négociant aux compétences de chimiste considéré comme le père du mouvement des vins naturels, évoque le bouquet du vin. Avec les terroirs et l'encépagement dont nous bénéficions, avec notre climat, avec un savoir-faire qui revient, l'enjeu, pour nous, est d'apporter la preuve que nous pouvons produire de grands vins fins, avec beaucoup de complexité, sans toute cette matière d'extraction qu'on a connue à une époque où il fallait produire des vins musclés, gonflés. Il me semble que ces nouveaux vins fins sont d'actualité par rapport aux modes de vie contemporains. Le problème, c'est que certains ont oublié l'arôme des vins fins, autant chez les producteurs que chez les consommateurs.

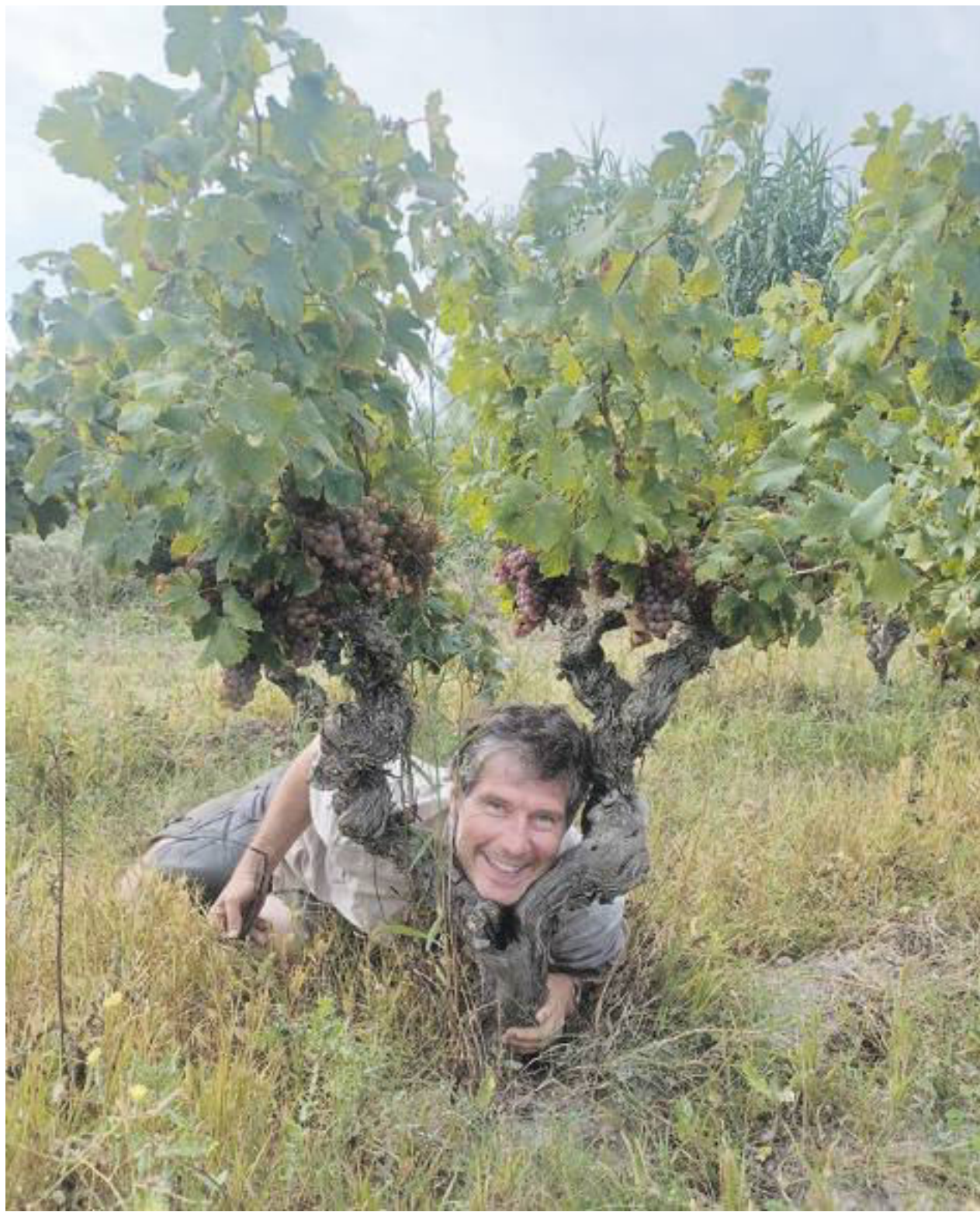
Pouvez-vous nous rappeler en quoi la priorité, voire l'exclusivité, accordée à la couleur d'un vin est réductrice par rapport à l'ambition générale d'un vin ? Pour moi, la couleur, c'est une conséquence. Pour le dire avec les catégories de la *Physique* d'Aristote, si ma cause finale est la finesse des arômes et ma cause motrice l'infusion, je sais que je



# « Le mot “rosé” est galvaudé »

Propos recueillis par **Sébastien Lapaque**

Le vigneron Gaël Petit, propriétaire à Tavel, évoque les errements de la production de la couleur phare du sud de la France, dont il est un des fers de lance.



MOULIN DE LA VIGUERIE

**« Tavel est un monde en soi, dont les terroirs très variés peuvent donner naissance à des vins alternativement clairs et très foncés qui sont tous des rosés », précise Gaël Petit, le propriétaire du domaine Moulin de La Viguerie.**

n'obtiendrai jamais des robes avec des intensités très grandes. Après, il faut tenir compte des conditions climatiques singulières de chaque année. J'ai été très surpris de voir que l'intensité colorante de mon millésime 2023 était plus faible que celle du millésime 2022... Hélas, quand la norme prend le pas sur le savoir-faire ou la réalité, on oublie ces variations (ou accidents). Le risque, c'est d'emprisonner l'acte, d'aliéner le geste du vigneron, capable de perdre son vin pour qu'il soit conforme à la couleur imposée par la norme et validée par le censeur. Le grand art, c'est tout de même d'amener le vin jusqu'au bout de son chemin. Quand on est soumis à des contraintes comme celle d'une gamme chromatique déterminée à l'avance, on ne va pas jusqu'au bout du vin – on va chercher à le concentrer ou à le diluer à son détriment.

**Est-il cependant possible de définir le vin rosé en le distinguant du rouge ?**

De plus en plus difficilement. Le mot « rosé » est galvaudé. On a tendance à regarder le vin rosé comme un vin blanc taché, alors que la gamme du rosé est beaucoup plus vaste... Elle peut aller de vins très clairs jusqu'à des rosés d'intensité colorante 3, qui sont d'aspect rouge à l'œil, mais qui légalement ne sont pas des vins rouges. La fenêtre est très ouverte. C'est ainsi que Tavel est un monde en soi, dont les terroirs très variés – des sols argileux composés d'éboulis calcaires, des galets roulés sur de l'argile, du sable et des alluvions et enfin un sol très cal-

caire – peuvent donner naissance à des vins alternativement clairs et très foncés qui sont tous des rosés. Mais, dans l'inconscient collectif actuel, ils apparaissent décalés. Soumises à des stratégies de cible, certaines appellations on construit un concept de rosé qui est aujourd'hui dominant et écrasant au détriment des vins. Tout l'enjeu, à Tavel aujourd'hui, est de s'émanciper des préjugés attachés à la catégorie « rosé » pour produire des vins de manière libre et aboutie.

Quand on contemple la robe aux reflets orangés de votre cuvée Postérité 2021, on songe aux vers de Frédéric Mistral, qui voit le soleil se coucher dans son verre où miroite un vin « aux tons rubis irisés de topaze »... Pouvez-vous nous expliquer pourquoi le tavel, dans la tradition, pouvait être un vin presque orange ? Si l'on en croit ce qu'écrivait le Dr Paul Ramain dans *Les Grands Vins de France*, en 1931, les jus, à l'époque, sortaient

« hématuriques », c'est-à-dire rouges et jaunes à la fois... Comme les vignerons ne pratiquaient pas de macérations longues, douze, vingt-quatre ou trente-six heures au maximum, le support tannique n'était pas très concentré... Du coup, avec le temps, les couleurs précipitaient. C'est ainsi qu'on obtenait des vins dits « pelure d'oignon » ou « œil-de-perdrix »... Aujourd'hui, nous avons une maîtrise très supérieure de l'hygiène, du nettoyage de la vaisselle vinaire (*ensemble des cuves et tonneaux, NDLR*) et de la microbiologie du vin. Mais cela ne doit pas nous faire oublier que l'action de l'oxygène sur le vin apporte beaucoup. Quand on empêche l'oxygène d'agir sur un vin, on l'étouffe. Quand on parle d'un vin vivant, on parle d'un vin qui respire, d'un vin qui a besoin d'oxygène. Les reflets saumonés, je les retrouve dans mes cuvées issues d'une presse directe, qui ont moins de tanins, donc moins de matière colorante. Ils se stabilisent sur des robes légèrement orangées qui ne bougent plus.

**« Quand on est soumis à des contraintes comme celle d'une gamme chromatique déterminée à l'avance, on ne va pas jusqu'au bout du vin – on va chercher à le concentrer ou à le diluer à son détriment »**

Conservez-vous la volonté de rénover l'appellation de l'intérieur ? Oui, mais, pour cela, il faut accepter de se tromper, accepter de rater une cuve sans recourir à toutes sortes de produits médicaux, par exemple les charbons œnologiques. Certains n'oseront pas aller jusqu'au bout, alors que des vignerons l'ont fait et le font. L'appellation est en crise. Il y a une prise de conscience, c'est certain. La discussion entre les tenants de l'ancienne école, héritiers d'une situation de rente et d'une époque où le tavel se vendait très bien, et ceux de la nouvelle école, en recherche de buvabilité, est parfois un dialogue de sourds. Mais la crise peut avoir du bon. C'est ce qui s'est passé pour les Prussiens en 1806 après la défaite d'Iéna, quand Clausewitz a commencé à réfléchir et que la puissance prussienne s'est reconstituée. La chance de Tavel aujourd'hui, c'est peut-être d'être au plus bas. Tout l'enjeu, c'est la capacité de ses acteurs à se remettre en cause. Des personnes comme Éric Pifferrerling ont été précurseurs en comprenant les choses très vite et très tôt. À sa suite, il faut que des vignerons soient prêts à aller jusqu'au bout : arrêter avec la machine à vendanger, arrêter avec les problèmes d'irrigation... Il y a d'autres solutions, notamment sur le plan agronomique : par exemple, accepter d'avoir des rendements plus faibles, plus justes... Tout cela réclame un certain courage. Quand on passe en bio, c'est assez inquiétant au début. Il se passe des choses dans la vigne qu'on n'avait jamais vues et qu'on a le sentiment de ne pas maîtriser... Mais on se sent libéré des produits de synthèse, des produits médicaux. J'en discutais récemment avec un ami certifié bio. Malgré toutes les difficultés qu'il avait rencontrées, il était certain de ne jamais revenir sur son choix. ■

## LE FIGARO Billetterie

HUMOUR

THÉÂTRE

MUSIQUE



Tous vos spectacles sur [billetterie.lefigaro.fr](https://billetterie.lefigaro.fr)



# Dans l'intérêt supérieur de l'enfant

Julia Baudin

La série anglaise « Pour Marnie » est une bouleversante exploration de la fin de vie assistée, du handicap et de la parentalité.

Quel parent, si conscient fût-il de l'inéluctable, est capable d'accepter l'arrêt des soins prodigués à son enfant pour le maintenir en vie, au motif de son intérêt supérieur ? Pour Marnie (en anglais, Best Interests), c'est donc l'histoire d'une mère qui ne voulait pas qu'on « tue » son enfant, d'un système de santé reclus derrière une notion de droit international, d'une justice impartiale et d'une société sans Dieu, impuissante à adoucir les chagrins. C'est aussi une histoire d'amour absolument bouleversante.

Celle d'une famille qui se déchire autour d'une décision qu'aucun parent ne devrait avoir à prendre. Marnie a 13 ans et souffre depuis la naissance de dystrophie musculaire dégénérative, une maladie orpheline sans traitement sinon des soins palliatifs et quelques protocoles expérimentaux. Pour autant, elle se bat. Contre le handicap, la douleur, la mort qui rôde et contre les

infections bactériennes dont les attaques sont plus violentes à chaque fois. La dernière la plonge dans un coma dont tout porte à croire qu'elle ne sortira pas. S'engage alors pour les parents un autre combat. Contre le désespoir bien sûr, mais aussi face à l'hôpital, aux comités, aux IRM et à la justice.

### Du déni à l'acceptation

En plein déni, Nicci, la mère, clame que sa fille a toujours défié les pronostics et devient la figure de guerrière sacrificielle, hautement médiatique, d'une association familiale catholique influente. Plus réaliste, Andrew, le père, prend peu à peu conscience du dénouement inévitable et endosse le costume du lâche, du vendu, du salaud. Le couple, jusque-là si soudé, explose. La sœur aînée de Marnie, plus que jamais délaissée, aussi. Difficile de trouver les mots... Jack Thorne, grand scénariste anglais - on lui doit The Virtues, This is England '86 et His Dark Materials - y parvient pourtant brillamment. « Montrer l'empathie est ce que la télévision fait



CHRIS BAKER / CHAPTER ONE PICTURES / ONE SHOE FILMS / FTV

Quatre épisodes en forme de tsunami, contrebalancé par une réalisation au réalisme sobre.

de mieux. Se voir donner l'opportunité de creuser cette dynamique dans une mise en scène au plus proche du réel, sans parti pris, sans jugement, sans caricature ni pathos, est un des défis que je préfère. D'autant plus ici que le sujet est à la fois terriblement clivant et terriblement actuel », confiait-il lors de sa venue, en mars dernier, au festival Séries Mania. Pour Marnie, d'ailleurs, ne s'inspire pas directement d'une affaire à la Vincent Lambert. « Trop connoté, trop difficile », relève l'auteur. La série s'attache à puiser ses sources dans la multitude des

dramas familiaux dont témoignent les journaux. Et qui n'ont pas épargné la comédienne Sharon Horgan, ici interprète de Nicci, dont l'un des bébés est resté entre la vie et la mort des jours durant. Soucieuse de maintenir une distance nécessaire et de coller à son postulat, elle fait en sorte de poser des questions sans chercher à apporter de réponses.

Les quatre épisodes interrogent tour à tour le handicap, la parentalité, la fin de vie assistée, le scientifique, le religieux, la manipulation, la discrimination, l'adolescence, l'incompréhension, l'impartialité, la fragilité, et l'amour, bien entendu. Il en ressort une exploration fine mais dense du tsunami auquel ces pauvres gens sont contraints

de faire face en peu de jours. Un tsunami contrebalancé par une réalisation au réalisme sobre, parfois quasi documentaire, et une interprétation impeccable. La jeune Niamh Moriarty, qui joue Marnie, elle-même atteinte de paralysie cérébrale, est bouleversante. Mais tous le sont, au fond. Des parents (Sharon Horgan et Michael Sheen, Prix du meilleur acteur en compétition officielle à Séries Mania) à la chef du service de neurologie pédiatrique (superbe Noma Dumezweni), porteuse des pires nouvelles et justement si humaine. ■

« Pour Marnie »  
À 21 h 10, sur France 2  
Notre avis : ●●●○

## « Spinners » ou la fureur de survivre dans les townships

Céline Fontana

Cette série pour Canal+ explore avec bonheur de nouveaux territoires de fiction et permet de découvrir un étonnant sport automobile.

Un township du Cap, en Afrique du Sud. Après la mort de son père, aux prises avec une mère toxicomane démissionnaire, Ethan, 17 ans, pour subvenir à ses besoins et ceux de son petit frère, a mis ses talents de conducteur au service d'un gang local. L'engrenage de la violence, la mort d'un proche dans laquelle il se retrouve impliqué, lui font chercher une porte de sortie. Ce sera le spinning, un sport automobile alliant vitesse, cascades et chorégraphie, en vogue depuis une trentaine d'années dans le pays, où l'adrénaline joue à plein, avec des enjeux bien plus essentiels que ceux des fameuses courses de La Fureur de vivre avec James Dean. Il y trouvera de nouveaux amis et croquera

la route d'une jeune femme très douée pour la compétition...

« Je viens du monde du documentaire, confiait le Français Benjamin Hoffman, cocréateur de Spinners avec Joachim Landau, au festival CannesSéries 2023, où la fiction était présentée. J'ai beaucoup travaillé en Afrique du Sud depuis huit-dix ans, j'y ai même vécu. Je me nourris de rencontres, d'histoires et il est inévitable d'être confronté au spinning. J'ai été abasourdi car c'est bruyant, rapide, effrayant, mais j'étais scotché. J'ai aussi compris que, d'un passé lié au monde des gangsters, ce sport a évolué vers une pratique beaucoup plus familiale. Des grands-mères viennent faire des barbecues ! Ça draine toute une culture urbaine, sociale et raciale, qui permet de mon-

trer un autre aspect du pays. » Le reste de l'équipe de cette coproduction, la troisième de Canal+ International avec Showmax en Afrique, est lui bien local. Avec la volonté affichée des créateurs de faire valider toutes les scènes, gage de respect des spécificités de chacune des communautés. Cette authenticité se ressent à l'écran. Le mélange des langues (anglais, afrikaans...), la bande-son rageuse et la réalisation nerveuse de Jaco Bouwer vont en ce sens.

### Chaos et free style

Mais, si le metteur en scène s'est refusé à glamouriser les gangsters, il a souhaité apporter sa touche aux scènes de spinning. « Beaucoup de gens filment ce sport avec leur téléphone dans un style docu-

mentaire. Je voulais m'en éloigner, le rendre plus poétique, plus sexy. Mais ça n'a pas été facile de faire comprendre à mon consultant que j'avais besoin de refaire les prises encore et encore, le spinning n'est que chaos, c'est du free style ! »

On s'attache aux personnages, Ethan en tête, mais aussi à ses camarades de jeu, à ces mères perdues, ou à ce duo de flics, au fil des huit épisodes. « Ethan a une grosse responsabilité sur les épaules, il gère comme il peut son quotidien, à l'instar de beaucoup d'autres jeunes en Afrique du Sud qui finissent par plonger dans la violence, explique Cantona James, son formidable interprète. Mais lui a toujours vu le gang comme un simple moyen de survie. Il n'a jamais dépassé une certaine ligne. Plutôt que d'en être victime, il a

cherché depuis le départ un moyen de s'en sortir. C'est un beau voyage susceptible d'inspirer. Une trajectoire similaire à la mienne, finalement. Mon environnement n'était pas aussi dangereux mais ma passion pour la comédie m'a mené à Cannes, moi, un petit gars de Johannesburg ! » Entre ce parcours initiatique, l'inextricable guerre des gangs, la possible romance ou l'enquête policière, la série emprunte certes des routes narratives un peu trop balisées mais elle explore surtout, pour le plus grand bonheur du spectateur, de nouveaux territoires de fiction. ■

« Spinners »  
À 21 h 10, sur Canal+  
Notre avis : ●●●○

### MOTS CROISÉS

Par Vincent Labbé

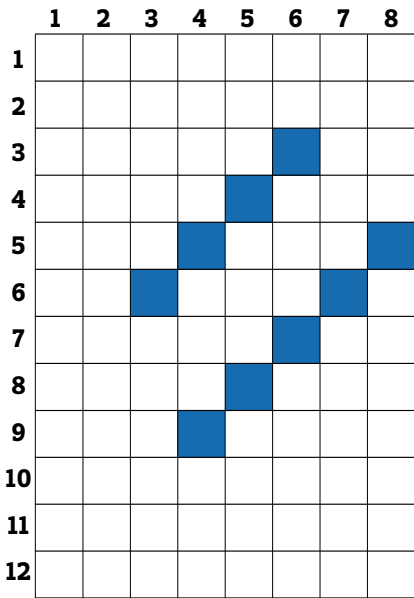
#### PROBLÈME N° 6639

##### HORIZONTALEMENT

1. Condamnées pour l'éternité. - 2. Charpente articulée. - 3. Employé dans la langue. A débarqué un beau jour. - 4. Vieille maîtresse. Calculé juste. - 5. Premier partie du bout de manège. Peut blesser le porteur. - 6. Devant Capone et à la pointe d'Alcatraz. Ce que crurent faire les poilus. - 7. Un bout de conduite. Spencer coupée. - 8. On les grignote avec le poulet tandoori. Reconnaissance à savoir. - 9. Pas BIC. Temps variables. - 10. Botte people. - 11. Du rosé pour le zinc. - 12. Approchées en calculant.

##### VERTICALEMENT

1. Le cycle de la nature venu d'Amérique (deux mots). - 2. Elles sont toujours d'attaque. - 3. Maison de production. Feuille volante. - 4. Donna le jour. Face cachée. Ses articles font autorité. - 5. Clôture de pieux. C'est un bien rural. Mal mise. - 6. Point annoncé. Espace verres. Prête pour les manœuvres. - 7. Saillie animale. Grosse grive. - 8. Celui de Dorine pose un problème classique de visibilité. Transportent tout le monde.



#### SOLUTION DU PROBLÈME N° 6638

##### HORIZONTALEMENT

1. Sournois. - 2. Tenaillé. - 3. Adipsies. - 4. Mère. Vit. - 5. Bm. Étète. - 6. OAS. User. - 7. Utero. Sc. - 8. Lélian. - 9. Iule. Ifs. - 10. Ose. Pau. - 11. Ténorise. - 12. Esthètes.

##### VERTICALEMENT

1. Stambouliote. - 2. Cédématéuses. - 3. Unir. Sellent. - 4. Râpée. Rie. Oh. - 5. Nis. tíoA. Pré. - 6. Olives. Nlaît. - 7. Iléites. Fuse. - 8. Sesterces. És.

#### LE FIGARO Jeux

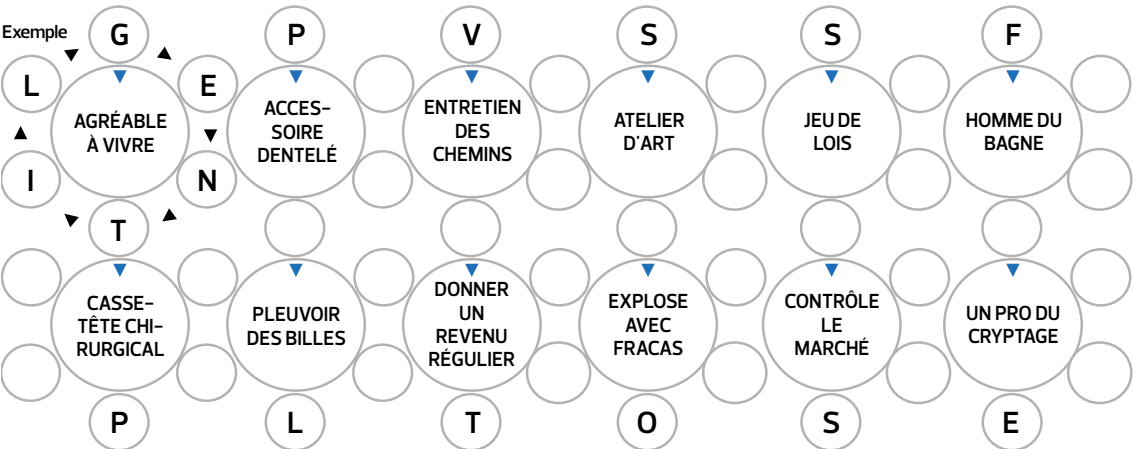
TÉLÉCHARGEZ L'APPLICATION



### RONDE DES MOTS®



Trouvez les mots correspondant aux définitions centrales et inscrivez-les autour de la case qui leur revient. La première lettre de chaque mot est indiquée par le triangle. Chaque mot se lit dans le sens des aiguilles d'une montre.



#### SOLUTION DU NUMÉRO PRÉCÉDENT

5	1	7	6	9	3	2	4	8
4	2	3	7	1	8	9	5	6
8	6	9	2	4	5	1	3	7
7	9	2	8	6	4	5	1	3
6	3	5	1	7	9	4	8	2
1	4	8	3	5	2	6	7	9
2	7	1	5	3	6	8	9	4
9	5	6	4	8	7	3	2	1
3	8	4	9	2	1	7	6	5

3	1	8	4	9	7	6	5	2
4	7	5	2	3	6	1	8	9
6	9	2	8	5	1	7	3	4
5	2	7	6	4	9	3	1	8
8	6	3	7	1	2	9	4	5
9	4	1	5	8	3	2	6	7
2	3	4	9	6	8	5	7	1
7	5	6	1	2	4	8	9	3
1	8	9	3	7	5	4	2	6

1	7	8	2	5	9	3	6	4
5	2	4	3	6	7	9	1	8
9	3	6	1	4	8	2	5	7
3	8	1	9	7	5	6	4	2
4	5	9	6	1	2	8	7	3
7	6	2	8	3	4	5	9	1
8	9	5	7	2	1	4	3	6
6	4	7	5	8	3	1	2	9
2	1	3	4	9	6	7	8	5

LETTRES EN PLUS  
SQUALE - BRELAN - RAPHIA - RECORD.

LETTRES EN MOINS  
Les mots à trouver sont :  
ODEUR (Inique, éclore, dragon, prêter, paquet).  
RUCHE (Soude, ramer, route, cocon, indic).



# À LA DEMANDE



## Don Juan



Laurent et Julie, tous deux comédiens de théâtre, sont sur le point de se marier. Parce qu'elle est en retard pour la cérémonie, il la guette par la fenêtre et se laisse distraire par la silhouette d'une passante. Quand Julie, qui justement approche, surprend son regard, elle fait demi-tour et disparaît. Anéanti, Laurent la voit désormais dans toutes les femmes qu'il rencontre, même dans cette enseignante accompagnant ses élèves découvrir «Don Juan» au théâtre, un rôle qu'il incarne justement lui-même, dans la mise en scène d'une jeune originale. Virginie Efira, Tahar Rahim et Alain Chamfort sont remarquables dans cette variation sur le mythe de Don Juan, qui questionne — en musique !



**13.00 Points de vue.**  
**18.30 Le Buzz TV.** Arielle Dombasle. Interviewée par Sarah Lecoeuvre et Damien Canivez.  
**19.00 Bienvenue en Île-de-France.**  
Présenté par Victoire Sikora.

# 21.00



**Les Enfants du 209, rue Saint-Maur Paris Xe**  
Documentaire.  
**22.30 Le Club Le Figaro Politique.** Yves Thérard reçoit Frédéric Dabi, directeur général opinion de l'Ifop, Vincent Trémolet de Villers, directeur adjoint de la rédaction du Figaro, Anne Fulda, grand reporter au Figaro et Dominique Reynié, directeur général de la Fondation pour l'innovation politique.

**Pour regarder le Figaro TV ?**  
Canal 34 de la TNT  
en Île-de-France ou sur les box

SFR 468 | Orange 345  
Free 904 | Bouygues 305

**TMC**

**19.15** Quotidien. Divertissement.

**21.25 Bodyguard**  
Film. Policier. EU. 1992. Réal. : Mick Jackson. 2h20. Avec Kevin Costner, Whitney Houston. Une chanteuse célèbre reçoit des lettres de menace que son entourage prend suffisamment au sérieux pour louer les services d'un garde du corps.

**23.45 90'** Enquêtes. Magazine.

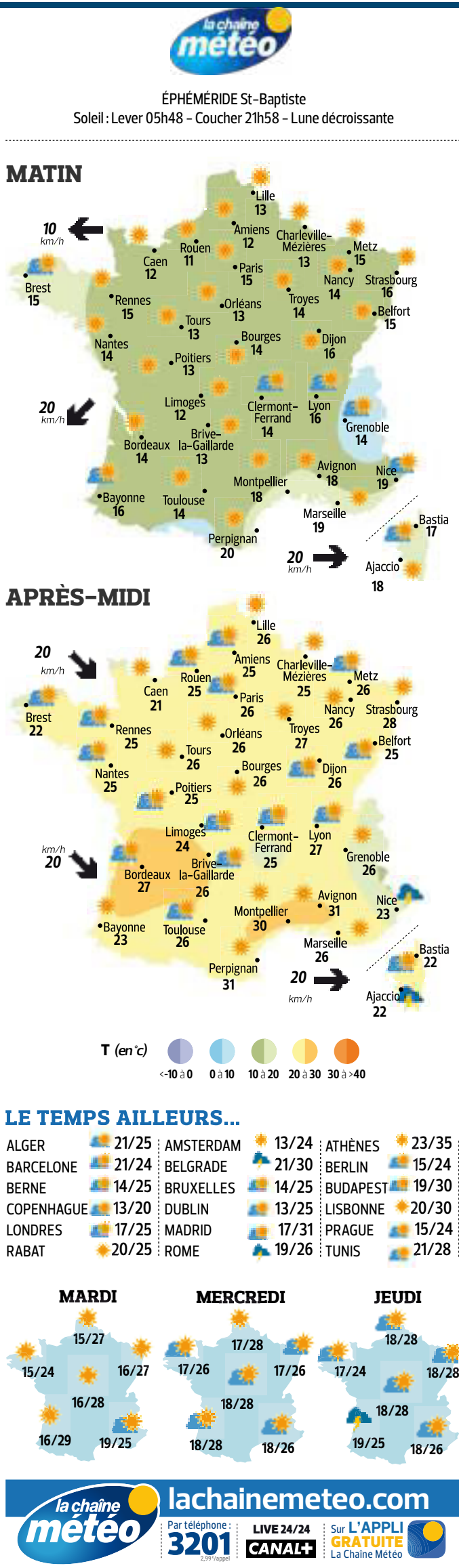
**HISTOIRE TV**

**20.00** Marilyn inédite. Documentaire.

**20.50 Prisonniers des Vikings**  
Documentaire. All. 2020. Réal. : Stefan Ludwig. 0h50. L'histoire d'un jeune Irlandais capturé au IX<sup>e</sup> siècle par les Vikings met en lumière le rôle central du commerce esclavagiste qui garantit leur puissance.

**21.40** Enquêtes archéologiques. Doc.

**22.30** Civilisations et climat. Doc.



CHUTE SAISONNIÈRE		DESSERT INDIVIDUEL	DISTANCE POUR UN CHINOIS		KILOEURO	TRAVAIL DE VACANCES		L'ANCÊTRE DU JACQUET	ÉLIMINE DE L'EAU	EXCLAMATION	TIRE LA PENICHE		ARTICLE À MADRID	ATTITUDE ANTI-STRESS	FILS DU PERE NOÉ	DIPLOME DE TECHNICIEN
MATIERE AUX POILS		ROMPENT LE BAIL	BOHEMIEN	VENT DU NORD		D'UNE COULEUR DE TERRE		PLAINTE	IL SERRE FORT	CONFORMEMENT			BONHEUR EN ECLATS	CROTTE	MOT À MOITIÉ	ÉCLOS
BLEU-VERT DES YEUX				IL EST TOUJOURS EN DESSOUS DE ZÉRO	BIEN PROTÉGÉE						BABA DANS UN CONTE			METS DE L'AM-BIANCHE		
CHATS FAMILIERS					CHIFFRE DEUX						DEVENUE AMÈRE			PÉNIBLE		
							CITÉ DU PÉROU			DE CÔTÉ						
							VILLE DE LA RUHR			TEST PSYCHOLOGIQUE						
BELGE								PARLE À UN PROCHE DES INDIVIDUS					DIVISION CHRONOLOGIQUE			
BRUIT DU COR													TOUCHE			
					FAIRE PREUVE DE COURAGE				C'EST LE COIN				DÉPART FORCÉ ET LOINTAIN	UN PETIT QUELQUE CHOSE		
					PAGAIÉ				ESSAI							
A TOI				MONO-POLISANT						MAUVAIS POÈTE						
DEVOTIONS				L'ONU AU DÉBUT						AMI DE FIDEL						
					VITE VU				ESPACES INFINIS							
					AXES OPPOSÉS				LE CHROME EN BREF					FORME LE PRONOMINAL		
ATTRAPENT				EXERCE UN ASCENDANT				DONNER ENVIE DE MORDRE					BAIE DU JAPON VERS NAGOYA			
EMPRI-SONNÉES																
							QUANTITÉ DE BOIS DÉBITÉ EN FORÊT				SORTE DE COUTEAU					



# Alixé Bornon et ses petits bonheurs sucrés



PAR  
**Armelle Bohineust**

Cette diabétique au bec sucré a ouvert, à Paris, des pâtisseries spécialisées, et a fourni l'Élysée ainsi que des restaurants avec ses créations à faible teneur en glucose. Désormais, elle travaille avec de grandes entreprises comme la SNCF et diffuse son livre en pharmacie.

**S**a meilleure création ? La tarte au citron, peut-être. « On ne s'en doute pas, mais c'est le dessert le plus gras et le plus sucré de la pâtisserie française », explique Alixé Bornon. C'est le premier gâteau qu'a recréé cette jeune femme très gourmande et diabétique. Un délice qui convient à tous, que l'on soit au régime ou non. Tout comme son paris-brest revisité et riche en praliné et noisettes ou son fondant baulois, tellement moelleux.

Les pâtisseries d'Alixé permettent presque d'oublier les régimes. En goûtant les délices des Belles Envies, les deux pâtisseries qu'elle a créées dans le Quartier latin et le 17<sup>e</sup>, à Paris, il faut s'être renseigné avant pour savoir que ses gâteaux, ses biscuits et ses chocolats sont des gourmandises « à index glycémique contrôlé ». Autant dire que ses desserts ne comportent quasiment pas de sucre.

Un impératif pour cette grande femme fine de 36 ans, qui commence chaque journée par 30 minutes de gymnastique afin d'équilibrer son diabète. Et qui avoue : « Je ne peux pas me coucher le soir sans avoir pris un dessert. »

À 13 ans, Alixé Bornon s'est découverte atteinte d'une maladie chronique révélée par un excès de sucre dans le sang, le diabète de type 1. « À cette époque, mes parents se sont séparés, ma grand-mère avec qui j'avais passé beaucoup de temps en Guadeloupe est décédée. C'était une époque très difficile et le diabète est souvent lié aux émotions », souligne Alixé. « C'est pour cela que cette maladie est difficile à gérer, il faut surveiller les pics de glycémie à chaque moment de stress », ajoute-t-elle. Se nourrir peut devenir un cauchemar. « Quand nous étions jeunes, les repas étaient des moments très difficiles à partager », se souvient sa meilleure amie, Candice, rencontrée au lycée. « C'est une maladie très compliquée. Pour Alixé, car cela peut être une torture de ne pas pouvoir manger de sucre. Pour ses proches, car on se demandait toujours comment il faudrait réagir en cas de crise. » La vie n'est pas simple quand, à 4 heures du matin, une alerte peut vous réveiller en vous indiquant que votre taux de glycémie est trop élevé.

Même si « c'est arrivé du jour au lendemain », se souvient Candice, la plongée



Alixé Bornon.

SERVICE DE PRESSE

d'Alixé Bornon dans la pâtisserie n'est pas si surprenante que cela. Alixé avait commencé son droit à Assas avant d'opter pour les ressources humaines puis de travailler dans une grande entreprise. Sans passion. À 25 ans, elle a donc choisi de partir en Inde pour une année de césure. Elle y découvre des ingrédients magiques comme le sucre de fleur de coco.

De retour en France, « Alixé m'a dit un jour : je vais bosser avec un boulanger. Une passion était née », raconte Candice. Alixé avait croisé un autre diabétique très gourmand, Christophe, qu'elle décide d'aider à ouvrir une pâtisserie spécialisée. Mais cette perfectionniste n'est pas satisfaite de leurs réalisations et elle décide de se former elle-même à la pâtisserie. Elle part un an à Rouen faire un CAP. Une démarche comprise par ses proches. « J'ai été élevée dans l'amour et la confiance. Si je dis que je veux faire de la pâtisserie, ma famille me dit "vas-y" », explique-t-elle.

À 27 ans, soutenue par son père alors atteint d'un cancer, elle ouvre Les Belles Envies, à Paris, dans le Quartier latin. Dans cette pâtisserie haut de gamme où « l'on tourne autour des gâteaux sans faire la queue », elle réinvente les desserts français avec des farines et des sucres différents. Elle recrute un chef pâtissier et s'associe avec un médecin nutritionniste pour calculer les index glycémiques de ses créations. Il est plus facile de faire des plats salés que sucrés, cela ne demande pas de génie. Alors que « les desserts, c'est de l'orfèvrerie, un gramme peut faire la différence », explique Alixé.

En 2017, elle ouvre sa deuxième pâtisserie, rive droite. Avec ses créations sucrées, elle rêve de « conquérir le monde et d'ouvrir des boutiques partout ». Le succès est là. Les Belles Envies livrent des restaurants parisiens, deviennent un temps le fournisseur de l'Élysée.

Rien ne semble pouvoir arrêter Alixé. Sauf qu'en 2020, elle est hospitalisée et opérée pour une grave complication liée à son diabète. Elle continue à travailler, mais elle met un an à s'en remettre. Et, curieusement, sa mère, directrice de la trésorerie d'une très grande entreprise française, sous prétexte de l'aider,

prend la direction de son entreprise et l'évince. « Elle lui a volé ses boutiques, son œuvre, son rêve », peste aujourd'hui l'une de ses amies. Alixé est bien sûr blessée. Mais, avec son diabète, cette femme passionnée a appris à se battre. « Elle est courageuse, travailleuse et persévérante », pointe son ami Mohamed, avec qui elle fait du sport. Elle crée donc une nouvelle entreprise, Alixé Zéro Sucre, qui crée des pâtisseries pour le compte de grandes entreprises comme la SNCF et les fait réaliser par des sous-traitants. « Une fois par mois, je passe trois jours dans un laboratoire pour tester de nouvelles recettes. J'adore créer », explique Alixé.

**« Une fois par mois, je passe trois jours dans un laboratoire pour tester de nouvelles recettes. J'adore créer »**

**Alixé Bornon** Pâtissière

Si elle aime « pâtisser », elle est ravie aussi de donner des conseils. Elle a participé à des émissions de télé, elle conseille des clients, des écoles de gastronomie, comme Ferrandi ou le Cordon-bleu à Paris. « Elle est magnifique et quand elle entre dans une pièce, qu'elle raconte ses idées, ses projets, même si c'est parfois dans le désordre, elle est tellement passionnée qu'elle embarque ses interlocuteurs », souligne son amie Candice. « C'est une fonceuse, empathique, solaire, une personnalité rare », confirme Georges Djen, un chef d'entreprise qui l'a accompagnée lors du lancement de sa seconde entreprise.

Chaque semaine, elle propose une nouvelle recette sur le site My Espace Diabète. Et elle vient de publier 52 plaisirs sucrés à indice glycémique bas (chez Propharma Développement) un livre distribué aussi, c'est une première, dans les pharmacies de l'Hexagone. De quoi redonner du plaisir à des quantités de Français. Plus de 4 millions d'entre eux sont aujourd'hui atteints de cette maladie et, chaque jour, 600 nouvelles personnes sont diagnostiquées diabétiques, de type 1 ou 2. ■



**UN DERNIER MOT**

Par **Étienne de Montety**

## Soleil (so-leil) n. m. Première étoile.

La France connaît enfin quelques jours de grand soleil. Le mot vient du latin *sol*. Depuis longtemps, il fait l'objet d'une attention particulière, et même d'un culte. Nul besoin d'habiter Versailles pour faire du soleil un roi. Quoi de nouveau ? D'habitude, on ne répond rien ; cette année chacun s'est écrié : l'absence de soleil ! En effet, tout le printemps, les journées se sont déroulées sous un ciel de plomb, toujours moins agréable qu'un soleil du même métal. Ces jours-ci furent humides et froids, impossible de s'exposer ; à l'inverse, c'est l'astre qui s'est exposé, à un reproche : celui de négliger la Terre. Son rendez-vous avec la lune se serait-il prolongé ? S'est installée sur le pays une sorte de mélancolie, état d'âme dont le poète nous dit qu'il a l'apparence du soleil noir. Tout le monde en a broyé. Cette année, Diogène, philosophe connu qui n'avait pas de biens au soleil, mais à qui celui-ci tenait lieu de bien, n'aurait pas lancé à Alexandre : « Ôte-toi de mon soleil ! » Il l'aurait supplié de le laisser apparaître. Si le soleil luit pour lui, il doit briller pour tous. ■



Réalisé par 14H

# LE NOUVEAU LUXE CONTEMPORAIN

Découvrez le nouveau F

jeudi 27 juin avec votre quotidien Le Figaro





# L'ÉDITO

PAR ALEXANDRE CISSOU,  
AGENT DE BORD OUIGO.

Dans notre société, les idées reçues sont monnaie courante. Elles se glissent dans nos conversations et teintent nos jugements, souvent de façon inconsciente. Ces préjugés, bien qu'ils semblent rassurants et familiers, nous enferment en réalité dans un monde étroit et limité, où l'on juge sans véritablement connaître. Les idées reçues s'immiscent dans nos esprits de manière insidieuse, nous poussant parfois à prendre des décisions hâtives ou à rejeter ce qui nous est étranger. Malheureusement, OUIGO n'échappe pas à ce phénomène. Entre ceux qui voyagent nus pour économiser sur les frais de bagages, ceux qui viennent 18 jours en avance à la gare pour être sûrs de ne pas rater leur train ou encore ceux qui se pensent obligés d'imprimer leurs billets... Il est grand temps de remettre en question ces stéréotypes et de les arrêter pour de bon. Au lieu de juger trop rapidement, prenons le temps de comprendre, d'écouter et d'apprendre. En brisant les barrières des idées reçues, nous nous ouvrons à de nouvelles perspectives, à une plus grande empathie et à une société plus inclusive. Gare aux idées reçues. ■



## Le nudding : la nouvelle tendance qui consiste à voyager nu pour éviter les suppléments bagages.

PAGE 5

« Le billet de train enfant est trop cher », raison pour laquelle les couples ne veulent plus faire d'enfants en 2024.

PAGE 2

N'ayant plus de feuilles chez lui, ce Toulousain imprime son billet de train sur son certificat de mariage.

PAGE 3

Suspectant une hallucination, il appelle son médecin après avoir vu un OUIGO à Paris Gare de Lyon.

PAGE 4

Une jeune Lilloise vient 18 jours en avance à la gare pour « être sûre de ne pas rater son train ».

PAGE 6



## 2 | SOCIÉTÉ

# « Le billet de train enfant est trop cher », raison pour laquelle les couples ne veulent plus faire d'enfants en 2024.



**A**utrefois symboles de joie et de prospérité, les marmots sont désormais considérés comme des passagers de première classe, réservés uniquement aux portefeuilles bien garnis. Les compagnies ferroviaires font grimper les tarifs, transformant les doux rêves de parentalité en

**« C'est un vrai casse-tête. »**

TANGUY, 35 ANS.

un cauchemar pour le compte en banque. « C'est carrément hors budget ! » s'écrie Apolline, 32 ans. « On avait l'intention d'agrandir la famille, mais quand on a vu les prix des billets

enfants pour voyager en train, on a dû revoir nos plans. On n'est pas le roi Midas après tout », « C'est un vrai casse-tête », admet Tanguy, 35 ans. « On voulait vraiment fonder une famille, mais on n'a pas envie de finir sur la paille juste pour prendre le train en famille. Les tarifs des billets enfants, ça fait vraiment froid dans le dos ».

Face à cette réalité économique brutale, de plus en plus de couples choisissent de rester sur la voie de la vie sans enfants, préférant éviter le gouffre financier des voyages en train. Effectivement, selon une étude, près de 89% des couples interrogés s'accordent sur la même réponse. Le prix exorbitant des billets enfants remet ainsi

en question l'idée même de la famille traditionnelle, transformant le rêve d'une marmaille joyeuse en une perspective financière terrifiante. « C'est triste à dire, mais c'est la dure réalité », déplore Camille, 38 ans, mère de deux enfants. « Les compagnies ferroviaires devraient sérieusement revoir leur politique tarifaire si elles veulent encourager les familles. Sinon, on risque de voir de moins en moins de petits voyageurs dans les trains ».

Nous avons interrogé pour vous, Tom Pair, responsable des billets enfants : « Écoutez, on adore les enfants autant que vous, mais ce sont des monstres, tout simplement. Ils courent partout, cassent tout sur leur passage et

demandent mille et une choses. Alors, oui, nos billets enfants sont un peu plus chers, mais c'est pour couvrir les frais de nettoyage des traces de doigts sur les fenêtres et le remplacement des sièges déchirés ».

Il est grand temps que les compagnies ferroviaires se réveillent et réfléchissent sérieusement à des solutions pour rendre les voyages en train accessibles à toutes les familles. Car tant que les prix exorbitants continueront d'effrayer les parents, notre territoire risque de se vider de sa jeunesse, compromettant ainsi notre avenir. Il est donc impératif de revoir cette politique tarifaire et de prendre des mesures concrètes. ■



**OUIGO**

**EN RÉALITÉ, LE BILLET  
ENFANT EST À 8 €\* TOUTE L'ANNÉE  
CHEZ OUIGO.**

\* VOIR CONDITIONS SUR OUIGO.COM



# N’ayant plus de feuilles chez lui, ce Toulousain imprime son billet de train sur son certificat de mariage.



Du côté de Toulouse, Robin Lassa, 35 ans, a vécu une situation des plus cocasses le week-end dernier. Alors qu’il s’apprête à partir en direction de la gare, le jeune homme réalise soudain qu’il n’a plus un seul papier chez lui sur lequel imprimer son billet. Panique à bord. Robin se lance dans une quête frénétique à la recherche de la précieuse feuille, l’hypothèse d’un ratage de train étant évidemment inenvisageable. Mais après une fouille méticuleuse de chaque centimètre

de sa maison, il doit se rendre à l’évidence : aucun papier à l’horizon. Mais Robin a plus d’un tour dans son sac : « J’ai eu comme un flash, je savais que mon certificat de mariage traînait quelque part », avoue-t-il, un mélange de fierté et de gêne dans le regard. Dans un acte de débrouillardise digne des plus grands héros du quotidien, Robin prend une décision radicale : utiliser le revers de son certificat de mariage comme support pour imprimer son billet de train. Une démarche

peu orthodoxe, mais la seule option pour éviter le désastre. « C’était ça ou risquer de me retrouver à errer sans but et sans billet dans les couloirs de la gare, ce qui aurait été un peu embarrassant, vous ne trouvez pas ? » Son billet parfaitement imprimé sur son certificat de mariage, Robin se rend à la gare... Et surprise, son billet de train est accepté sans aucune difficulté par le chef de bord. Naïma, la femme de Robin, a été prise de court en découvrant le stratagème de son mari. « Quand j’ai vu mon certificat de mariage utilisé comme billet de train, j’ai d’abord cru à une blague », avoue-t-elle en riant. « Mais ensuite, je me

suis dit que c’était typiquement lui : toujours à trouver des solutions créatives aux problèmes du quotidien ». Robin peut néanmoins s’estimer heureux, selon une étude réalisée par nos soins : 73% des femmes ont déclaré qu’elles auraient sérieusement envisagé de quitter leur mari si celui-ci avait utilisé leur certificat de mariage pour imprimer son billet de train. Cependant, les 27% restantes ont affirmé qu’elles auraient plutôt trouvé la situation hilarante et auraient même félicité leur mari pour son ingéniosité. Comme quoi, même quand on est dans la galère, l’amour peut sauver la mise... ou au moins le billet de train. ■

« J’ai eu comme un flash, je savais que mon certificat de mariage traînait quelque part. »

ROBIN LASSA, 35 ANS.



EN RÉALITÉ,  
VOTRE BILLET  
EST DIRECTEMENT  
SUR VOTRE  
SMARTPHONE  
AVEC L'APP OUIGO.



## 4 | SANTÉ

# Suspectant une hallucination, il appelle son médecin traitant après avoir aperçu un OUIGO à Paris Gare de Lyon.

**H**ier matin, alors que le soleil ne cessait de briller, un homme de 42 ans, résidant à Paris, a semé la confusion en Gare de Lyon. En effet, il a appelé son médecin traitant après avoir aperçu un train OUIGO stationné à quai. Une réaction aussi cocasse qu'improbable, née d'une suspicion d'hallucination face à la vue inattendue de ce fameux train. L'événement surréaliste s'est déroulé en plein cœur de la capitale, où Laurent Touvé, un homme d'affaires haut placé, attendait un ami sur le quai de la Gare de Lyon. Alors qu'il scrutait l'horizon, ses yeux ont été soudainement attirés par l'apparition d'un train bleu affichant fièrement le logo rose, caractéristique de OUIGO. Pris au dépourvu, Laurent a ressenti un mélange étrange de perplexité et de doute quant à sa santé mentale. Il nous a confié être persuadé que tous les trains OUIGO ne portaient

que de Marne-la-Vallée, de Massy ou encore de l'Aéroport Paris Roissy-CDG 2. « C'était comme un mirage au beau milieu du désert urbain », a déclaré Laurent, encore sous le choc. « Un OUIGO dans Paris ? J'ai pensé que j'avais peut-être abusé des cachets de vitamine C ! J'étais vraiment déboussolé et apeuré. » Dans un geste qui a laissé ses proches médusés, Laurent a décidé de passer un coup de fil à son médecin traitant pour éclaircir cette énigme ferroviaire. « On ne sait jamais, peut-être que j'avais besoin d'un ajustement de dose », a-t-il commenté avec un sourire ironique. La réaction du médecin, le Dr Martin, n'a pas tardé à se faire entendre. « J'ai d'abord cru à une blague », a-t-il admis, un sourire amusé se dessinant sur son visage. « Puis, j'ai réalisé qu'il était sérieux. C'était la première fois qu'un patient m'appelait pour me demander si un



train était une illusion d'optique. » Cette anecdote inédite a suscité un mélange d'amusement et de perplexité chez le Dr Martin, qui a dû s'employer à expliquer à son patient que les trains étaient bel et bien réels. Après quelques explications rassurantes, Laurent a finalement accepté que sa vision du OUIGO à Paris Gare de Lyon était bien réelle.

Une anecdote aussi loufoque qu'inattendue qui restera gravée dans les annales de la capitale comme l'un des moments les plus improbables de la vie urbaine. Face à la recrudescence des cas de confusion liés à la présence de trains OUIGO, les agents

présents en gare ont pris des mesures drastiques. Ils ont décidé de lancer une campagne d'affichage clamant haut et fort que oui, les trains présents à quai sont bien réels et non des mirages. Des panneaux avec des slogans tels que « Non, vous ne rêvez pas, c'est bien un OUIGO ! » ou « Pas de panique, ce n'est pas une illusion, c'est juste notre train habituel ! » sont désormais visibles dans toute la gare. Depuis la mise en place de l'affichage, aucun nouvel incident n'a été signalé. Les voyageurs peuvent maintenant voir les trains bleu et rose sans craindre de remettre en question leur santé mentale. ■



**OUIGO**

**EN RÉALITÉ,  
60% DES OUIGO\*  
PARTENT  
DIRECTEMENT  
DE PARIS CENTRE.**

\* AU DÉPART DE L'ÎLE-DE-FRANCE

“ C’était comme un mirage au beau milieu du désert urbain. ”

LAURENT TOUVÉ,  
HOMME D’AFFAIRES HAUT PLACÉ.



# Le nudding : la nouvelle tendance qui consiste à voyager nu pour éviter les suppléments bagages.



Dans un monde où le nombre de bagages est scruté de plus en plus à chaque voyage, une nouvelle tendance fait sensation : le nud-ding, ou l’art de voyager nu.

“ C’est génial, pratique et ça vous permet d’économiser ! ”

JADE, INCONDITIONNELLE DU NUDDING.

Oui, oui, vous avez bien lu. Imaginez : vous arrivez à la gare, sans vêtements ni bagages, prêt à affronter le monde avec juste

votre peau pour tout équipement. Fini les tracas de poids et de dimensions de bagages, vous êtes prêt à partir en un claquement de doigts, littéralement à poil ! « C’est génial, pratique et ça vous permet d’économiser ! » s’exclame Jade, une inconditionnelle du nudding. « Plus besoin de se prendre la tête avec les valises qui débordent. » Avec le nudding, on est libre comme l’air et rien ni personne ne peut nous arrêter ! » Mais comment ça marche, le nudding ? C’est simple : on laisse les vête-

ments à la maison et on se pointe à la gare en tenue d’Adam et Ève au jardin d’Éden. Bon, d’accord, ça demande un peu de courage et un sacré sens de l’humour, mais pour ceux qui osent, c’est la garantie d’une expérience de voyage... originale. « Vous économisez du blé sur les frais de bagages, tout en vivant une expérience hors du commun » explique Bruno, un nudiste convaincu. « Vous sentez le vent sur votre peau, vous êtes en phase avec la nature, et puis, soyons honnêtes, vous attirez l’attention comme jamais. »

Bien sûr, le nudding n’est pas de tout repos : entre les regards éberlués des autres passagers et les défis pratiques, comme celui de trouver des sièges en tissu pour ne pas se brûler le fessier ou celui de se badigeonner de crème solaire sur les parties sensibles. C’est une aventure qui ne manque pas de piquant. Dans cette vague qui prend d’assaut les gares, OUIGO se pose en pionnier de l’innovation avec une idée : introduire une voiture spéciale nudding. L’objectif ? Offrir un espace dédié aux adeptes de cette pratique, où ils pourront se retrouver entre eux sans choquer les autres passagers. Une initiative louable, certes, mais qui suscite également son lot de questionnements. D’après une étude réalisée par nos équipes, 99 % des gens préféreraient voyager dans une voiture lambda plutôt que de risquer de croiser des voyageurs nus. Une statistique qui souligne l’absurdité de la situation, mais questionne aussi sur la possibilité de mener à bout ce projet. Malgré ces petits désagréments, le nudding est en plein essor, et de nombreux téméraires sont prêts à relever le défi. Alors, prêts pour un voyage sans se ruiner ? ■



EN RÉALITÉ, VOUS AVEZ  
UN BAGAGE CABINE INCLUS,  
ET LE SUPPLÉMENT EST À  
SEULEMENT 5 €\* AVEC OUIGO.

\* VOIR CONDITIONS SUR OUIGO.COM



## 6 | TRANSPORTS

# Une jeune Lilloise vient 18 jours en avance à la gare pour « être sûre de ne pas rater son train ».

Imaginez, vous vous trompez d'une semaine pour votre départ en train. C'est ce qui est arrivé à Lou Aussal, une habitante de Lille de 21 ans. Enfin presque, car elle ne s'est pas réellement trompée. Lou a surpris tout le monde en débarquant en toute conscience à la gare, 18 jours

« Je vais camper ici, à la dure, surveiller les écrans comme un aigle guette sa proie. »

LOU AUSSAL, 21 ANS.



avant le départ prévu. Une initiative aussi bizarre que déterminée, motivée par la croyance farfelue que seule une arrivée avec autant d'avance pourrait lui garantir l'accès au quai. L'événement a secoué la gare centrale de Lille, où Lou a pris tout le monde de court en plantant littéralement son bivouac devant les quais bien avant la date de son voyage. Interrogée sur sa démarche peu orthodoxe, elle a expliqué avec aplomb : « J'ai lu quelque part qu'il faut être vachement en avance pour ne pas manquer son train ». Arborant un sac à dos rempli de provisions dignes d'une expédition dans l'Antarctique, Lou a déclaré avec sérieux : « Je suis prête à m'installer ici, entre

les panneaux d'affichage et les bancs en fer, pour être certaine de ne pas rater mon train. Je vais camper ici, à la dure, surveiller les écrans comme un aigle guette sa proie et me nourrir de sandwiches, de chips sans gluten et de barres chocolatées ».

Un régime digne des plus grands explorateurs... mais adapté au contexte ferroviaire moderne. Cette démarche pour le moins radicale a suscité énormément de réactions parmi les voyageurs et le personnel de la gare. Certains ont admiré sa détermination, tandis que d'autres l'ont regardée avec un mélange d'incom-

préhension et d'amusement. Jean-Pierre, le vigile habitué à voir Lou chaque jour depuis une semaine, ne peut s'empêcher de sourire en la croisant. « Pfff... Cette nana, elle est pas comme les autres. À la voir camper là depuis une semaine, on dirait qu'elle prépare une expédition vers Mars ou quoi ! Mais bon, ça anime un peu mes journées de vigile, faut dire ! » Face à la détermination extraordinaire de cette jeune femme, Monsieur Birmon, chef de gare, se trouve face à un dilemme inhabituel. En effet, il envisage sérieusement la possibilité d'ouvrir de manière permanente un dortoir de 10

places pour les voyageurs aussi prévoyants que Lou. Cette idée, bien que surprenante, soulève des questions quant à la viabilité d'une telle initiative et aux implications logistiques que cela pourrait entraîner.

Néanmoins, de plus en plus de voyageurs assument avoir cette peur de louper leur train, ils sont énormément à avoir soutenu Lou durant cette semaine. Un mouvement est d'ailleurs apparu sur les réseaux sociaux #JesuispareilqueLou. Une chose est sûre : cette jeune Lilloise est prête à tout pour ne pas rater son train. ■



**EN RÉALITÉ, PLUS BESOIN  
DE VENIR 30 MINUTES AVANT LE DÉPART  
DE VOTRE OUIGO, L'ACCÈS AU TRAIN  
EST POSSIBLE JUSQU'À 5 MINUTES AVANT.**